

Emploi et marché du travail dans les pays d'Europe centrale



COMMISSION
EUROPÉENNE



THÈME 3
Population
et conditions
sociales

3

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001

ISSN 1563-2113

© Communautés européennes, 2001

Remerciements

Ce rapport a été préparé sous la responsabilité de Nikolaus Wurm, Directeur de l'unité A-5 d'Eurostat, «Coopération technique avec les pays Phare et Tacis» en étroite collaboration avec l'unité E-1 «Marché du travail» et les bureaux nationaux des statistiques des pays de l'Europe centrale.

L'organisation du contrat et la coordination ont été prises en charge par Andreas Krüger et Isabelle Vancon de l'unité A-5. Ana Franco de l'unité E-1 s'est occupée du suivi méthodologique et de la supervision du projet, et Sylvain Juhette (également de l'unité E-1) étaient responsables de la collecte et du traitement des données.

Ce projet est réalisé dans le cadre du programme de coopération de statistique Phare multi-pays, pour lequel la direction générale du développement couvre l'entière responsabilité.

La Commission européenne remercie chaleureusement la contribution de tous les participants.

Les points de vue exprimés dans la publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Commission européenne. Les cartes utilisées dans cette publication, y compris les limites administratives démontrées, n'ont pour but que d'illustrer les données statistiques et ne reflètent aucune opinion de la Commission européenne.

Cette publication est disponible en anglais, français et allemand, et peut-être commandée gratuitement auprès des magasins de données Eurostat ainsi qu'au bureau des publications officielles des communautés européennes. Elle peut également être téléchargée gratuitement en tant que pdf-fichier en anglais, français et allemand à partir du site Internet de Eurostat à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ et par e-mail à l'adresse suivante: icon@icon-institute.de.

Beaucoup plus d'informations concernant l'Union européenne sont disponibles sur Internet.

Vous pouvez y accéder par le serveur européen. (<http://europa.eu.int>)

Les données de référence peuvent être consultées à la fin de cette publication.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001.

ISSN 1563-2113

Copyright Communautés Européennes, 2001

La reproduction est autorisée si la source est reconnue.

Imprimé en Allemagne

Contractant du projet

ICON-INSTITUT, Cologne
Responsable du contrat: Stephan Krische
Responsable du projet: Heinrich Tegtmeier

Impression

DFS Druck und Verlag Brecher & Müller GmbH, Cologne

Contenu

Parties éditoriales générales, sections méthodologiques et tabulations statistiques – Heinrich Tegtmeier (ICON)

Tendances récentes du marché du travail – Heinrich Tegtmeier (ICON)

Marchés régionaux du travail – Helmut Rudolph (IAB, Nuremberg)

Niveaux d'éducation et structure professionnelle de la population active – Markus Scheuer (RWI, Essen)

Traductions

Français – Rita Gautier (ICON), Aurélie Charrat (ICON)
Allemand – Heinrich Tegtmeier (ICON)

Données nationales

Pour la fourniture des données des études nationales sur la population active ou d'autres sources, nous aimerions remercier les personnes suivantes responsables de ce domaine dans leurs instituts statistiques nationaux:

Elda Muca (AL), Milenko Stojanovic (BA), Jana Gueron (BG), Ivo Makalous (CZ), Ülle Pettai (EE), Rita Varadi (HU), Vitalija Motiekaitiene (LT), Dace Grasmane (LV), Veselinka Todorovska (MK), Hanna Strzelecka (PL), Silvia Pisica (RO), Irena Svetin (SI), et Andrea Zuzcakova (SK).

Pour de plus amples informations concernant la publication, n'hésitez pas à contacter A. Krüger, Eurostat-A 5, e-mail: Andreas.Krueger@cec.eu.int, ou Stephan Krische, Icon-Institut, e-mail: Stephan.Krische@icon-institute.de.

Eurostat est l'Office statistique des Communautés européennes. Il a pour tâche de fournir à l'Union européenne des statistiques au niveau européen, qui permettent des comparaisons entre pays et régions. Eurostat consolide et harmonise les données collectées par les États membres.

Pour assurer que la masse de données disponibles soit largement accessible et pour aider chaque utilisateur à faire bon usage de toute cette information, Eurostat a mis en place un programme de publications et de services.

Ce programme fait une distinction claire entre les publications «grand public» et celles destinées aux spécialistes. Des collections particulières ont été élaborées pour ces différents groupes d'utilisateurs. «Communiqués de presse», «Statistiques en bref», «Panorama de l'Union européenne», «Indicateurs clés» et «Catalogues» sont des publications «grand public». Elles donnent des informations essentielles immédiates au moyen d'analyses, de tableaux, de graphiques et de cartes.

Les collections «Méthodes et nomenclatures», «Tableaux détaillés» et «Études et recherche» répondent aux besoins des spécialistes disposés à consacrer davantage de temps pour analyser et exploiter des informations et des tableaux très détaillés.

Tous les produits d'Eurostat sont diffusés par le réseau de Data Shops ou les agents de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes. Des Data Shops existent dans douze des quinze États membres ainsi qu'aux États-Unis, en Norvège et en Suisse. Ils offrent un large éventail de prestations allant de simples interrogations de bases de données à des recherches personnalisées. Les informations sont fournies sur papier et/ou par courrier électronique, sur disquette ou sur CD-ROM.

Dans le cadre du nouveau programme, Eurostat a développé son site Internet. Celui-ci comprend toute une série d'informations en ligne sur les produits et les services d'Eurostat, ses bulletins d'information, ses catalogues et ses publications en ligne ainsi que des indicateurs sur la zone euro.

Yves Franchet
Directeur général

Table des matières

Remerciements	2
Avant-propos.....	3
Table des matières.....	4
Liste des tableaux.....	4
Liste des graphiques.....	4
Introduction.....	5
Sommaire exécutif	6
Sources d'information et méthodes.....	9
Tendances récentes du marché du travail.....	13
Marchés régionaux du travail	24
Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active	36
Séries chronologiques par pays	48
Séries chronologiques par région	60
Abréviations et notes méthodologiques	62

Carte

Régions statistiques des Pays d'Europe Centrale (PEC)	25
------------------------------------------------------------	----

Liste des tableaux

Sources d'information et méthodes

1. Données principales des EFT des PEC.....	9
---------------------------------------------	---

Tendances récentes du marché du travail

Tableau: 1. Taux de l'emploi, du chômage et de l'activité, trimestres 1-4, 1999 et 2000	20
2. Changement de l'emploi, du chômage et du PIB, trimestres 1-4, 2000-1999.....	21
3a. Parts de l'emploi selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 1999 et 2000	22
3b. Part du chômage selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 1999 et 2000.....	23

Marchés régionaux du travail

1. Régions des PEC niveau 2.....	24
Annexe: 1. Structure professionnelle des personnes ayant un emploi, 2000.....	33
2. Niveaux de qualification dans les régions, 2000.....	34

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

Tableau: 1. Niveau d'éducation de la population en âge de travailler, 2000	44
2. Différences entre les sexes concernant le niveau d'éducation, hommes-femmes, 2000	44
3. Structure professionnelle des hommes et des femmes ayant un emploi, 2000.....	44
4. Niveau d'éducation selon les professions, 2000.....	46
5. Niveau d'éducation moyen des professions en tant que déviation par rapport à la moyenne nationale, 2000	46

Liste des graphiques

Sources d'information et méthodes

1. Classification de la population active dans l'Enquête sur les Forces du Travail dans l'Union Européenne.....	11
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Tendances récentes du marché du travail

1. Taux d'activité selon les parts de l'emploi et du chômage, trimestres 1-4, 2000	13
2a-f. Changement de l'emploi, du chômage et du PIB, trimestres 1-4, 2000-1999	15
3a-h. Parts de l'emploi selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 2000.....	17
4.a-h. Parts du chômage selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 2000.....	19

Marchés régionaux du travail

1. Niveau de qualification de la population active, 2000	26
2a. Taux du chômage spécifiques à la qualification selon le niveau moyen, 2000	27
2b. Taux du chômage spécifiques à la qualification selon les régions, 2000	28
3. Différence dans la structure de qualification, hommes-femmes, 2000	29
4. Structure de qualification selon les secteurs économiques, CEC-10, 2000	30
5a. Part des qualifications élevées dans les secteurs économiques selon la part moyenne, 2000	31
5b. Part des qualifications élevées dans les secteurs économiques selon les régions, 2000.....	31

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

1. Niveaux d'éducation de la population en âge de travailler, 2000	36
2. Niveaux d'éducation des personnes ayant un emploi, 2000.....	37
3. Différences des niveaux d'éducation, hommes-femmes, 2000.....	37
4. Niveaux d'éducation des chômeurs, 2000.....	37
5. Niveaux d'éducation des inactifs, 2000	38
6. Hommes ayant un emploi selon les groupes de la CITP, 2000.....	38
7. Femmes ayant un emploi selon les groupes de la CITP, 2000.....	39
8. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, BG, 2000	39
9. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, CZ, 2000.	40
10. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, EE, 2000.	40
11. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, HU, 2000	40
12. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, LT, 2000 ..	41
13. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, LV, 2000..	41
14. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, PL, 2000.	41
15. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, RO, 2000	42
16. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, SI, 2000 ..	42
17. Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, SK, 2000.	42
18. Niveaux d'éducation moyen des groupes de la CITP en tant que déviation par rapport à la moyenne nationale, 2000	43

Introduction

Cette publication «Emploi et marché du travail dans les pays d'Europe centrale» est conçue afin de présenter des informations sur les développements respectifs des dix pays candidats (la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie) ainsi que des trois pays participant également au programme PHARE (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine) désignés sous le nom de PEC. C'est la continuation d'une série sur l'initiative d'Eurostat en 1999 sous le titre «Revue de l'emploi et du marché du travail des pays de l'Europe Centrale» sur une base semestrielle.

Contrairement à la précédente, la présente publication produit trois numéros par an, chacune avec la même structure de base, les informations présentées dans chacun d'entre eux provenant essentiellement des enquêtes nationales sur les forces du travail (EFT) menées dans 11 des 13 pays concernés, les exceptions étant l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine.

L'utilisation des données des EFT nationales assure que les analyses sont basées sur une source standardisée fournissant un ensemble de statistiques cohérent et comparable. La période de référence pour ces analyses est normalement le second trimestre de chaque année, car il est courant en statistique d'utiliser ce trimestre pour les rapports annuels et les résultats des EFT sont disponibles pour cette période même dans les pays n'ayant qu'une ou deux enquêtes par an.

Cependant, étant donné que les données des précédentes années ne sont pas actuellement disponibles pour tous les pays et que des récents changements dans les structures administratives n'ont pu être pris en compte rétroactivement, les comparaisons nationales ont dû être limitées à ce stade aux années 1999 et 2000, et les analyses régionales à l'année 2000 seulement. Pour des données nationales antérieures, le lecteur doit se référer aux deux numéros de la «Revue», qui ont une approche relativement complète jusqu'en 1998, ou à la publication annuelle de l'«Emploi en Europe». Les informations sur des marchés régionaux du travail en particulier pour 1998 et 1999 peuvent être consultées dans le second numéro de la «Revue».

La section «Sources d'informations et méthodes» incluse dans chacun des numéros de cette publication décrit la nature des enquêtes sur les forces du travail, les normes

européennes des EFT, leurs concepts de base et des définitions, ainsi que leur mise en oeuvre par les PEC.

Les trois sections analytiques «Tendances récentes du marché du travail», «Marchés régionaux du travail», et un «Thème spécial» traitent des aspects différents de l'emploi et du marché du travail dans chaque numéro, incluant des annexes de données séparées. Dans le numéro 1/2001 les deux sections «Tendances récentes du marché du travail» et «Marchés régionaux du travail» se concentrent sur la structure des personnes ayant un emploi et des chômeurs selon leur activité économique actuelle ou précédente, et le thème spécial est consacré à l'analyse du «Chômage longue durée».

Dans le présent numéro 3/2001, la section sur les «Tendances récentes du marché du travail» analyse le développement de l'emploi et du chômage dans les PEC sur une base de trimestre par trimestre pour les années 1999 et 2000, tandis que la section «Marchés régionaux du travail» et le thème spécial étudient les niveaux d'éducation et la structure des professions de la population active.

Plutôt que de structurer leurs analyses sous forme de rapports nationaux, toutes ces sections observent généralement une approche comparative, discutant les différents aspects des tendances de l'emploi et du marché du travail des nations et des régions.

Les séries chronologiques nationales et régionales présentées vers la fin de cette publication et contenant des indicateurs et des répartitions des principales variables sur les développements macroéconomiques, démographiques, de l'emploi et du chômage, sont restées inchangées depuis le numéro 2/2001.

Ceci s'applique également en règle générale aux «Abréviations et notes méthodologiques» qui suivent, sauf en cas de suppression ou de rajout de quelques abréviations qui apparaissent seulement dans le numéro présent et la liste des errata faisant référence aux corrections nécessaires dans les numéros précédents.

Il est ainsi espéré que chaque numéro individuel de cette publication fournit des informations précieuses sur des aspects spécifiques et que l'ensemble des trois numéros présente une image cohérente et complète de la plupart des développements récents de l'emploi et du marché du travail dans les PEC aux décideurs, chercheurs, entreprises, groupes d'intérêt ainsi qu'au grand public.

Sommaire exécutif

«L'emploi et le marché du travail dans les pays d'Europe centrale» couvre les tendances pertinentes des 13 PEC (les 10 pays candidats, BG, CZ, EE, HU, LT, LV, PL, RO, SI, SK et les trois pays participant au programme PHARE AL, BA, ARYM). Plutôt que de présenter des rapports nationaux séparés, cette publication adopte une approche comparative, discutant les différents aspects des développements de l'emploi et du marché du travail dans les nations et les régions. Ceci est le dernier des trois numéros de l'année 2001.

Les informations utilisées sont essentiellement basées sur les EFT nationales, qui ont été introduites dans tous les PEC au cours de la dernière décade (sauf AL et BA). Dans chaque numéro sont inclus une brève description de la nature des enquêtes sur les forces du travail les normes européennes des EFT, des concepts de base et des définitions, ainsi que leur mise en œuvre par les PEC, et un annexe avec des tableaux de statistiques comprenant les séries chronologiques nationales et régionales pour les années 1999 et 2000 et des données régionales pour l'année 2000 uniquement, qui restent fondamentalement les mêmes à travers une année donnée sauf pour les mises à jour d'informations disponibles récemment fournies.

L'essentiel de cette publication concerne les trois sections analytiques sur les «Tendances récentes du marché du travail», les «Marchés régionaux du travail» et un «Thème spécial». Dans le numéro 1/2001, les analyses nationales et régionales donnaient une vue d'ensemble générale, tandis que le thème spécial était le «Chômage des jeunes». Dans le numéro 2/2001, les deux sections sur les «Tendances récentes du marché du travail» et les «Marchés du travail régionaux» se concentraient sur la structure des personnes ayant un emploi et des chômeurs selon leur activité économique actuelle ou précédente, et le thème spécial était consacré au «Chômage longue durée».

Dans le numéro présent 3/2001, la section «Tendances récentes du marché du travail» analyse le développement de l'emploi et du chômage dans les PEC sur une base de trimestre par trimestre pour les années 1999 et 2000, tandis que les deux sections «Marchés régionaux du travail» et le thème spécial étudient les niveaux d'éducation et la structure des professions de la population active. Les principaux résultats de ces trois sections sont résumés ci-dessous.

Tendances récentes du marché du travail

Tandis que dans les précédents numéros les analyses de cette section ne faisaient référence qu'à un seul trimestre (le second) pour chaque année, il est ici tenté d'utiliser des données des EFT de tous les trimestres disponibles de 1999 et 2000. Les deux principaux objectifs d'une telle approche sont de contrôler les développements actuels de l'emploi et du chômage et d'en découvrir les variations saisonnières possibles.

A l'exception de la Lituanie et de la Lettonie, tous les pays candidats d'Europe centrale ont fourni des données pour les quatre trimestres de l'année 2000, et cinq (la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie) ont fait de même pour 1999.

En 2000, cinq des huit PEC fournissant des données trimestrielles (BG, EE, PL, RO et SI) montrent la tendance saisonnière classique de l'emploi, en étant plus faible au premier trimestre de l'année, augmentant durant les deux trimestres du milieu de l'année et diminuant encore vers la fin. La principale différence dans les trois pays déviant de cette tendance (CZ, HU et SK) est l'absence d'une diminution du taux d'emploi à la fin de l'année, ce qui fait que la plus forte valeur est atteinte au cours du quatrième trimestre. Cependant, la variation générale est dans tous les cas assez modérée avec un écart maximum d'un petit peu plus de 5 points de pourcentage en Roumanie, environ 2,5 points de pourcentage en Bulgarie et en Slovénie, et de 0,5 à 1,5 points de pourcentage dans le reste des pays.

Le développement du chômage est habituellement une image miroir de celui de l'emploi, quoique dans une forme atténuée. La part des chômeurs n'est généralement pas réduite autant que ce qui aurait pu être espéré avec l'augmentation de l'emploi, elle n'augmente pas non plus autant que ce qui aurait pu être craint avec une diminution correspondante.

Cependant, l'aspect le plus frappant de cette analyse est probablement l'accord d'une grande portée en direction des développements trimestriels, en particulier en regard du fait que les niveaux d'activité, d'emploi et de chômage varient considérablement entre les PEC, allant d'à peine 60 à presque 71% pour le taux d'activité, de moins de 50 à plus de 65% pour le taux d'emploi, et d'un minimum de 6 à un maximum de presque 19% pour le taux de chômage.

Les changements de l'emploi et du chômage dans les PEC entre 1999 et 2000 reflètent les tendances de la croissance économique générale qui a d'abord été caractérisée par un ralentissement plus ou moins prononcé suivi d'un redressement distinct. En 2000, le nombre de personnes ayant un emploi était inférieur à l'année précédente durant la plupart des trimestres dans tous les pays à l'exception de la Hongrie et de la Slovénie. En règle générale, la croissance de l'emploi reste toujours en dessous du chiffre du PIB correspondant. En d'autres termes, il faut un taux relativement élevé de la croissance économique pour entraîner un développement positif de l'emploi. Le chômage, au contraire, semble réagir plus sensiblement au changement du PIB, mais dans le sens opposé. Cependant, après la période de ralentissement de la croissance économique avec des effets négatifs sur la population active dans la plupart des pays en 1999, l'emploi et le chômage ont commencé à prendre une direction favorable, particulièrement dans les deux derniers trimestres 2000.

Afin d'évaluer la contribution des différents secteurs de l'économie au développement général de l'emploi et du chômage en 2000, l'activité économique des personnes travaillant ou ayant travaillé pour ces secteurs est classifiée en sept groupes combinés basés sur le code à 1 chiffre NACE.

Dans trois des cinq pays ayant une tendance classique de l'emploi saisonnier – Roumanie, Bulgarie et Pologne – cela résulte principalement d'une variation des activités agricoles, et d'une tendance saisonnière moins prononcée qui se retrouve aussi habituellement dans la construction. En Estonie, la tendance saisonnière dérive en grande partie à cause de la variation dans l'industrie manufacturière, tandis que la plupart des secteurs économiques contribuent à la tendance saisonnière générale en Slovaquie. Des tendances opposées à la tendance saisonnière classique sont observées en particulier dans les services publics et personnels.

Les trois pays qui dévient du modèle saisonnier classique de l'emploi – la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie – sont caractérisés par une absence relative de différences marquées dans les développements sectoriels pendant l'année, c'est-à-dire que tous les secteurs ont une part équivalente dans la tendance générale ou ne montrent aucune variation trimestrielle significative.

L'analyse des changements de l'emploi entre 1999 et 2000 montre que la contribution de l'industrie manufacturière à la tendance générale était négative dans tous les PEC, et ceci est également vrai pour l'agriculture sauf en Roumanie. Au contraire, dans tous les pays la contribution des services publics et personnels était positive, et cela s'appliquait également à la finance et aux affaires, bien qu'en Roumanie cela ne soit le cas que durant le dernier trimestre.

Le secteur de l'industrie manufacturière domine également le développement trimestriel du chômage dans tous les PEC, non seulement en produisant le groupe de chômeurs le plus important, mais aussi en déterminant la tendance de chômage général dans chaque pays. En conséquence, la plupart des autres secteurs ont des niveaux de chômage proportionnellement inférieurs, particulièrement l'agriculture, les services personnels et publics et la finance et les affaires. Une tendance saisonnière du chômage ne se retrouve que dans l'agriculture et en partie dans la construction, qui est également le seul secteur hormis l'industrie manufacturière à avoir des niveaux de chômage proportionnellement supérieurs.

La seule tendance nettement perceptible dans les changements du chômage sectoriel entre 1999 et 2000 est la direction positive de l'industrie manufacturière où les niveaux respectifs sont devenus soit moins défavorables de trimestre en trimestre, soit sont déjà inférieurs par rapport à l'année précédente.

Marchés régionaux du travail régionaux

Dans ce numéro, l'analyse régionale se concentre sur le niveau de qualification de la population active et la structure

des professions des personnes ayant un emploi, caractérisant ainsi le capital humain disponible dans les régions et décrivant le potentiel inhérent de l'offre régionale de travail. Basée sur la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE) l'EFT mesure la qualification, comme le niveau d'éducation général ou la formation professionnelle le (la) plus élevé(e) atteint(e), en trois catégories combinées: faible, intermédiaire et élevé.

Dans les États baltes, la Lituanie et l'Estonie, la part des qualifications élevées de la population active est bien plus importante que celle des qualifications faibles, le segment de qualification intermédiaire étant relativement étroit. Cela s'applique également à la Lettonie dans une moins grande mesure. La République tchèque et la Slovaquie montrent un segment de qualification intermédiaire étendu, tandis que les parts des qualifications élevées et intermédiaires sont à peu près égales. En Hongrie aussi, les qualifications sont réparties symétriquement, mais le segment intermédiaire est nettement plus étroit. En Bulgarie, en Slovaquie et en Pologne la part des qualifications faibles de la population active est plus élevée que celle des qualifications élevées, voire nettement plus forte en ce qui concerne la Roumanie.

Les structures régionales des qualifications dévient plus ou moins de la tendance nationale car les institutions d'éducation secondaire et tertiaire ainsi que la demande de certains niveaux de qualification ne sont pas équitablement répartis à travers les régions. À l'intérieur des pays, les niveaux de qualification des régions des capitales, qui sont de façon caractéristique des centres de service avec un emploi dominant dans le secteur tertiaire, sont plus favorables que la moyenne nationale respective. Les régions ayant un niveau de qualification comparativement faible ont surtout un caractère agricole. Ainsi, le niveau régional de qualification semble être en grande partie déterminé par la structure sectorielle.

Dans presque toutes les régions, la part des qualifications élevées parmi les personnes ayant un emploi est supérieure à celle des chômeurs, tandis que la part des qualifications faibles est plus élevée parmi les chômeurs que parmi les personnes ayant un emploi hormis en Roumanie et dans quatre régions polonaises. Dans presque toutes les régions également, le taux de chômage des qualifications élevées était inférieur à la moitié de la moyenne, tandis que le taux de chômage des qualifications faibles était généralement supérieur, atteignant au moins le double de la moyenne dans les régions de la République tchèque et en Slovaquie.

Dans les pays et les régions ayant une agriculture assez importante, la structure de qualification parmi les employés était moins favorable que parmi les indépendants. Dans les pays et les régions ayant une part d'emploi élevée dans l'industrie ou à caractère de centre de services, les indépendants avaient en moyenne un niveau de qualification supérieur.

Dans tous les pays et toutes les régions à l'exception de la République tchèque et de la Roumanie, plus de femmes que

d'hommes se trouvaient dans le segment de qualification élevée. Dans toutes les régions à l'exception de Prague (CZ01) et Bucarest (RO08), il y a relativement plus d'hommes que de femmes dans le segment de qualification intermédiaire. Dans le segment de qualification faible, les hommes sont en nombre supérieur en Bulgarie, en Lituanie et en Lettonie ainsi que dans quelques régions de Pologne, tandis qu'en République tchèque, en Hongrie, en Roumanie, en Slovénie et en Slovaquie, les femmes sont en nombre supérieur dans ce segment. Le résultat général de ces différences de sexe est une structure hiérarchique soit en faveur des hommes (CZ, RO, SK), soit des femmes (HU, PL, SI), soit une structure polarisée en faveur des femmes (BG, EE, LT, LV).

Les personnes ayant un emploi avec des qualifications élevées sont concentrées dans le secteur des services, spécifiquement dans «Autres services», «Intermédiation financière, Activités dans les affaires» et «Administration publique», bien que cet ordre ne soit pas toujours respecté dans toutes les régions, tandis que la part est extrêmement faible dans «Agriculture et Pêche». La tendance générale montre que plus la part de personnes ayant un emploi avec des qualifications élevées est importante, plus le niveau de qualification est lui aussi élevé dans les secteurs économiques individuels.

La structure des professions ajoute des informations à la structure de qualification et sectorielle des régions. Les professions qualifiées de service (directeurs, professionnels, techniciens) sont concentrées dans les centres de service, où elles peuvent représenter de 40 à 50% des personnes ayant un emploi. Ces professions ainsi que celles des employés de bureau et des ouvriers du service et du commerce représentent dans tous les pays plus de la moitié des personnes ayant un emploi à l'exception de la Roumanie et de la Pologne.

Les parts des professions dans la production artisanale et industrielle dans les régions s'étendent respectivement de 10,3 à 29,2% et de 5,1 à 20,4%, leur part combinée étant principalement élevée dans les régions fortement industrielles et les régions mixtes.

La part des «Ouvriers qualifiés dans l'agriculture et la pêche» dans les régions des PEC se situent pratiquement toujours entre 0 et 60%, et en Bulgarie, en Pologne, en Roumanie et en Slovénie, elle était un tout petit peu inférieure à la part de l'emploi sectoriel général de l'agriculture.

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

L'éducation formelle et les qualifications professionnelles de la population d'un pays n'est pas seulement d'une importance culturelle mais aussi économique. Dans les EFT européennes, ces deux aspects sont mesurés sur la base de la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE) et de la Classification Internationale Type des Professions (CITP), la

première étant ici combinée en trois catégories, tandis que le codage à 1 chiffre est appliqué pour la deuxième.

La majorité de la population en âge de travailler dans les PEC est classée dans le niveau d'éducation intermédiaire, les parts les plus élevées étant de presque 70% en République tchèque et en Slovaquie, suivie de la Pologne et de la Lettonie. Les qualifications élevées sont plus dominantes dans les états baltes, en particulier en Lituanie où la part est d'un tiers, tandis qu'elles représentent seulement 10% environ ou moins dans la plupart des autres pays. Avec 30% ou plus, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et la Pologne ont le nombre le plus important de personnes ayant des qualifications faibles, cependant leur part atteint aussi 20 à 25% dans les autres pays.

Les parts des deux qualifications les plus hautes augmentent dans les PEC si l'on considère seulement les personnes ayant un emploi, avec un changement correspondant inverse pour les qualifications faibles. La part des femmes ayant des qualifications élevées excède celle des hommes hormis en République tchèque et en Roumanie, pour le niveau de qualification moyenne, les hommes ont la part la plus importante dans tous les pays, alors qu'il n'y a aucune tendance uniforme pour les qualifications faibles. Comme supposé, le niveau d'éducation montre une baisse marquée chez les chômeurs et est encore plus faible chez les inactifs.

Dans la plupart des pays, les hommes sont majoritairement employés dans des professions manuelles et dans le commerce lié à celles-ci, ou en tant qu'opérateurs et assembleurs d'équipement et de machines, tandis que les femmes travaillent principalement dans le service et la vente et parmi les techniciens et professionnels associés. De plus, les femmes sont plus fortement représentées parmi les professionnels et les employés de bureau, tandis que les hommes dominent parmi les législateurs, les hauts fonctionnaires et les directeurs.

Selon le système d'éducation nationale et de formation, la structure de qualification des professions individuelles varie considérablement entre les PEC, montrant un large éventail de valeurs à l'intérieur de chaque groupe en particulier pour le niveau d'éducation élevé et intermédiaire.

Cependant, si la répartition nationale générale est prise en compte et que la qualification de l'éducation pour les principales classes professionnelles est exprimée par rapport à leur déviation par rapport à la moyenne nationale, alors l'image résultante est équitabement uniforme. Dans tous les pays, la qualification des législateurs, des hauts fonctionnaires et des directeurs, des professionnels et des techniciens et professionnels associés est au-dessus de la moyenne. Les employés de bureau sont plus ou moins juste au niveau de la moyenne avec seulement de faibles déviations en dessus et en dessous. Toutes les autres catégories professionnelles se situent généralement en dessous des moyennes nationales.

Sources d'information et méthodes

Les sources primaires d'informations statistiques présentées dans cette publication sont les enquêtes nationales sur les forces de travail qui sont effectuées dans tous les PC et l'ARYM. Pour l'Albanie, les informations disponibles limitées proviennent en grande partie des archives administratives, alors qu'aucune information n'a encore été rendue disponible par la Bosnie-Herzégovine, mais même dans ces pays, il existe des projets pour introduire une EFT nationale dès l'année prochaine.

Les chiffres supplémentaires pour tous les PEC sur la croissance du PIB (Spécial Statistiques, Thème 2 – 5/2001), et les domaines globaux ou régionaux ont été fournis par Eurostat. Les circonstances spéciales concernant des sources d'informations ou des méthodes dans les pays individuels ont été notées dans le texte ou dans la section «Abréviations et notes méthodologiques». La discussion suivante ne désigne ici qu'une partie des aspects les plus importants des enquêtes nationales sur les forces du travail.

La nature des enquêtes sur les forces de travail

Une enquête sur les forces du travail comporte typiquement des sondages personnels menés auprès d'un échantillon de ménages afin d'obtenir périodiquement des informations pertinentes pour une semaine de référence donnée. Cette approche comporte certains avantages comparée à d'autres sources d'informations.

Ainsi, les statistiques des registres civils ou des archives des assurances sociales sont des dérivés des procédés administratifs qui peuvent largement différer dans leur définition et l'étendue de l'emploi et du chômage couverte selon les informations légales et organisationnelles fournies par les systèmes respectifs. Les enquêtes basées sur la mise en place sont limitées aux personnes et aux activités des secteurs individuels et ne fournissent aucune information sur les personnes ne travaillant pas. Enfin, un recensement avec sa couverture complète des paramètres statistiques basiques requière des ressources qui ne peuvent être mobilisées qu'à de plus grands intervalles.

Les EFT nationales sont au contraire faites pour rassembler des informations sur l'emploi et le chômage à travers l'ensemble de l'économie et à faibles coûts. De par leur inhérente flexibilité, elles peuvent également être plus facilement harmonisées en terme de contenu par sujet, concepts, définitions, traitement et analyse de données afin d'assurer une comparabilité d'après les normes internationales acceptées.

Cependant, la base d'échantillons des EFT est également leur principale limite. En général, la fiabilité des résultats dérivés d'un échantillon diminue avec sa taille, la fréquence de la caractéristique mesurée et la régularité avec laquelle elle est répartie au sein de la population. Ainsi, il y a des limites à l'utilisation des EFT lors de relativement rares occasions, comme la désagrégation régionale ou sectorielle détaillée, et pour la surveillance des tendances sur de courts intervalles temporels ou ne comportant que des mouvements mineurs.

Les enquêtes sur les forces de travail dans les PEC

C'est seulement pendant le processus de transition d'une économie planifiée à une économie de marché au cours de la dernière décade que les EFT ont été introduites dans les PEC. Cependant, depuis, les EFT sont devenues l'instrument principal d'évaluation des caractéristiques et des développements de leur marchés nationaux du travail.

Après avoir débuté avec une enquête pilote initiale ou annuelle dans les premières années, tous les pays, excepté la Lettonie, la Lituanie et l'ARYM qui suivaient toujours un programme semestriel, ont dirigé leur EFT de l'année 2000 sur une base continue, mensuelle ou trimestrielle. Les détails de l'introduction des EFT dans les PEC ainsi que leur périodicité et l'importance de leurs échantillons en 2000 sont répertoriés dans le Tableau 1. Plus de renseignements sur l'historique et la méthodologie des EFT dans les 10 PC sont disponibles dans la publication d'Eurostat «Enquêtes sur les forces de travail dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est: méthodes et définitions, 1999».

Tableau 1: **Données principales des EFT des PEC**

Pays	Date de démarrage	Type de sondage	Fréquence des résultats	Taille de l'échantillon en 2000
BG	1993	trimestriel	trimestrielle	24 000 ménages
CZ	1992	continu	trimestrielle	26 000 ménages
EE	1995	continu	trimestrielle	2 000 ménages
HU	1991	mensuel	trimestrielle	37 000 domiciles
LT	1994	semestriel	semestrielle	3 000 ménages
LV	1995	semestriel	semestrielle	8 000 ménages
PL	1992	continu	trimestrielle	24 000 domiciles
RO	1993	continu	trimestrielle	18 000 domiciles
SI	1993	continu	trimestrielle	7 000 ménages
SK	1993	continu	trimestrielle	10 000 domiciles
MK	1996	semestriel	semestrielle	7 200 ménages

Cette publication montre également les efforts des PEC pour adapter leurs EFT aux normes européennes. Depuis, ces efforts ont encore été intensifiés dans le programme «PHARE Multi-bénéficiaires pour la coopération statistique: Projets pilotes sur les statistiques», qui a évalué la conformité des EFT nationales aux règlements européens, a fourni de l'aide en transmettant les informations et a fait des recommandations pour une harmonisation plus approfondie.

Les normes européennes des EFT

La CE avait déjà tenté de mettre en place une EFT dans ses pays membres en 1960, mais ce n'est pas avant 1983 qu'une EFT harmonisée fut instaurée. Les derniers règlements s'appliquant à la période couverte dans cette publication sont le règlement du Conseil (CE) No. 577/98 du 9 mars 1998 et le règlement de la Commission (CE) correspondant No. 1571/98 du 20 juillet 1998.

Les aspects techniques de ces règlements sont déterminés par Eurostat en coopération avec les représentants des INS (y compris les PEC) lors des réunions du Groupe de Travail des Statistiques de l'Emploi. Les principales normes européennes des EFT fixées dans ce processus s'appliquent:

- au type, à la fréquence et à la période de référence de l'enquête (les enquêtes continues fournissant des résultats trimestriels et annuels, avec comme semaine de référence celle précédant l'entretien),
- aux unités et à la portée de l'enquête, à la méthode d'observation (les personnes vivant dans un ménage privé/collectif, les entretiens),
- à l'échantillon (erreur d'échantillonnage relative, rotation, pondération),
- aux caractéristiques de l'enquête (liste de questions et de catégories par réponse, définition et classification),
- à la transmission des informations à Eurostat (registres individuels en 12 semaines pour les enquêtes continues et en 9 mois pour une enquête annuelle printanière).

Les principales définitions et classifications utilisées dans les EFT européennes représentent les conventions internationales européennes et comprennent:

- l'emploi et le chômage (OIT, 13^{ème} CIST),
- la classification internationale des statuts dans l'emploi, CISE (OIT, 15^{ème} CIST),
- la classification internationale des professions, CIP-88 (OIT)
- la classification statistique des activités économiques, NACE Rev. 1 (adaptation européenne de CII Rev. 3, UN),
- la classification internationale des normes de l'éducation, ISCED 1997 (UNESCO),
- la classification régionale, NUTS 2 (EU).

Une présentation détaillée des normes européennes des EFT est disponible dans la publication d'Eurostat «Enquête sur les forces de travail: Méthodes et définitions, édition 1998».

La mise en place de ces normes est en grande partie sous la responsabilité des INS. Ils désignent leur propre échantillon d'enquête et un questionnaire national, conduisent des

entretiens, calculent les facteurs de pondération, et convertissent les informations à la structure du registre prescrite pour la transmission à Eurostat. Eurostat, à son tour, contrôle et traite les informations pour les états membres de l'UE, pour les PEC et pour d'autres pays coopérants, et enfin rend les résultats disponibles pour la diffusion.

Concepts de base et définitions

Tandis que l'EFT vise la population entière d'un pays, les résultats sont uniquement rassemblés pour les personnes vivant dans des ménages privés (à l'exception des personnes accomplissant leur service militaire ou communautaire interrogées dans ces ménages), car certains pays ne couvrent pas les ménages collectifs.

La distinction principale de toutes les EFT est la classification des personnes âgées de 15 ans ou plus par leur statut professionnel:

Les **personnes ayant un emploi** sont celles qui, durant la semaine de référence donnée:

- ont effectué n'importe quel travail pour un salaire, ou des bénéfices, ou
- n'ont pas travaillé mais avaient un travail duquel elles ont été temporairement absentes.

Les travailleurs familiaux sont inclus.

Les **chômeurs** sont ceux qui:

- n'avaient pas d'emploi durant la semaine de référence, et
- étaient activement à la recherche d'un emploi durant les 4 semaines précédentes, et
- étaient disponibles afin de commencer à travailler dans les 2 semaines suivantes.

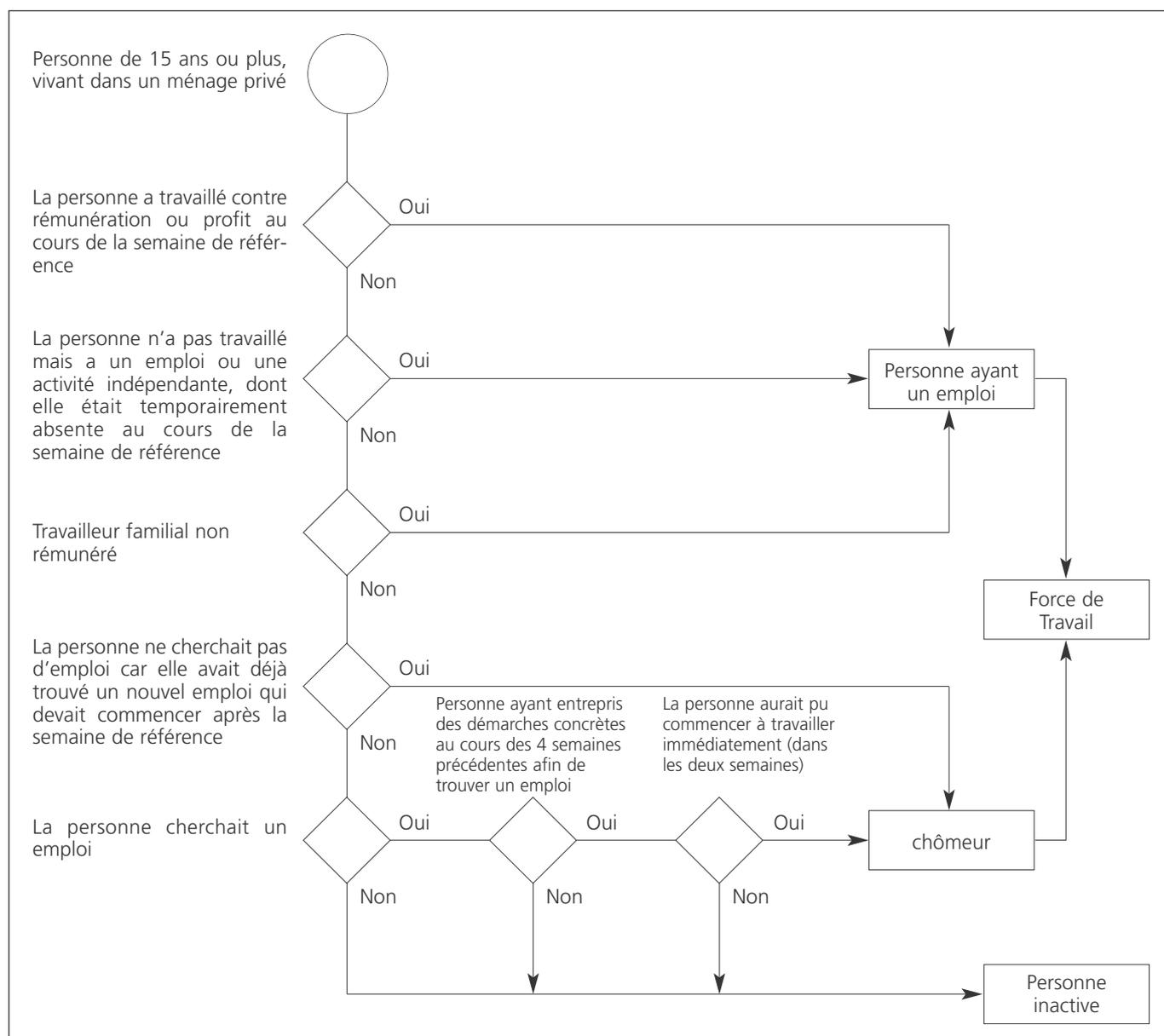
Les personnes ayant déjà trouvé un emploi commençant plus tard sont également classifiées comme chômeurs.

Les **inactifs** sont tous ceux que l'on ne peut classer en tant que personnes ayant un emploi ni en tant que chômeurs.

Le graphique 1 montre un organigramme classifiant la population selon ces définitions. Dans ce contexte, les personnes temporairement absentes présentent des difficultés. Le critère accepté pour leur classification en tant que personnes ayant un emploi est une connexion formelle à leur emploi, qui est alternativement définie par:

- la réception continue du salaire
- l'assurance du retour au travail, ou
- la durée écoulée de l'absence

Un autre problème est la classification des chômeurs par les EFT en tant qu'opposés à l'enregistrement auprès des bureaux publics de l'emploi. En raison des différences de critères utilisés, les chiffres respectifs pour un pays donné peuvent être considérablement différents, et alors que la définition appliquée à toutes les EFT des PEC est la même, les chiffres du chômage enregistré sont rarement comparables entre les pays en raison des différents règlements nationaux. Ces derniers sont donc exclus de cette publication. Pour une discussion sur les différences incluses, le lecteur peut se référer au premier numéro de la «Revue», à partir de la page 13 et à «l'Emploi en Europe», 1999, p. 51.

Graphique 1: *Classification de la population active dans l'Enquête sur les Forces du Travail dans l'Union Européenne*

Basés sur l'âge et le statut professionnel, un certain nombre de groupe et de taux sont dérivés:

- **Population en âge de travailler:** 15–64
- **Taux de dépendance des jeunes:** moins de 15/15–64
- **Taux de dépendance des personnes âgées:** 65+/15–64
- **Taux de dépendance effectif:** personnes de + de 15 ans ne travaillant pas/personnes ayant un emploi
- **Population active:** personnes ayant un emploi + chômeurs
- **Taux d'activité:** population active 15–64/population en âge de travailler
- **Taux d'emploi:** personnes ayant un emploi 15–64/population en âge de travailler
- **Taux de chômage:** chômeurs/population active

De plus, il y a un certain nombre de concepts relatifs aux conditions spécifiques de l'emploi, du chômage ou de l'inactivité.

La permanence d'un emploi ne fait référence qu'aux salariés. Les postes intérimaires, les CDD ou les emplois à terme fixe sont caractérisés par l'accord entre l'employeur et le salarié sur les conditions objectives selon lesquelles un emploi se termine, comme par exemple une date spécifique, l'accomplissement d'une tâche ou le retour d'un autre employé temporairement remplace. Cela s'applique en particulier aux:

- personnes ayant un emploi saisonnier
- personnes engagées par une agence ou un bureau de placement et louées à un tiers pour accomplir une tâche spécifique (sauf s'il y a CDI écrit par l'agence ou le bureau de placement),

– personnes avec des contrats de formation spécifiques.

S'il n'y a aucun critère objectif concernant la fin d'un emploi ou d'un contrat de travail, alors cela est considéré comme permanent ou à durée indéterminée.

La distinction entre un emploi à temps plein et un emploi à temps partiel est basée sur la déclaration subjective du répondant. Une définition plus précise et plus objective n'est pas possible car les heures de travail diffèrent d'un pays à l'autre et d'une branche d'activité à une autre.

Le travail à temps partiel involontaire représente les personnes qui déclarent qu'elles travaillent à temps partiel parce qu'elles n'ont pas pu trouver un emploi à temps plein.

Dans les EFT, **le nombre d'heures de travail habituel par semaine** fait seulement référence au nombre d'heures habituel dans l'emploi principal, y compris les heures supplémentaires payées ou non, mais excluant le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail ou le temps de la pause déjeuner. Les apprentis et les stagiaires doivent exclure le temps passé au lycée ou dans un centre de formation spécial. Les personnes dans l'impossibilité de fournir des chiffres pour leur temps de travail habituel peuvent le remplacer par la moyenne du nombre d'heures de travail par semaine au cours des semaines précédentes. Certaines personnes, en particulier les travailleurs indépendants et les travailleurs familiaux, peuvent ne pas avoir un emploi du temps régulier car leurs heures de travail varient largement d'une semaine ou d'un mois à l'autre.

La durée du chômage est de façon opérationnelle définie par la plus courte des deux périodes suivantes:

- la durée de recherche d'un emploi, ou
- la période écoulée depuis le dernier emploi.

Le chômage des jeunes fait référence aux chômeurs âgés de 15 à 24 ans.

Le chômage longue durée est défini par une période de 1 an ou plus.

Les travailleurs découragés sont définis comme des personnes sans emploi et n'en cherchent pas car elles croient qu'il n'y en a aucun de disponible.

Le désir de travailler fait référence aux personnes sans emploi qui n'en cherchent pas, mais qui aimeraient néanmoins travailler.

L'éducation et la formation ne s'appliquent qu'aux personnes qui ont suivi des cours ou un programme durant les 4 semaines précédentes quelle que soit sa pertinence par rapport à l'emploi actuel ou futur possible du répondant. Cela inclut donc l'éducation initiale ou postsecondaire, la formation continue et supérieure, les stages au sein de l'entreprise, l'apprentissage, la formation sur le tas, les conférences, l'enseignement par correspondance, les cours du soir, l'apprentissage par soi-même, etc. ainsi que les cours suivis hors de l'intérêt personnel et toutes les formes d'éducation et de formation concernant des matières telles que les langues, l'informatique, la gestion, l'art et la culture, la santé et la médecine.

Les secteurs problématiques des informations des EFT des PEC

Alors que les directives des normes européennes des EFT, les concepts et les définitions sont plutôt clairs, leur mise en place dans les EFT des PEC est encore loin d'être complète.

Un premier secteur problématique est **la couverture de l'enquête**. Dans certains pays, l'EFT exclut la population âgée de moins de 15 ans ou de plus de 74 ans de telle façon que les chiffres nécessaires au calcul incluant la population entière doivent provenir d'autres sources. Plusieurs pays incluent également les personnes vivant dans des ménages collectifs par leur ménage privé d'origine sans les identifier en tant que tels à cause du manque de questions ou de catégories de réponses correspondantes. Dans certains PEC, les personnes accomplissant leur service militaire ou communautaire, qui devraient être omises des résultats des EFT, sont exclues de l'enquête nationale dès le début, et sont incluses dans d'autres pays mais non identifiables.

Un deuxième secteur problématique concerne **les éléments ou les réponses manquants**. En 1999 ou 2000, aucun PEC réalisant une EFT nationale n'a couvert tous les éléments européens. De tels manques existent, entre autre, par rapport aux personnes sans emploi désirant travailler, aux personnes dans l'éducation ou en formation, à la distinction entre temps plein et temps partiel, à la permanence des emplois, au nombre d'heures de travail habituelles, ou à la situation des chômeurs avant de commencer leur recherche d'emploi. Mais il se peut également que les réponses soient manquantes même si l'élément était inclus dans le questionnaire, car l'on n'a simplement pas posé la question à certaines personnes en raison du filtre qui leur est appliqué.

Un autre sujet de préoccupation est la classification de base des répondants par leur **statut professionnel**. Il existe des différences considérables de pays à pays en terme de type et de nombre de questions ainsi que de critères utilisés afin de déterminer ce statut.

Les divergences méthodologiques générales ont également concerné:

- le **statut professionnel**, où les membres des coopératives ont été codés de manière variable en tant que salariés et travailleurs indépendants avec ou sans salariés;
- les **méthodes utilisées afin de trouver du travail**, qui selon les normes européennes sont censées être prises en compte dans des questions séparées, et qui au lieu de cela ont été réduites à des catégories de réponses en une seule question à laquelle un nombre limité (parfois un seul) pouvait être choisi, modifiant ainsi le caractère des répartitions en résultant et pouvant affecter la classification des chômeurs ou des inactifs.

En somme, il doit cependant être réitéré qu'en dépit de toutes ces réserves, les EFT des PEC fournissent toujours l'ensemble d'informations statistiques le plus cohérent et le plus comparable pour les analyses de l'emploi et du marché du travail – si traité correctement avec l'attention nécessaire.

Tendances récentes du marché du travail

Dans le numéro 1/2001 de cette publication, la section «Tendances récentes du marché du travail» était consacrée à une vue d'ensemble et à la caractérisation de l'emploi et du chômage dans les PEC. Dans le numéro 2/2001, le centre d'intérêt était les comparaisons des structures économiques nationales par rapport à la répartition de l'emploi à travers les secteurs individuels et la composition des personnes ayant un emploi selon le sexe, l'âge et la qualification ainsi que le risque inhérent du chômage.

Dans les deux cas, les informations utilisées pour les analyses étaient celles des EFT nationales du second trimestre pour 1999 et 2000. La principale raison de ce choix est la disponibilité des résultats des EFT, même pour les pays n'ayant qu'une ou deux enquêtes par an et cela est par la suite devenu une pratique statistique courante que d'utiliser ce trimestre pour les rapports annuels. La différence basique de l'approche observée dans cette section du numéro présent réside dans le fait que les périodes de référence des informations sont soumises à l'analyse. Au lieu de s'intéresser à un seul trimestre (le second) pour chaque année, il sera tenté ici d'utiliser des données des EFT de tous les trimestres disponibles pour une année donnée.

Les deux principaux objectifs d'une telle approche sont de contrôler les développements actuels de l'emploi et du chômage ainsi que d'en découvrir les éventuelles variations saisonnières. Dans un deuxième temps de l'analyse, il sera alors peut-être possible de corriger des tendances à court terme en lissant les variations saisonnières répétitives, ou de détecter des changements dans ces tendances elles-mêmes.

Cependant, quelques remarques sont à signaler à ce stade par rapport à la base de données requise pour les analyses de ce genre. Dans la mesure où jusqu'à présent deux des pays candidats de l'Europe centrale (la République tchèque et la Slovaquie) ont transmis les données des EFT à Eurostat pour les quatre trimestres pour le minimum absolu de trois ans nécessaires afin d'établir toute tendance saisonnière, cinq (la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie) ont fourni des données pour tous les trimestres de 1999, et tous à l'exception de la Lituanie et de la Lettonie ont fait de même pour 2000. La Bulgarie a mené trois séries d'EFT en 1999, mais n'était pas encore rétroactivement capable de transmettre ces données à Eurostat dans le format standard. La Lettonie a transmis ses données des EFT pour ses deux séries d'enquêtes de printemps et d'automne de 1999 et 2000, mais les données automnales de chaque année n'ont pas encore pu être vérifiées par Eurostat. La Lituanie a fourni des données des EFT pour le second trimestre de 1999 et 2000 seulement, tout comme l'Estonie pour 1999. En 1999 également, la Pologne a mené ses EFT nationales pour le premier et le quatrième trimestre seulement. Sur les trois autres pays participants au programme Phare et par conséquent inclus dans cette publication, l'ancienne République yougoslave de Macédoine n'a pas encore transmis les données des EFT à Eurostat pour aucune des enquêtes semes-

trielles, tandis que l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine n'ont pas encore mené d'EFT nationale à ce jour.

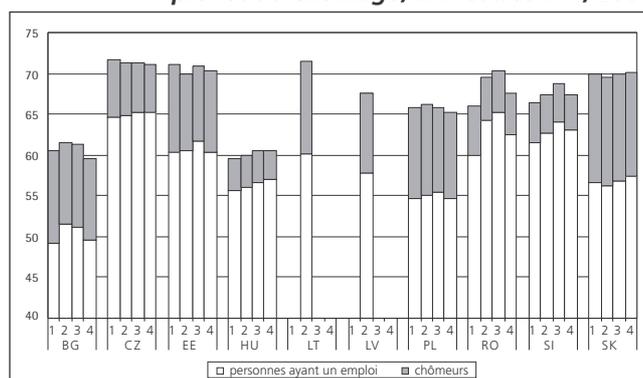
En raison de la disponibilité des données, les analyses de cette section sont limitées aux dix pays candidats de l'Europe centrale (BG, CZ, EE, HU, LT, LV, PL, RO, SI, et SK) ainsi qu'aux années 1999 et 2000, et pour l'intérêt de la comparabilité seules les personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) sont incluses. A l'exception de certains écarts de données, cette limite temporelle signifie, bien sûr, que toute description de variations saisonnières sera au mieux provisoire et que les ajustements saisonniers seront impossibles, et même les informations sur l'emploi et le chômage des pays fournissant un ensemble complet de données d'EFT peuvent ne pas toujours être directement comparables étant donné que beaucoup d'entre eux sont passés d'une enquête trimestrielle en 1999 à une enquête continue en 2000, à moins que la semaine de référence ne soit également répartie sur les trimestres correspondants dans les deux cas.

Développement trimestriel de l'emploi et du chômage

Le développement trimestriel de la population active suit habituellement une tendance saisonnière distincte, l'emploi étant plus faible au premier trimestre de l'année, augmentant aux deux trimestres suivants et diminuant de nouveau vers la fin de l'année, tandis que l'opposé s'applique au chômage. Cependant, ces tendances complémentaires ne se compensent pas complètement car de nombreuses personnes entrant ou quittant l'emploi viennent d'un statut d'inactif ou y retournent directement, en évitant ainsi le statut de chômeur. Par conséquent, la population active mesurée entièrement par le taux d'activité montre généralement moins de variation que l'une ou l'autre de ses composants, mais la plupart du temps, sa taille et sa direction sont toujours plus déterminées par les changements de l'emploi que par ceux du chômage.

En 2000, cinq des huit PEC fournissant des données trimestrielles (BG, EE, PL, RO et SI) montrent la tendance saisonnière classique du développement de l'emploi (Graphique 1; pour plus de détails voir Section Annexe). La variation la plus

Graphique. 1: Taux d'activité selon les parts de l'emploi et du chômage, trimestres 1-4, 2000



importante se trouve en Roumanie où le taux d'emploi s'étend de 59,9% au premier trimestre à 65,2% au troisième. En comparaison, l'écart entre la valeur la plus faible et la plus élevée ne s'élève qu'à environ 2,5 points de pourcentage en Bulgarie et en Slovaquie et autour de 1 point de pourcentage en Estonie et en Pologne.

La principale différence dans les trois pays déviant de cette tendance (CZ, HU et SK) est l'absence de diminution du taux d'emploi à la fin de l'année, de manière à ce que la valeur la plus élevée est atteinte au quatrième trimestre. Cependant, l'augmentation générale reste assez modérée dans tous les cas, couvrant seulement 0,5 point de pourcentage en République tchèque, 1,0 point de pourcentage en Slovaquie et 1,4 points de pourcentage en Hongrie.

Le développement du chômage se présente généralement comme une image miroir de celui de l'emploi, bien que dans une forme mitigée. La part de chômeurs n'est pas aussi réduite que l'on pourrait l'espérer avec l'augmentation de l'emploi, elle n'augmente pas non plus autant que l'on pourrait le craindre avec une diminution correspondante. Il y a trois exceptions majeures dans chacune de ces tendances. D'une part, la réduction du chômage a même dépassé l'augmentation de l'emploi au second trimestre 2000 en République tchèque et en Estonie et au troisième trimestre en Pologne. D'autre part, la part de chômeurs n'a pas augmenté au troisième et au quatrième trimestre 2000 en Bulgarie et au quatrième trimestre en Slovaquie sans se soucier des baisses simultanées de l'emploi.

Malgré ces déviations de la tendance saisonnière et les exceptions des tendances complémentaires, qui en règle générale concernent un trimestre seulement dans chaque pays donné, l'aspect le plus frappant de cette analyse est la grande portée de l'accord allant dans la direction des développements trimestriels, en particulier par rapport au fait que les niveaux d'activité, d'emploi et du chômage varient considérablement entre les PEC, allant d'à peine 60% en Bulgarie et en Hongrie à presque 72% en République tchèque et en Lituanie pour le taux d'activité, de moins de 50% en Bulgarie et 55% en Hongrie et en Pologne jusqu'à plus de 65% en République tchèque et en Roumanie pour le taux d'emploi, et de 6 à 7% en Hongrie et en Slovaquie à plus de 19% en Slovaquie pour le taux de chômage.

Ces déviations et exceptions indiquent en même temps que le développement trimestriel de la population active est également influencé par les tendances économiques actuelles qui peuvent renforcer ou contrecarrer les facteurs saisonniers. Malheureusement, les données disponibles pour la plupart des PEC ne sont pas encore suffisantes pour permettre des ajustements saisonniers de sorte que l'analyse devra être limitée à une comparaison entre 1999 et 2000 afin d'identifier les similitudes basiques et les différences majeures.

Changements de l'emploi et du chômage de 1999 à 2000

En évaluant le développement de la population active entre 1999 et 2000, il faut prendre en compte les variations saisonnières de chaque pays pour chacune des deux années, ainsi que leur croissance économique générale. Etant donné

que cette dernière ne prend effet sur l'emploi et le chômage qu'après un délai de six mois environ, les taux de croissance du PIB dans les Graphiques 2a-f et la Section Annexe ont été décalés de deux trimestres, c'est-à-dire que le chiffre donné pour le trimestre 1/1999 représente en réalité celui du trimestre 3/1998, le chiffre donné pour le trimestre 2/1999 représente en réalité celui du trimestre 4/1998, etc.

Avant de discuter les résultats pour les pays individuels, quelques observations générales doivent être faites. Ainsi, dans tous les PEC le développement économique important a montré des ralentissements plus ou moins prononcés en 1999, en particulier aux second et troisième trimestres. En Bulgarie, le point faible avait déjà été atteint au premier trimestre 1999, tandis qu'en Lituanie et en Roumanie, la tendance négative s'est même étendue jusqu'à la moitié de l'année 2000. Hormis une légère déviation en Roumanie, la croissance de l'emploi reste toujours en dessous du chiffre du PIB correspondant. En d'autres termes, il faut un taux relativement supérieur de la croissance économique pour entraîner un développement positif de l'emploi. Le chômage, au contraire, semble réagir plus sensiblement aux changements du PIB, mais dans la direction opposée. Enfin, les tendances saisonnières du développement de la population active, à l'exception de quelques modifications, sont généralement les mêmes pour les cinq pays fournissant des données trimestrielles pour 1999 et 2000 à la fois.

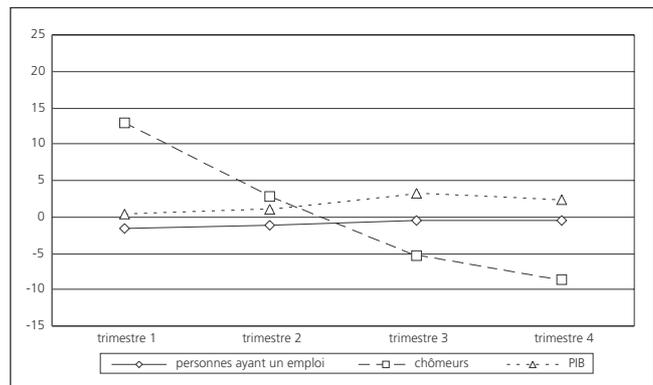
En 1999, la République tchèque a été affectée par des tendances de récession tout au long de l'année, avec pour résultat une légère baisse de l'emploi et une hausse du chômage, les deux atteignant leur extrême au premier trimestre 2000 seulement. En 2000, ces deux tendances ont été inversées prenant en considération un retour de la croissance économique. Mais tandis que la situation de l'emploi a continué de s'améliorer tout au long de l'année, elle est restée en dessous du niveau de chacun des trimestres correspondants en 1999 (Graphique 2a). Le chômage, au contraire, n'est resté au-dessus des niveaux de 1999 que pendant la première moitié de l'année, passant nettement en dessous de ces niveaux pendant la deuxième moitié.

La Hongrie a connu une période de croissance économique en 1999 ainsi qu'en 2000, accompagnée d'une légère hausse de l'emploi et d'une légère baisse du chômage durant chacune de ces années. Le niveau d'emploi en 2000 était d'environ 1 à 1,5% supérieur à chaque trimestre par rapport à celui de l'année précédente, et le niveau du chômage entre 5 et 10% inférieur (Graphique 2b).

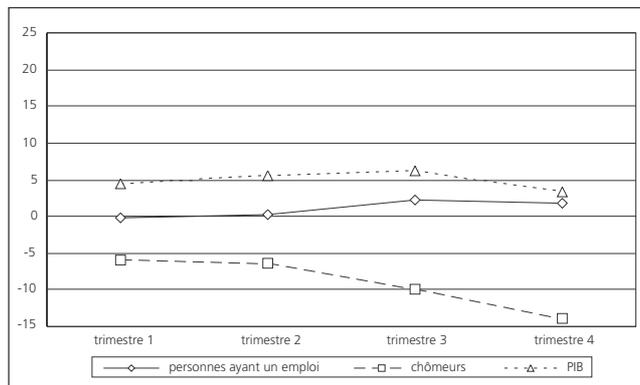
En Roumanie, le développement de la population active en 1999 et en 2000 est marqué par deux tendances distinctes. D'une part, elle a été affectée par une longue période de déclin économique qui dura jusqu'à la moitié de l'année 2000. D'autre part, ces deux années montrent une tendance classique prononcée de variation saisonnière. Dans la comparaison annuelle, la situation de l'emploi et du chômage – bien qu'étant toujours pire qu'en 1999 – commence à s'améliorer au troisième trimestre 2000 seulement, atteignant un niveau d'emploi supérieur et un niveau de chômage inférieur à la fin de l'année (Graphique 2c).

Graphiques 2a–f: **Changement de l'emploi, du chômage et du PIB, trimestres 1–4, 2000–1999 (en %)**

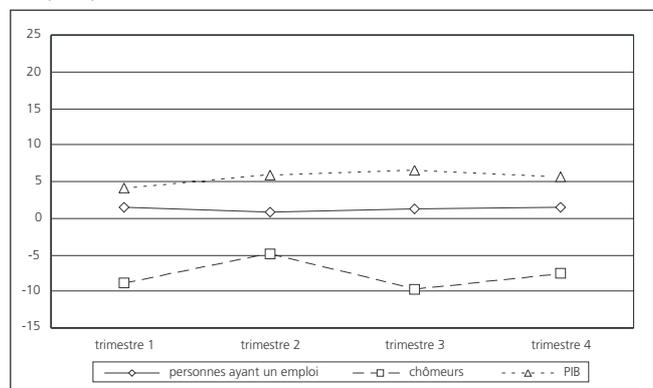
Graphique 2a: **CZ**



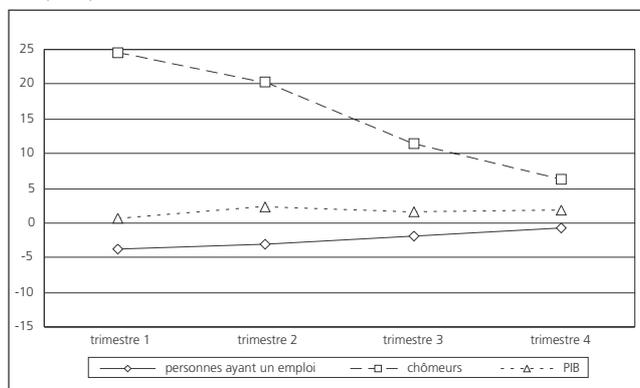
Graphique 2d: **SI**



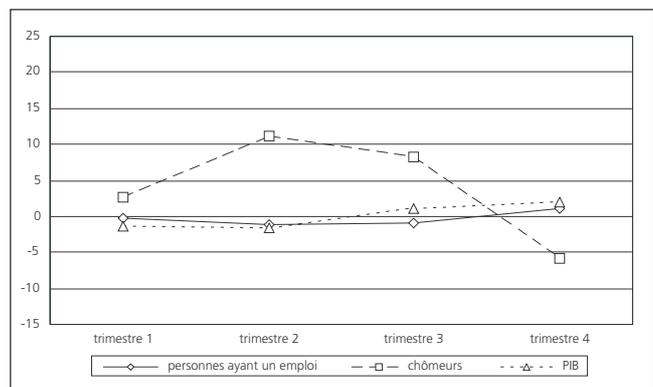
Graphique 2b: **HU**



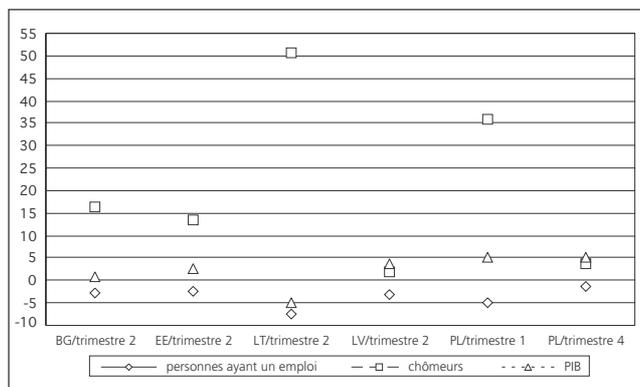
Graphique 2e: **SK**



Graphique 2c: **RO**



Graphique 2f: **BG, EE, LT, LV, PL**



Tout comme la Hongrie, la Slovaquie a connu une période de croissance économique continue en 1999 et en 2000, mais tandis que le développement de l'emploi a suivi une tendance saisonnière classique pour chaque année, le chômage est resté le même tout au long de l'année 1999 et s'est orienté par la suite seulement vers un déclin stable. Comparé à 1999, le niveau de l'emploi était à peu près le même pour les deux premiers trimestres 2000, mais a été dépassé de 2% environ au cours des deux derniers. Le niveau du chômage, au contraire, était déjà inférieur de près de 6% aux deux premiers trimestres 2000 et a observé une baisse encore plus importante de 10 à 14% aux deux derniers (Graphique 2d).

Bien que la croissance du PIB ait présenté des chiffres positifs en Slovaquie pour 1999 et 2000, mais avec une fluctuation considérable entre les trimestres, elle n'était apparemment pas suffisamment forte pour stopper le développement négatif de la population active (baisse de l'emploi et hausse du chômage) qui s'est étendu jusqu'au second trimestre 2000 avant de montrer les premiers signes d'amélioration. Alors que le niveau de l'emploi en 2000 est resté en dessous et celui du chômage au-dessus des niveaux correspondants de 1999 au cours des quatre trimestres, les différences sont devenues continuellement moins importantes dans les deux cas (Graphique 2e).

Tendances récentes du marché du travail

L'évaluation du développement de la population active dans les pays ne fournissant pas les données des EFT pour les quatre trimestres 1999 et 2000 (BG, EE, LT, LV et PL) est plus difficile. La Bulgarie et la Pologne ont été affectées par une croissance économique modérée voire importante au cours de la plupart ou pour tous les trimestres 1999 et 2000. Les États baltes, au contraire, ont dû faire face à des tendances de récession à partir du second trimestre 1999 jusqu'au premier trimestre 2000, et jusqu'au second trimestre 2000 pour la Lituanie. Dans tous les pays le niveau de l'emploi pour le trimestre respectif de 2000 était inférieur, et celui du chômage supérieur à celui de 1999 (Graphique 2e).

Cependant, il existe quelques signes d'amélioration même pour ces pays. Comparées à 1999, les tendances économiques sous-jacentes de chacun d'entre eux ont été plus favorables au cours des deux derniers trimestres 2000. De plus, le chômage a continué de diminuer en Bulgarie tout au long de l'année, et en Pologne, les différences de niveaux de l'emploi et du chômage ont été en grande partie réduites entre les premiers et les quatrièmes trimestres de 1999 et 2000.

En somme, l'analyse des développements trimestriels des PEC pour 1999 et 2000 a montré qu'après une période de croissance économique ralentie ayant des effets négatifs sur la population active dans la plupart des pays, l'emploi et le chômage ont commencé de s'orienter dans une direction plus favorable, en particulier au cours des deux derniers trimestres 2000. Dans ce qui suit, il va être tenté de spécifier certaines de ces tendances en termes de secteurs économiques concernés.

Développement trimestriel de l'emploi et du chômage selon l'activité économique

Afin d'évaluer la contribution des différents secteurs de l'économie au développement général de l'emploi et du chômage en 2000, le nombre de personnes travaillant actuellement ou ayant travaillé dans ces secteurs est ex-

primé en terme de leur part absolue plutôt que de leur part relative dans le taux d'activité respectif des pays individuels, et les changements dans la structure sectorielle entre 1999 et 2000 sont également donnés en tant que différence absolue entre les parts correspondantes plutôt que sur une base de pourcentage. La classification des secteurs économiques est basée sur la NACE codée à un chiffre, mais certaines considérations méthodologiques et analytiques ainsi que des limitations pratiques de présentation ont rendu nécessaire de combiner les secteurs les plus petits ou similaires avec d'autres (voir Encadré).

Dans trois des cinq pays ayant une tendance classique de l'emploi saisonnier – Roumanie, Bulgarie et Pologne – cela résulte principalement de la variation des activités agricoles (voir Graphiques 3a, e et f). Il y a également une tendance saisonnière moins prononcée dans la construction, alors que seule la Bulgarie montre une tendance similaire dans le secteur de l'hôtellerie et la restauration. Il est en même temps possible d'observer des tendances opposées dans certains autres secteurs de l'économie, en particulier dans l'industrie manufacturière et ainsi qu'en Bulgarie et en Pologne dans les services publics et personnels (L–Q), suggérant que selon la disponibilité des emplois dans les secteurs concernés il y ait un échange saisonnier d'une partie de la population active.

En Estonie, la tendance classique de l'emploi saisonnier résulte principalement de la variation dans l'industrie manufacturière et dans une moins grande mesure dans la construction, avec des tendances opposées encore une fois dans les services publics et personnels et, de façon surprenante dans l'agriculture (Graphique 3c). En Slovénie, au contraire, la plupart des secteurs économiques contribuent à la tendance saisonnière générale avec une hausse de l'emploi au deuxième et troisième trimestre et une baisse à la fin de l'année, la variation principale se situant dans l'agriculture, le commerce et réparations, et l'industrie

Combinaison des secteurs économiques basée sur la classification NACE codée à 1 chiffre

AB Agriculture

- A Agriculture, chasse et sylviculture
- B Pêche

CDE Industrie manufacturière

- C Industries extractives
- D Industrie manufacturière
- E Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau

F Construction

- F Construction

G Commerce et Réparation

- G Commerce de gros et détail, réparation automobiles et domestiques

HI Hôtels et transports

- H Hôtels et restaurants
- I Transports, entreposage et communications

JK Finance et services aux entreprises

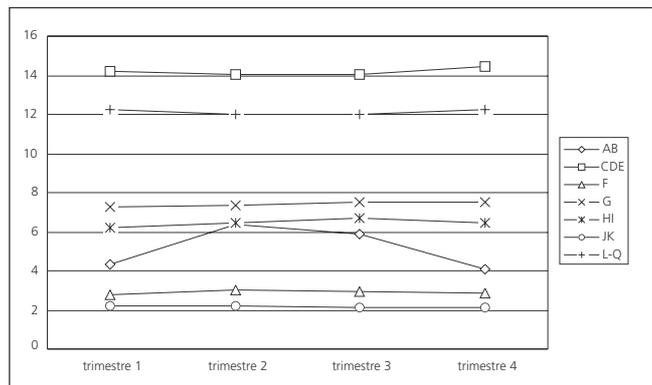
- J Intermédiation financière
- K Immobilier, locations et activités de service aux entreprises

L–Q Services publics et personnels

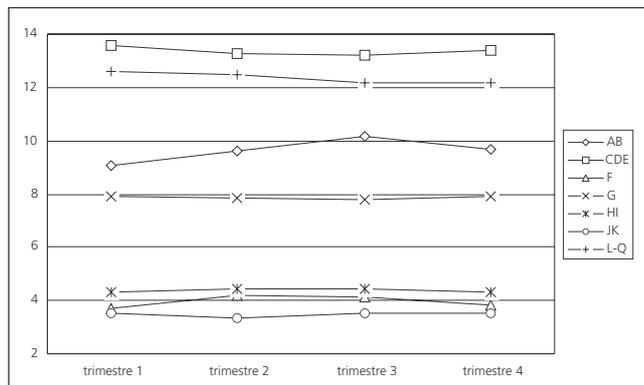
- L Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire
- M Education
- N Santé et action sociale
- O Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels
- P Ménages employant du personnel domestique
- Q Organisations et corps extra-territoriaux

Graphiques 3a-h: Parts de l'emploi selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 2000

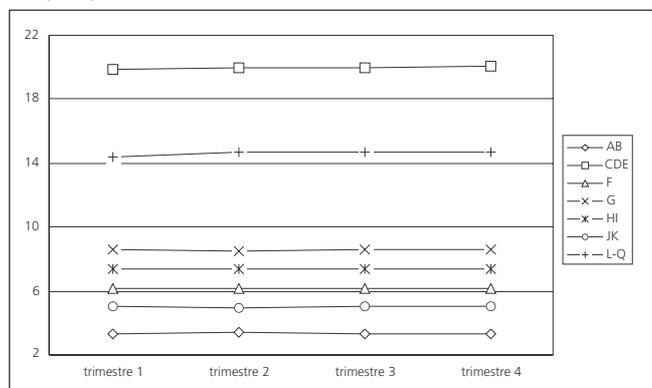
Graphique 3a: BG



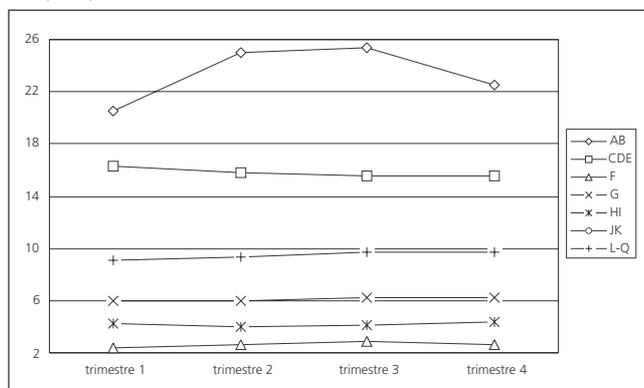
Graphique 3e: PL



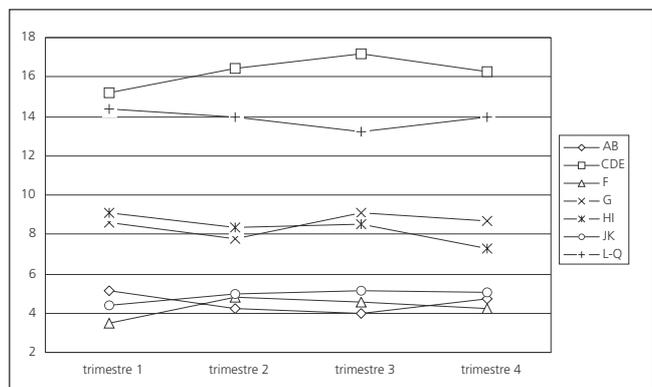
Graphique 3b: CZ



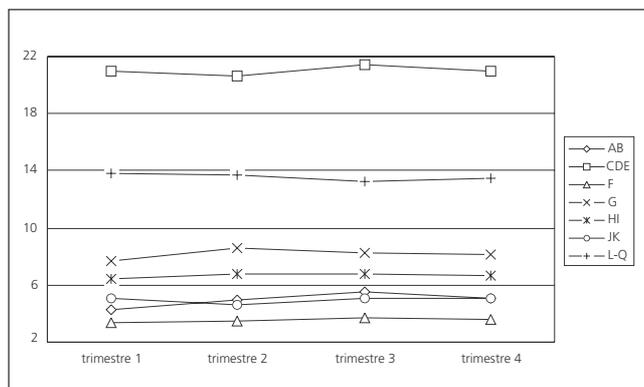
Graphique 3f: RO



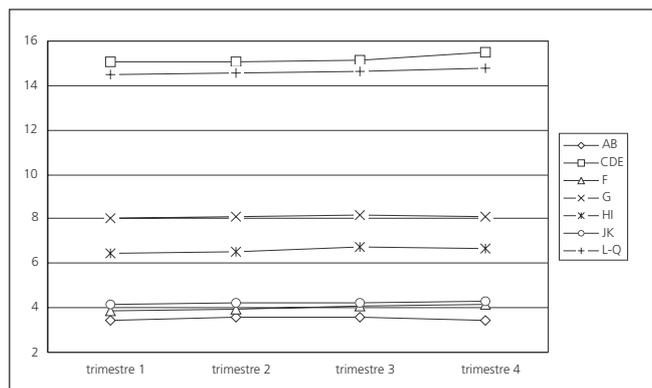
Graphique 3c: EE



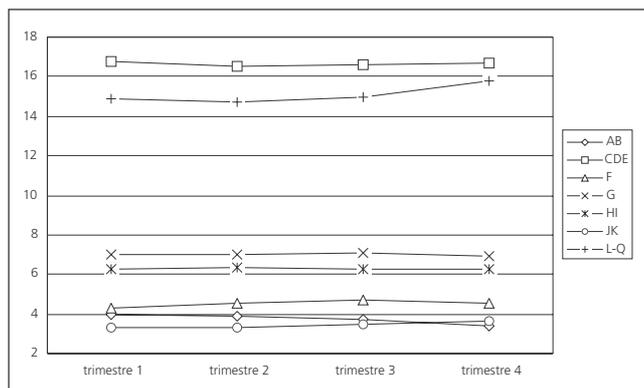
Graphique 3g: SI



Graphique 3d: HU



Graphique 3h: SK



manufacturière, tandis que des tendances opposées se retrouvent dans la finance et les affaires, et les services publics et personnels (Graphique 3g).

Cette absence relative de tendances marquées dans le développement sectoriel tout au long de l'année observée en Slovaquie est encore plus prononcée que dans les trois pays qui dévient de la tendance saisonnière classique de l'emploi, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie (voir Graphiques 3b, d et h). En Hongrie, tous les secteurs à l'exception d'un contribuent à la hausse progressive de l'emploi, le plus grand progrès ayant été accompli par l'industrie manufacturière au dernier trimestre. La seule exception est l'agriculture avec une légère tendance saisonnière.

En République tchèque, la tendance saisonnière de l'agriculture est difficilement observable, et en Slovaquie, ce secteur a même enregistré une baisse continue de l'emploi au cours de tous les trimestres 2000. En effet, aucun des secteurs de l'économie tchèque ne montre une variation trimestrielle significative de l'emploi, tandis qu'en Slovaquie – hormis la baisse dans l'agriculture – la construction ressort quelque peu avec sa tendance saisonnière modérée ; et les services personnels et publics ainsi que la finance et les affaires contribuent plus à la hausse de l'emploi depuis le second trimestre 2000.

Comme l'a démontré la comparaison des développements entre 1999 et 2000, le nombre de personnes ayant un emploi est resté en dessous des chiffres correspondants à l'année précédente au cours de la plupart des trimestres dans tous les pays à l'exception de la Hongrie et de la Slovaquie, bien que les différences aient généralement changé dans une direction plus favorable au cours de l'année. La différenciation de ces tendances par secteurs économiques révèle certaines tendances communes et quelques développements exceptionnels dans les cinq pays ayant fourni des données trimestrielles pour les deux années (pour des statistiques détaillées voir Section Annexe).

Dans chaque pays, la contribution de l'industrie manufacturière à la tendance générale de l'emploi était négative, et cela est également vrai pour l'agriculture, sauf en Roumanie. Au contraire, dans chaque pays la contribution des services publics et personnels était positive, et cela s'applique également à la finance et aux affaires, bien que seulement au dernier trimestre en Roumanie. En Roumanie, l'emploi dans l'agriculture en 2000 est en fait resté au-dessus du niveau de 1999 tout au long de l'année et a, avec l'industrie manufacturière, déterminé la tendance générale; alors qu'en Hongrie et en Slovaquie, le développement du secteur primaire est allé à l'encontre de la tendance générale, baissant de plus en plus en dessous des niveaux de l'année précédente.

Il est également possible de noter que le second secteur unique le plus important, commerce et réparations, a,

comparé à 1999, employé considérablement plus de personnes au cours de chaque trimestre 2000 en Hongrie, et considérablement moins en République tchèque. En Slovaquie, l'emploi dans la construction est resté en dessous des niveaux de l'année précédente pour tous les trimestres, bien que la différence aille en diminuant. Enfin, en Slovaquie, la comparaison trimestrielle entre 1999 et 2000 produit une tendance de résultats tellement irrégulière pour tous les secteurs que cela soulève quelques questions concernant la crédibilité des données sous-jacentes.

Le caractère le plus remarquable du développement trimestriel du chômage est le rôle dominant de l'industrie manufacturière. Dans tous les PEC, ce secteur produit non seulement le groupe le plus important de chômeurs, mais sa taille dépasse même de loin ce qui pourrait être attendu sur la base des parts de l'emploi correspondantes (voir Graphiques 4a–h). De plus, le développement de l'industrie manufacturière détermine en grande partie la tendance de chômage générale de chaque pays, en étant en partie contrebalancée ou appuyée par les développements d'autres secteurs en Roumanie (agriculture), Slovaquie (construction, commerce et réparation, hôtellerie et transport) et Slovaquie (agriculture, construction).

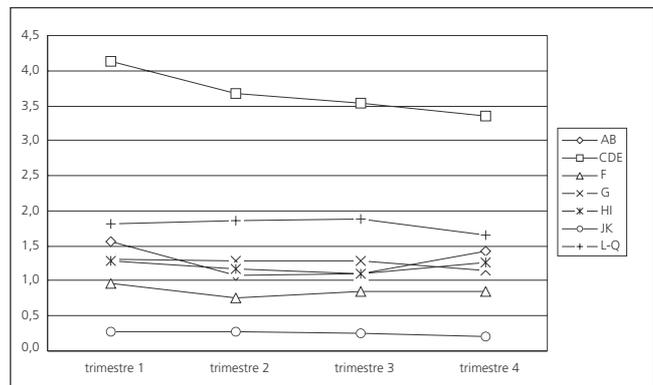
Par conséquent, la plupart des secteurs connaissent des niveaux de chômage proportionnellement inférieurs, en particulier dans l'agriculture, les services publics et personnels, et la finance et les affaires. En agriculture, cela est dû à la grande prédominance des indépendants qui perdent rarement leur emploi, dans le service public en raison de la sécurité relative de l'emploi, et dans la finance et les affaires ainsi que dans les services publics et personnels en raison des bonnes perspectives économiques de ces activités.

Une nette tendance saisonnière du chômage se retrouve dans l'agriculture en Bulgarie et en Roumanie seulement, dans une forme plus faible en République tchèque, en Slovaquie et en Hongrie. La construction est le seul autre secteur montrant une baisse du chômage particulièrement après le premier trimestre, mais pas toujours une hausse en fin d'année. C'est également le seul secteur hormis l'industrie manufacturière à avoir des niveaux de chômage proportionnellement inférieurs.

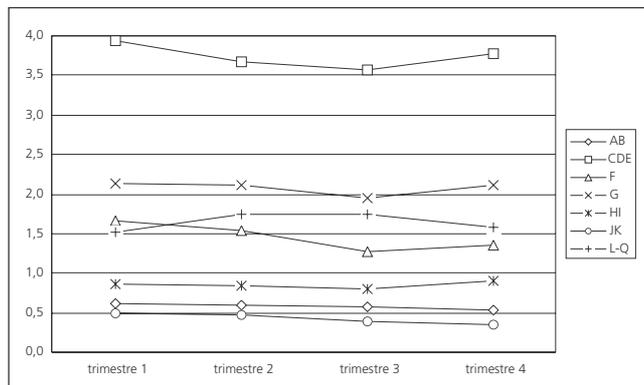
Comparée à l'emploi, l'analyse de changements dans le chômage sectoriel entre 1999 et 2000 est à la fois confrontée à une base de données moins importante ainsi qu'à des différences trimestrielles moins importantes de sorte qu'il est plus difficile d'identifier et de commenter les tendances cohérentes du développement. La seule nette tendance remarquable est la direction positive de l'industrie manufacturière où les niveaux de chômage comparatifs deviennent soit moins favorables de trimestre en trimestre, soit sont déjà inférieurs à l'année précédente (pour les détails voir Section Annexe).

Graphiques 4a-h: Parts du chômage selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 2000

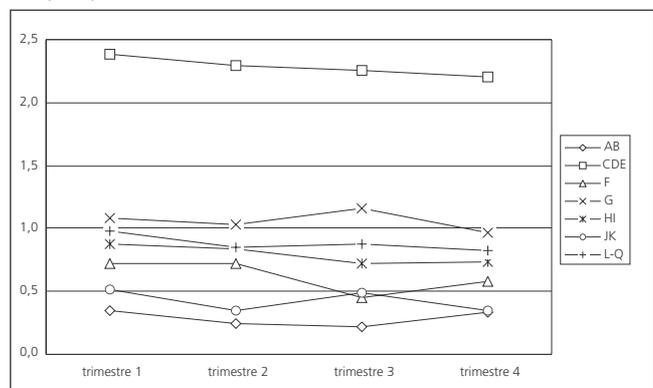
Graphique 4a: BG



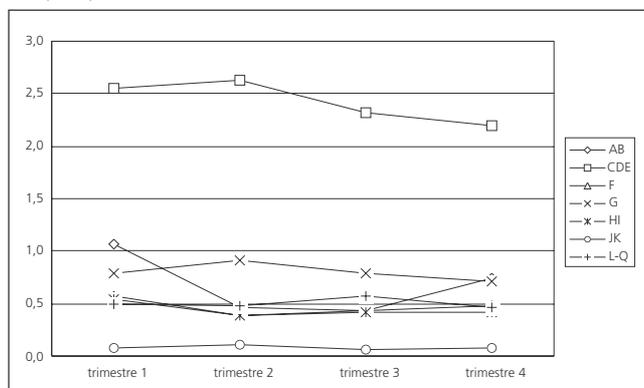
Graphique 4e: PL



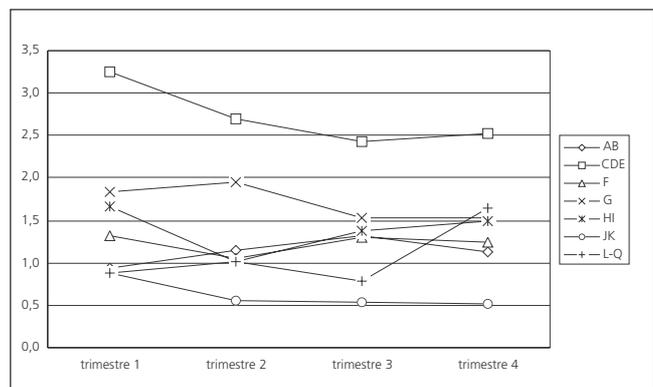
Graphique 4b: CZ



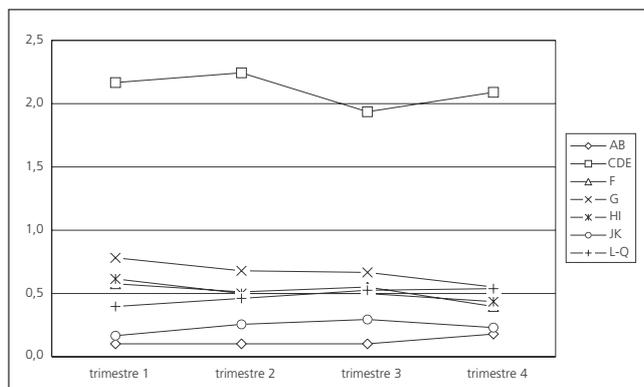
Graphique 4f: RO



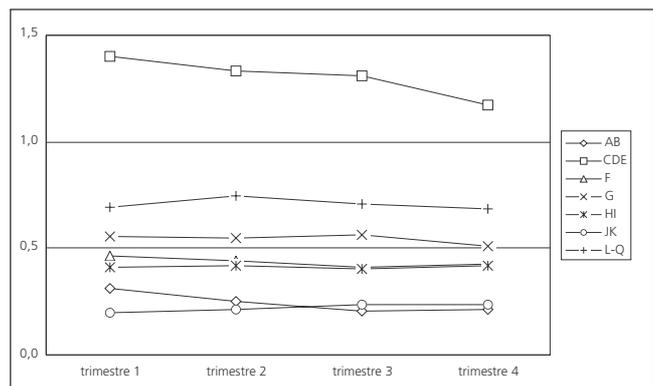
Graphique 4c: EE



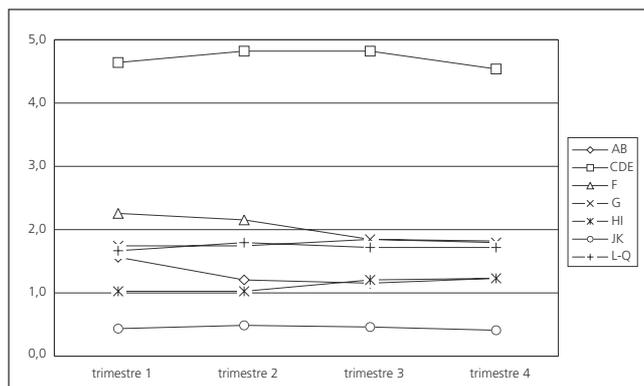
Graphique 4g: SI



Graphique 4d: HU



Graphique 4h: SK



Tendances récentes du marché du travail

Tableau 1: Taux de l'emploi, du chômage et de l'activité, trimestres 1-4, 1999 et 2000

Pays	Sujet	1999				2000			
		trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4	trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4
BG	Taux de l'emploi		52,9			49,2	51,5	51,2	49,7
	Taux du chômage		14,1			18,7	16,4	16,3	16,6
	Taux de l'activité		61,6			60,6	61,6	61,2	59,6
CZ	Taux de l'emploi	65,8	65,6	65,5	65,6	64,7	64,9	65,1	65,2
	Taux du chômage	8,5	8,5	9,1	9,1	9,6	8,8	8,7	8,4
	Taux de l'activité	71,9	71,8	72,0	72,1	71,6	71,2	71,3	71,2
EE	Taux de l'emploi		62,0			60,3	60,6	61,6	60,3
	Taux du chômage		11,8			15,1	13,5	13,1	14,3
	Taux de l'activité		70,3			71,0	70,0	70,9	70,4
HU	Taux de l'emploi	54,8	55,4	55,9	56,1	55,5	55,9	56,6	56,9
	Taux du chômage	7,5	7,0	7,1	6,6	6,8	6,6	6,3	6,0
	Taux de l'activité	59,2	59,6	60,2	60,1	59,6	59,9	60,5	60,6
LT	Taux de l'emploi		65,0				60,1		
	Taux du chômage		10,4				15,9		
	Taux de l'activité		72,6				71,5		
LV	Taux de l'emploi		59,5				57,7		
	Taux du chômage		13,9				14,5		
	Taux de l'activité		69,1				67,5		
PL	Taux de l'emploi	57,5			55,4	54,6	55,1	55,5	54,7
	Taux du chômage	12,6			15,6	17,0	16,6	15,7	16,2
	Taux de l'activité	65,8			65,6	65,9	66,1	65,8	65,3
RO	Taux de l'emploi	60,1	65,0	65,8	61,9	59,9	64,2	65,2	62,5
	Taux du chômage	9,0	6,9	6,6	8,0	9,2	7,7	7,1	7,5
	Taux de l'activité	66,0	69,8	70,4	67,3	66,0	69,6	70,2	67,6
SI	Taux de l'emploi	61,7	62,5	62,7	61,9	61,6	62,7	64,1	63,0
	Taux du chômage	7,7	7,5	7,5	7,7	7,2	7,1	6,7	6,6
	Taux de l'activité	66,8	67,6	67,8	67,0	66,4	67,4	68,7	67,4
SK	Taux de l'emploi	58,8	58,0	57,9	57,7	56,6	56,3	56,9	57,3
	Taux du chômage	15,4	16,0	16,8	17,2	19,1	19,1	18,7	18,2
	Taux de l'activité	69,5	69,0	69,7	69,7	69,9	69,5	70,0	70,1

Tableau 2: *Changement de l'emploi, du chômage et du PIB, trimestres 1-4, 2000-1999*

Pays	Sujet	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
		1	2	3	4
BG	Emploi		-2,7		
	Chômage		16,3		
	PIB		1,0		
CZ	Emploi	-1,6	-1,1	-0,6	-0,6
	Chômage	13,0	2,8	-5,4	-8,6
	PIB	0,4	1,1	3,2	2,4
EE	Emploi		-2,3		
	Chômage		13,5		
	PIB		2,5		
HU	Emploi	1,4	0,9	1,2	1,4
	Chômage	-8,9	-4,9	-9,7	-7,6
	PIB	4,2	5,9	6,5	5,6
LT	Emploi		-7,6		
	Chômage		50,6		
	PIB		-4,8		
LV	Emploi		-3,0		
	Chômage		1,8		
	PIB		3,9		
PL	Emploi	-5,0			-1,2
	Chômage	35,9			3,9
	PIB	5,0			5,0
RO	Emploi	-0,2	-1,2	-0,9	1,0
	Chômage	2,7	11,1	8,3	-5,9
	PIB	-1,3	-1,5	1,2	2,0
SI	Emploi	-0,2	0,2	2,3	1,8
	Chômage	-6,0	-6,4	-10,0	-13,9
	PIB	4,5	5,5	6,2	3,4
SK	Emploi	-3,8	-3,0	-1,8	-0,7
	Chômage	24,6	20,3	11,4	6,2
	PIB	0,6	2,3	1,5	1,9

Tendances récentes du marché du travail

Tableau 3a: *Parts de l'emploi selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 1999 et 2000*

Pays	Secteur	1999				2000			
		trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4	trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4
BG	AB		5,7			4,3	6,4	5,9	4,1
	CDE		15,1			14,2	14,0	14,0	14,4
	F		3,2			2,8	3,1	3,0	2,9
	G		7,7			7,3	7,3	7,5	7,5
	HI		6,3			6,2	6,5	6,7	6,4
	JK		2,2			2,2	2,2	2,1	2,1
	L-Q		12,7			12,3	12,0	12,0	12,2
CZ	AB	3,5	3,5	3,4	3,4	3,3	3,4	3,4	3,3
	CDE	20,8	20,6	20,5	20,4	19,8	20,0	20,0	20,0
	F	6,1	6,3	6,3	6,2	6,1	6,1	6,1	6,2
	G	9,0	9,0	8,9	8,9	8,6	8,5	8,6	8,6
	HI	7,4	7,4	7,3	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4
	JK	4,9	4,8	4,8	4,9	5,0	4,9	5,0	5,1
	L-Q	14,1	14,1	14,3	14,4	14,4	14,7	14,7	14,7
EE	AB		5,4			5,1	4,2	4,0	4,7
	CDE		15,9			15,2	16,4	17,2	16,3
	F		4,1			3,5	4,8	4,6	4,2
	G		9,1			8,6	7,8	9,1	8,7
	HI		7,0			9,1	8,3	8,5	7,3
	JK		4,9			4,4	5,0	5,2	5,1
	L-Q		15,6			14,4	14,0	13,2	14,0
HU	AB	3,6	3,8	3,9	3,8	3,5	3,6	3,6	3,5
	CDE	15,4	15,4	15,4	15,5	15,1	15,0	15,1	15,5
	F	3,5	3,8	3,9	3,9	3,9	3,9	4,1	4,2
	G	7,6	7,7	7,8	7,8	8,0	8,1	8,2	8,1
	HI	6,4	6,5	6,6	6,5	6,5	6,5	6,8	6,7
	JK	3,7	3,8	3,9	4,1	4,2	4,2	4,2	4,3
	L-Q	14,5	14,4	14,5	14,5	14,5	14,6	14,6	14,8
LT	AB		13,5				10,4		
	CDE		13,1				13,2		
	F		4,3				3,6		
	G		9,1				8,5		
	HI		5,4				5,3		
	JK		2,6				2,4		
	L-Q		17,0				16,8		
LV	AB		9,8				7,9		
	CDE		11,9				12,1		
	F		3,7				3,5		
	G		8,8				9,0		
	HI		6,4				6,4		
	JK		3,2				3,6		
	L-Q		15,8				15,2		
PL	AB				9,3	9,0	9,6	10,2	9,7
	CDE				13,8	13,6	13,3	13,2	13,4
	F				3,9	3,7	4,2	4,1	3,8
	G				8,0	7,9	7,8	7,8	7,9
	HI				4,3	4,3	4,4	4,5	4,3
	JK				3,3	3,5	3,3	3,5	3,5
	L-Q				12,8	12,6	12,4	12,2	12,1
RO	AB	19,5	24,5	25,4	21,9	20,5	25,0	25,4	22,5
	CDE	17,2	17,0	16,9	16,6	16,3	15,8	15,6	15,6
	F	2,6	2,6	2,8	2,4	2,4	2,7	2,8	2,7
	G	6,1	6,0	6,1	6,1	5,9	5,9	6,2	6,3
	HI	4,1	4,0	4,1	4,2	4,2	4,0	4,1	4,4
	JK	1,5	1,6	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,5
	L-Q	9,1	9,4	9,1	9,1	9,0	9,3	9,7	9,7
SI	AB	4,8	5,3	5,2	5,1	4,3	4,9	5,5	5,1
	CDE	21,2	21,0	20,9	20,6	21,0	20,6	21,4	20,9
	F	3,4	3,2	3,2	3,6	3,4	3,5	3,7	3,6
	G	7,9	7,9	8,2	8,1	7,6	8,6	8,3	8,1
	HI	6,5	6,3	6,7	6,4	6,4	6,8	6,8	6,6
	JK	4,8	5,0	5,1	4,9	5,1	4,6	5,0	5,1
	L-Q	13,0	13,7	13,3	13,0	13,8	13,7	13,3	13,5
SK	AB	4,0	4,2	4,5	4,5	4,0	3,9	3,7	3,4
	CDE	17,6	17,1	17,1	17,0	16,8	16,5	16,6	16,7
	F	5,4	5,2	5,2	4,9	4,3	4,5	4,7	4,6
	G	7,3	7,2	7,0	7,0	7,0	7,0	7,1	6,9
	HI	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,2
	JK	3,2	3,1	3,0	3,3	3,3	3,3	3,5	3,7
	L-Q	15,0	14,9	14,9	14,7	14,9	14,7	15,0	15,8

Tendances récentes du marché du travail

Tableau 3b: *Parts du chômage selon les secteurs économiques combinés, trimestres 1-4, 1999 et 2000*

Pays	Secteur	1999				2000			
		trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4	trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4
BG	AB		1,2			1,6	1,1	1,1	1,4
	CDE		3,3			4,1	3,7	3,5	3,4
	F		0,7			1,0	0,8	0,9	0,8
	G		1,0			1,3	1,3	1,3	1,1
	HI		1,0			1,3	1,2	1,1	1,3
	JK		(0,2)			0,3	0,3	0,3	(0,2)
	L-Q		1,3			1,8	1,9	1,9	1,7
CZ	AB	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3
	CDE	2,2	2,4	2,7	2,6	2,4	2,3	2,3	2,2
	F	0,8	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,5	0,6
	G	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,2	1,0
	HI	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7
	JK	0,2	0,3	0,3	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4
	L-Q	0,9	0,8	0,8	0,8	1,0	0,8	0,9	0,8
EE	AB		1,0			0,9	1,1	1,3	1,1
	CDE		2,8			3,2	2,7	2,4	2,5
	F		1,0			1,3	1,1	1,3	1,2
	G		1,3			1,8	2,0	1,5	1,5
	HI		0,8			1,7	1,0	1,4	1,5
	JK		0,5			0,9	0,6	0,5	0,5
	L-Q		0,9			0,9	1,0	0,8	1,6
HU	AB	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
	CDE	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,3	1,3	1,2
	F	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
	G	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5
	HI	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	JK	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	L-Q	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
LT	AB		0,9				0,8		
	CDE		2,4				3,8		
	F		1,0				2,0		
	G		1,5				2,2		
	HI		0,9				1,1		
	JK		.				0,3		
	L-Q		0,7				1,2		
LV	AB		0,7				0,8		
	CDE		3,3				2,8		
	F		0,9				0,9		
	G		1,9				2,0		
	HI		1,0				1,5		
	JK		(0,5)				(0,4)		
	L-Q		1,2				1,4		
PL	AB					0,6	0,6	0,6	0,5
	CDE					3,9	3,7	3,6	3,8
	F					1,7	1,5	1,3	1,4
	G					2,1	2,1	2,0	2,1
	HI					0,9	0,8	0,8	0,9
	JK					0,5	0,5	0,4	0,4
	L-Q					1,5	1,7	1,7	1,6
RO	AB	1,2	0,4	0,4	0,9	1,1	0,5	0,4	0,7
	CDE	2,5	2,4	2,4	2,5	2,6	2,6	2,3	2,2
	F	0,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,4	0,5
	G	0,6	0,7	0,6	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7
	HI	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
	JK	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	L-Q	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5
SI	AB	(0,1)	.	(0,1)	(0,1)	.	.	.	(0,2)
	CDE	2,5	2,6	2,6	2,4	2,2	2,2	1,9	2,1
	F	(0,3)	(0,3)	(0,3)	0,4	0,6	0,5	0,6	(0,4)
	G	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6
	HI	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
	JK	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,3)	(0,2)
	L-Q	(0,3)	0,4	(0,4)	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
SK	AB	1,3	1,3	1,3	1,3	1,6	1,2	1,2	1,2
	CDE	3,4	3,7	4,0	4,2	4,6	4,8	4,8	4,5
	F	1,9	1,9	1,9	1,8	2,3	2,2	1,9	1,8
	G	1,3	1,3	1,5	1,6	1,8	1,7	1,8	1,8
	HI	0,9	0,8	1,0	0,9	1,0	1,0	1,2	1,2
	JK	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4
	L-Q	1,5	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8	1,7	1,7

Marchés régionaux du travail

Le présent numéro de cette publication poursuit l'analyse régionale des dix pays de l'Europe centrale (PEC) sur la base de l'enquête sur la force de travail (LFS) à partir du second trimestre 2000. Dans le numéro 1/2001, la structure des régions au niveau 2 (NUTS) était analysée selon trois secteurs et l'étendue de l'emploi indépendant. Les taux de l'emploi et du chômage selon l'âge et le sexe et l'étendue du chômage longue durée ont été utilisés afin de dessiner une image des chances de l'emploi en 2000. En caractérisant les régions selon leur structure sectorielle, il était possible d'élaborer des premiers modèles concernant leur stade de développement.

Dans le numéro 2/2001, la structure économique des régions était décrite avec beaucoup de détails suivant les classements codés à 1 chiffre ou combinés à 2 chiffres de la NACE. Les branches importantes ou dominantes des secteurs économiques et industriels ont été identifiées, soulignant ainsi le potentiel du développement économique ou les difficultés structurelles dans le processus de réforme. La densité régionale des services et la répartition des indépendants par secteurs fournissent des indicateurs qui peuvent donner des indices en ce qui concerne les potentiels de développement. La comparaison entre la structure économique de l'emploi et le secteur d'origine des chômeurs a donné quelques indications concernant les points centraux des changements structurels des régions.

Dans ce numéro, l'analyse régionale se concentre sur le niveau de qualification de la population active et la structure des professions des personnes ayant un emploi, caractérisant ainsi le capital humain disponible dans les régions et décrivant le potentiel inhérent à l'offre régionale de travail. Ceci complète la demande de travail déterminée par la structure économique.

Niveau de qualification de la population active

Dans les EFT, le niveau de qualification est mesuré par le niveau le plus élevé atteint dans l'éducation générale ou la formation professionnelle. Cela est basé sur une combinaison de catégories de la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE) selon laquelle sont désignés les niveaux nationaux d'éducation et de formation. En raison des différences entre les systèmes nationaux d'éducation, la durée des programmes scolaires individuels et la variété des certificats, les comparaisons entre pays créent des problèmes qui ne peuvent être surmontés qu'en partie par les combinaisons de niveaux de qualification en trois catégories:

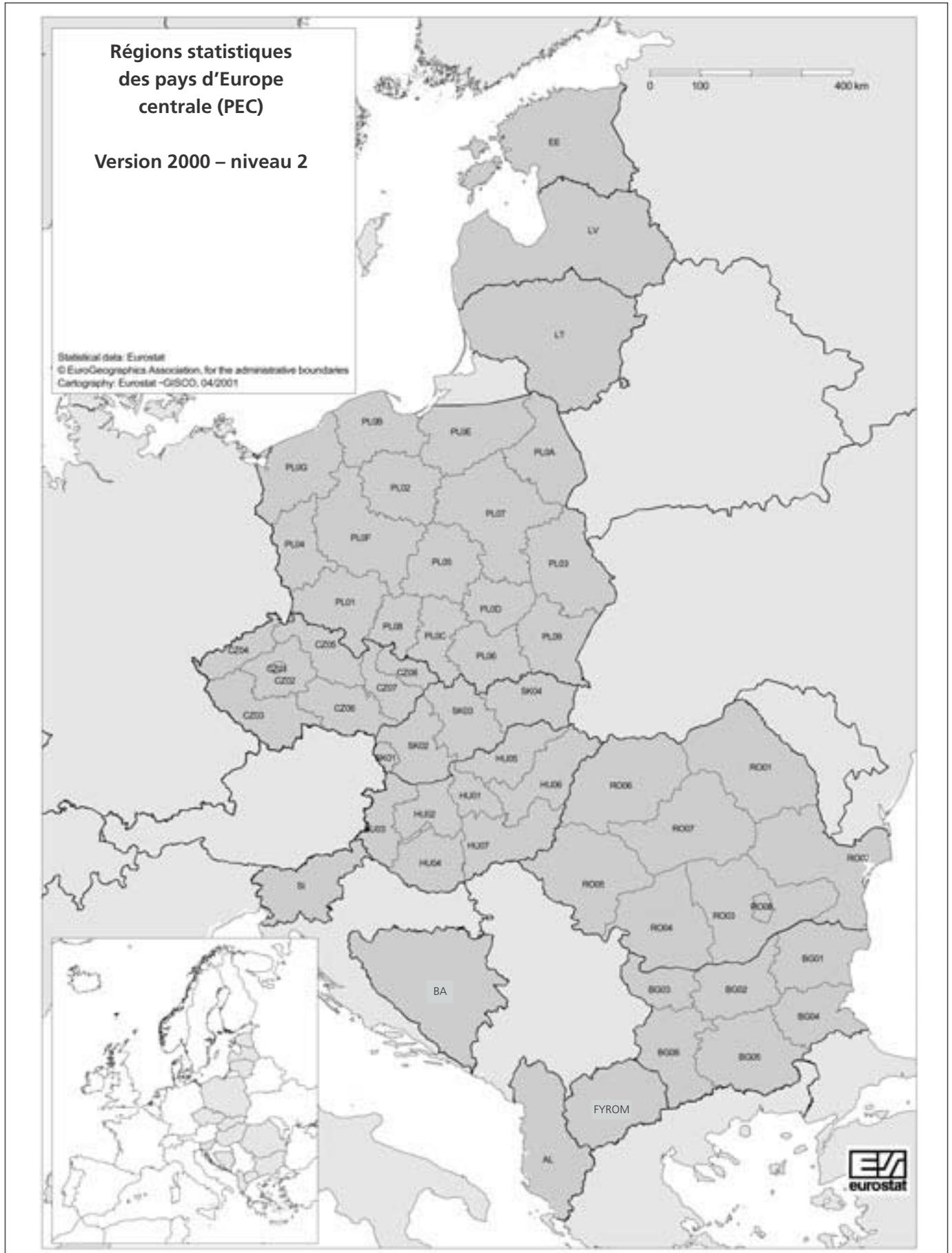
- faible: niveau inférieur au secondaire 2^{ème} cycle (CITE 1–2),
- intermédiaire: niveau secondaire 2^{ème} cycle (CITE 3–4),
- élevé: niveau 3^{ème} cycle (CITE 5–6).

Cependant, pour la comparaison structurelle suivante, cette combinaison est une nécessité absolue.

Le niveau de qualification de la population active (15 ans et plus), c'est-à-dire l'offre de travail, est déterminé par les systèmes nationaux d'éducation et de formation et leurs

Tableau 1: Régions des PEC-niveau 2

Pays/ Capitale	Régions niveau 2	Code plan	Secteur km ²	Densité de popu- lation	Densité des services par 1000 hab.	Type de région	
Bulgarie	6 régions	BG	110910	73	190		
	Nord-Est	BG01	19972	60	178	AG	
	Nord-Centre	BG02	17921	68	162	AG	
	Nord-Ouest	BG03	10601	68	151	SM	
	Sud-Est	BG04	14642	68	182	SM	
	Sud-Centre	BG05	27496	75	158	AG	
Sofia	Sud-Ouest	BG06	20276	96	256	SC	
République tchèque	8 régions	CZ	78860	130	251		
	Prague	CZ01	496	2378	399	SC	
	Stredni Cechy	CZ02	11014	100	248	IN	
	Jihozapad	CZ03	17616	67	240	IN	
	Severozapad	CZ04	8650	130	238	IN	
	Severovychod	CZ05	12440	119	234	IN	
	Jihovychod	CZ06	13987	118	235	IN	
	Stredni Morava	CZ07	9103	135	212	IN	
Ostravsko	CZ08	5554	230	214	IN		
Estonie	Estonie	EE	43431	33	247	SM	
Tallinn							
Hongrie	7 régions	HU	93029	107	229		
	Budapest	Közep- Magyarország	HU01	6918	406	300	SC
		Közep-Dunantul	HU02	11263	97	208	IN
		Nyugat-Dunantul	HU03	11182	87	228	IN
		Del-Dunantul	HU04	14169	68	209	SM
		Eszak- Magyarország	HU05	13428	94	187	SM
		Eszak-Alföld	HU06	17755	85	184	SM
	Del-Alföld	HU07	18314	72	202	AG	
Lituanie	Lituanie	LT	65300	57	223	AG	
Vilnius							
Lettonie	Lettonie	LV	64589	38	235	AG	
Riga							
Pologne	16 régions	PL	312685	121	192		
	Dolnoslaskie	PL01	19948	140	198	SM	
	Kujawsko- Pomorskie	PL02	17970	119	186	AG	
	Lubelskie	PL03	25114	95	166	AG	
	Lubuskie	PL04	13984	74	188	SM	
	Lodzkie	PL05	18219	162	222	AG	
	Malopolskie	PL06	15144	219	197	AG	
	Mazowieckie	PL07	35598	141	233	AG	
	Opolskie	PL08	9412	114	168	AG	
	Podkarpackie	PL09	17926	116	166	AG	
	Podlaskie	PL0A	20180	57	170	AG	
	Pomorskie	PL0B	18293	105	207	SM	
	Slaskie	PL0C	12294	325	159	IN	
Swietokrzyskie	PL0D	11672	118	164	AG		
Warminsko- Mazurskie	PL0E	24203	63	198	SM		
Wielkopolskie	PL0F	29826	119	180	AG		
Zachodnio- pomorskie	PL0G	22902	71	217	SC		
Roumanie	8 régions	RO	238391	94	141		
	Nord-Est	RO01	36850	104	115	AG	
	Sud-Est	RO02	35762	82	143	AG	
	Sud	RO03	34453	100	123	AG	
	Sud-Ouest	RO04	29212	82	103	AG	
	Ouest	RO05	32033	63	153	AG	
	Nord-Ouest	RO06	34161	83	145	AG	
	Centre	RO07	34100	77	136	AG	
Bucarest	Bucarest	RO08	1821	1229	246	SM	
Slovénie	Slovénie	SI	20273	98	236	SM	
Ljubljana							
Slovaquie	4 régions	SK	49035	110	216		
	Bratislava	Bratislavsky kraj	SK01	2053	299	379	SC
		Zapadne Slovensko	SK02	14993	125	198	IN
		Stredne Slovensko	SK03	16243	83	196	IN
	Vychodne Slovensko	SK04	15746	98	191	SM	



équivalences dans la classification CITE. La structure des qualifications nationales détermine bien sûr aussi celle des régions. Mais les structures régionales dévient plus ou moins du modèle national parce que, les institutions d'éducation de second et de troisième cycle, et la demande de certains niveaux de qualification par le secteur privé, l'administration ou les institutions d'état, ne sont pas également réparties dans les régions.

Les qualifications intermédiaires constituent le groupe le plus important dans tous les pays. Par rapport à la moyenne des 10-PEC (qui est fortement influencée par la Pologne et la Roumanie, les plus importants de ces dix pays), 65,9% de la population active est assignée à ce groupe (cf. Section Annexe et Graphique 1). Dans les pays, cette part s'étend de 44,9% en Lituanie à 80% en Slovaquie. L'intervalle de variation dans les régions est rarement plus important. À l'exception de la Slovaquie, ce groupe de la population active est également assez important en République tchèque (77,8%) et en Pologne (71,9%). La qualification dans ces trois pays est ainsi basée sur un large système d'éducation intermédiaire et de formation professionnelle que seule une petite part de la population active n'atteint ou ne dépasse pas. Plus la part du niveau intermédiaire est faible, plus l'inégalité de qualification est importante. À par la Lituanie, le segment de qualification intermédiaire est également relativement étroit pour la population active en Bulgarie (54,9%) et en Roumanie (55,9%). Tandis que le segment de qualification intermédiaire est en Lituanie complété par un large segment de qualification élevée, une part au-dessus de la moyenne de la population active en Roumanie et en Bulgarie atteint à peine le niveau de qualification faible.

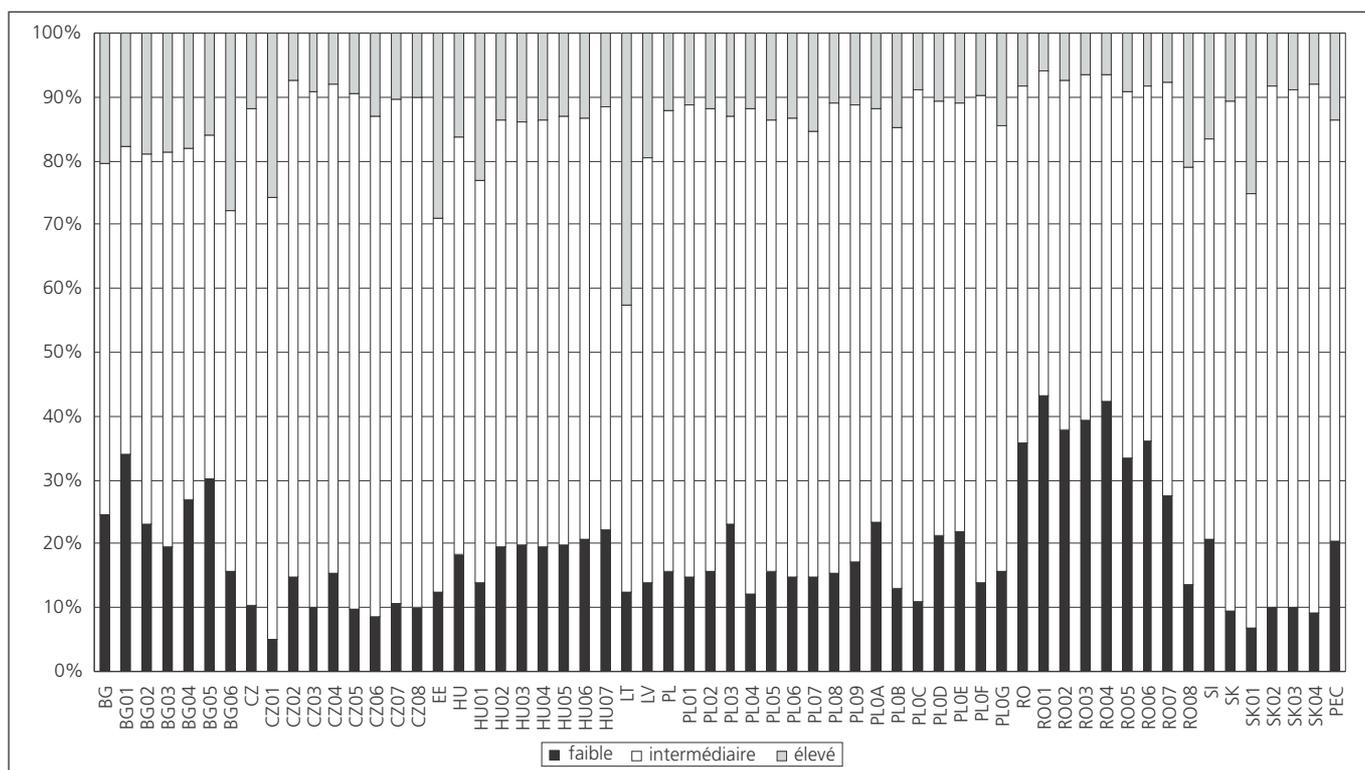
Dans les 10-PEC en moyenne, 13,7% de la population active a un niveau de qualification élevée. Dans les pays, cette part s'étend de 42,6% en Lituanie à 8,4% en Roumanie. Cette valeur extrême n'est probablement pas seulement dû aux systèmes nationaux d'éducation, mais également aux classifications statistiques respectives. De larges parts de la population active ayant des qualifications élevées sont également présentes en Estonie (29,1%), en Bulgarie (20,4%) et en Lettonie (19,4%). À l'exception de la Roumanie, des parts en dessous de la moyenne de la population active ayant des qualifications élevées sont également trouvées en Slovaquie (10,6%), en République tchèque (11,8%) et en Pologne (12,3%).

Dans les 10-PEC en moyenne, la part de la population active ayant de faibles qualifications se situe à 20,4%. Au niveau national, elle s'étend de 9,4% en Slovaquie à 35,7% en Roumanie. Entre les régions, elle varie entre 5,0% à Prague et 43,2% au Nord-Est de la Roumanie (RO01).

En somme, les PEC peuvent être regroupés comme suit selon la structure de qualification de leur population active:

- Dans les États baltes, en Lituanie et en Estonie, la part de qualifications élevées dans la population active est bien plus importante que celle de qualifications faibles, le segment de qualification intermédiaire étant relativement étroite. Dans une moins grande mesure, cela s'applique également en Lettonie.
- La République tchèque et la Slovaquie montre un large segment de qualification intermédiaire, tandis que les parts de qualifications élevées et faibles sont presque égales. En Hongrie également, les qualifications sont

Graphique 1: Niveau de qualification de la population active, 2000



symétriquement réparties, mais le segment intermédiaire est nettement plus étroit.

- En Bulgarie, en Slovénie et en Pologne la part des qualifications faibles de la population active est supérieure à celle des qualifications élevées, en Roumanie substantiellement supérieure.

A l'intérieur des pays ayant une sous-classification régionale, les niveaux de qualification des régions des capitales sont plus favorables que la moyenne nationale respective. La part des qualifications élevées de la population active est supérieure et celle des qualifications faibles et intermédiaires est en conséquence inférieure. Hormis pour Mazowiecki (PL07) avec Varsovie, les régions des capitales étaient caractérisées par des centres de services en raison de l'emploi dominant dans le secteur tertiaire. L'emplacement des institutions d'éducation, d'une part, et d'autre part la demande de travail s'adressant à des niveaux d'étude de troisième cycle, conduit à la concentration de capital humain dans ces régions.

Les régions ayant une qualification comparativement faible ont en grande partie un caractère agricole. Ainsi, le Nord-Est et le Sud-Centre de la Bulgarie (BG01, BG06) ou Lubelskie (PL03), Podlaskie (PLOA), Swietokrzyskie (PL0D) et Warminsko-Mazurskie (PLOE) en Pologne, ainsi que les régions périphériques de la Roumanie montrent des parts supérieures de qualifications faibles dans la population active. A l'exception de Warminsko-Mazurskie (PLOE) qui a une structure sectorielle mixte, ces régions ont un caractère agricole prononcé. Il devient clair que le niveau régional de qualification est déterminé par la structure sectorielle.

Personnes ayant un emploi et chômeurs

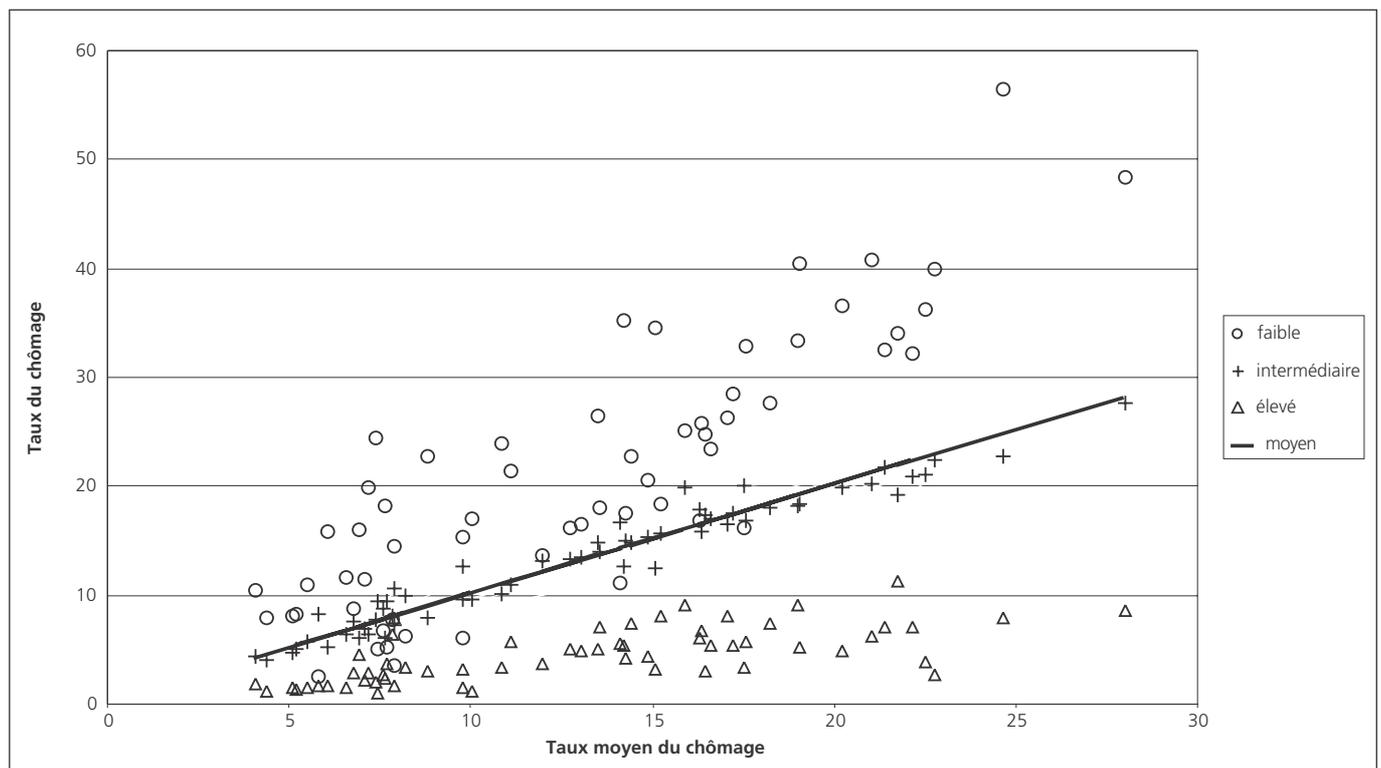
Jusqu'à présent la structure de qualification de la population active était utilisée comme un indicateur pour le capital humain disponible dans les régions. La demande de qualification et l'utilisation des qualifications peuvent également être caractérisées en comparant les niveaux de qualification des personnes ayant un emploi et ceux des chômeurs ainsi que des employés et des indépendants.

Dans presque toutes les régions, la part des qualifications élevées parmi les personnes ayant un emploi est supérieure à celle des chômeurs. Au contraire, la part des qualifications faibles est supérieure parmi les chômeurs que parmi les personnes ayant un emploi sauf en Roumanie et dans quatre régions de Pologne (PL03, PL09, PLOA, PL0D). Dans ces régions, il est possible de trouver des taux d'emploi au-dessus de la moyenne pour les personnes âgées de plus de 64 ans et des parts élevées d'indépendants dans l'agriculture. Cette particularité régionale de l'agriculture prédomine sur la tendance habituellement observée du chômage proportionnellement supérieur parmi ceux ayant des qualifications faibles.

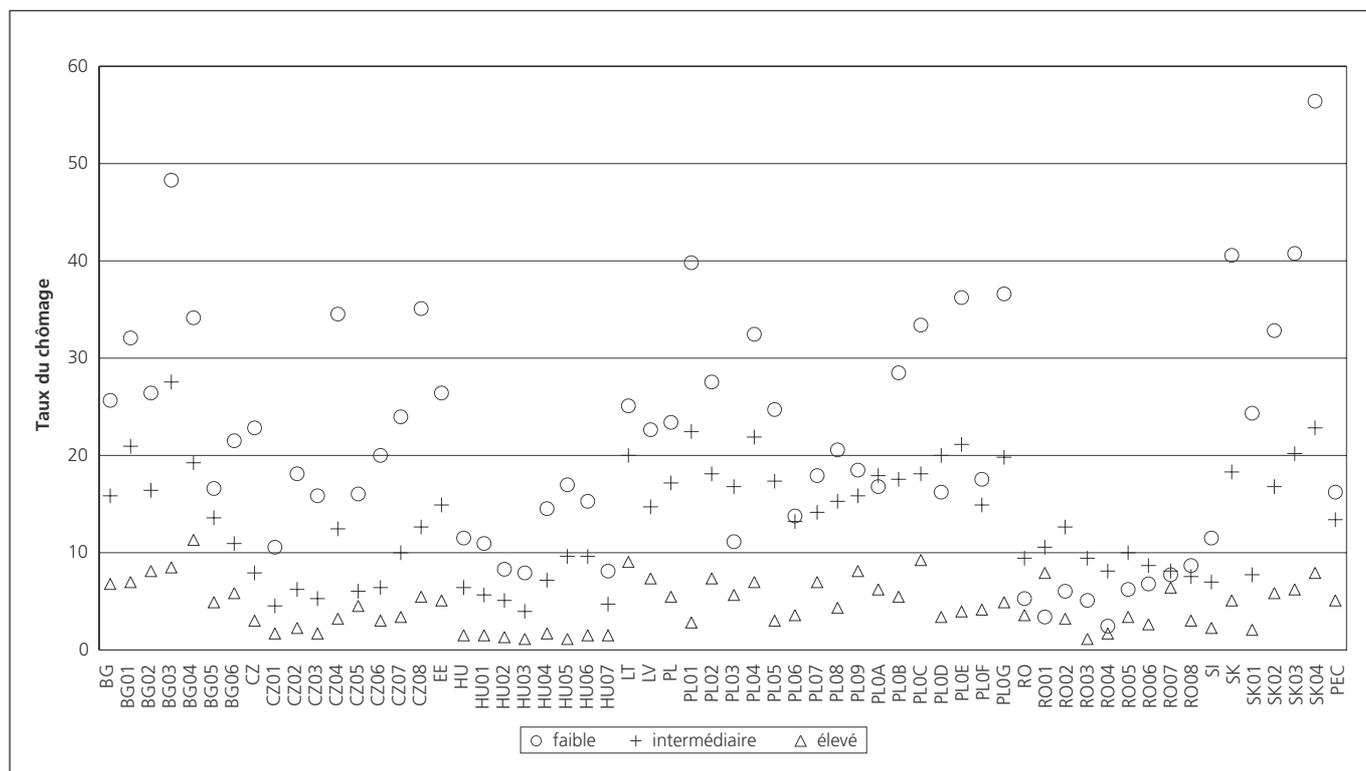
Taux du chômage

La demande de travail selon la qualification est le plus effectivement démontrée au moyen des taux de chômage correspondants. Dans le but de comparer, les taux de chômage par qualification spécifique sont calculés pour la tranche d'âge de 15 à 64 ans (voir Section Annexe). Le Graphique 2a montre que les taux du chômage par qualification spécifique augmentent en grande partie et baissent proportionnelle-

Graphique 2a: **Taux du chômage spécifiques à la qualification selon le niveau moyen, 2000**



Graphique 2b: Taux du chômage spécifiques à la qualification selon les régions, 2000



ment avec la moyenne du chômage. Etant donné que le groupe de qualification intermédiaire est le plus important dans tous les pays, les taux de chômage régionaux sont déterminés par le niveau du taux pour les qualifications intermédiaires. Au second trimestre 2000, les taux du chômage pour les qualifications intermédiaires se situaient en grande partie dans un classement de plus ou moins 2,5% autour du taux moyen national. En d'autres termes, il y avait généralement une relation linéaire entre le taux moyen et celui du segment de qualification intermédiaire.

Dans toutes les régions le chômage pour les qualifications élevées était proportionnellement inférieur comparé au taux général. Dans presque toutes les régions le taux du chômage des qualifications élevées était inférieur à de la moitié que le taux moyen. La variation des taux du chômage pour les qualifications élevées s'étendait de 1,1% à Nyugat-Dunantul (HU03) à 11,3% en Bulgarie du Sud-Est (BG04). Hormis cette exception, ils se situaient en dessous de 10% dans toutes les régions. En Hongrie, le chômage dans ce segment était pratiquement insignifiant avec moins de 2%.

Au contraire, le taux du chômage pour les qualifications faibles augmente de façon disproportionnée avec la moyenne du chômage. Dans les régions de Roumanie seulement (sauf Bucarest), les taux du chômage des qualifications faibles se situent en dessous de la moyenne. Les taux du chômage des qualifications faibles a varié dans les régions de 2,5% en Roumanie du Sud-Ouest (RO04) à 56,4% à Vychodne Slovensko (SK04). Dans les régions de la République tchèque et de la Slovaquie, le chômage dans le

segment des qualifications faibles représente au moins le double de la moyenne (cf. Graphique 2b).

Indépendants et employés

Une comparaison de la structure de qualification des indépendants (excluant les membres de la famille contribuant à l'exploitation familiale) et des employés indique la mesure dans laquelle une nouvelle classe moyenne peut contribuer au développement innovateur des régions. Les pays se classent dans deux groupes différents. En Bulgarie, en Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, la structure de qualification parmi les employés était plus favorable que parmi les indépendants. Ici, la part des qualifications élevées était supérieure et celle des qualifications faibles était nettement inférieure que pour les indépendants. En République tchèque, en Estonie, en Hongrie et en Slovaquie, au contraire, les indépendants avaient en moyenne un niveau de qualification supérieur. Alors que le premier groupe de pays est toujours caractérisé par une agriculture importante, le second groupe a en règle générale une part d'emploi supérieure dans l'industrie. Par conséquent, il semble que la différence du niveau de qualification entre les indépendants et les employés soit en grande partie déterminée par l'étendue des indépendants dans l'agriculture.

Des tendances similaires peuvent être observées entre les régions de chaque pays. Dans les régions des capitales ayant un caractère de centres de services, la structure de qualification des indépendants semble être un peu plus favorable comparée aux autres régions du pays respectif, bien que cela ne soit pas très prononcé.

Qualification des employés selon le sexe

Traditionnellement, la participation dans l'éducation et dans la population active diffère entre les hommes et les femmes. Cela s'applique probablement aussi aux pays de l'Europe centrale inclus ici, même si dans le passé des droits égaux du travail ont été propagés sous le socialisme. De plus, il semble assez probable que certaines segmentations se soient développées sur le marché du travail en laissant apparaître certaines professions ou certains secteurs économiques comme plus adaptés ou plus accessibles, soit pour les hommes, soit pour les femmes, il en résulte ainsi des modèles en fonction des qualifications et spécifiques au sexe. En conséquence, les structures de qualification des employés dans les régions seront étudiées en fonction des différences spécifiques au sexe.

L'analyse est basée sur la structure des employés selon les trois niveaux de qualification au second trimestre 2000 qui a été séparément déterminée pour les hommes et pour les femmes. Le Graphique 3 présente les différences entre les hommes et les femmes dans les parts de qualifications élevées, intermédiaires et faibles. Les colonnes au-dessus de 0 signifient que les hommes sont sur proportionnellement représentés dans le segment de qualification respectif. Les colonnes en dessous de 0 indiquent une part sur proportionnelle de femmes.

Le Graphique 3 montre des tendances spécifiques aux pays dans les différences de qualification. Dans tous les pays et toutes les régions à l'exception de la République tchèque et de la Roumanie, il y avait plus de femmes que d'hommes dans le segment de qualification élevée. En Estonie, l'avan-

tage des femmes s'élève à plus de 15 points de pourcentage, en Lituanie 12 points de pourcentage, et en Bulgarie environ 10 points de pourcentage. En Lettonie et en Slovénie, la part des femmes était d'environ 6 points de pourcentage supérieure à celle des hommes, tandis que l'avantage oscillait autour de 5 points de pourcentage dans les régions de Pologne et autour de 3 points de pourcentage en Hongrie. Au contraire, les hommes avaient un niveau de qualification légèrement supérieur dans ce segment en République tchèque (+2,4 points de pourcentage) et en Roumanie (+1,1 points de pourcentage).

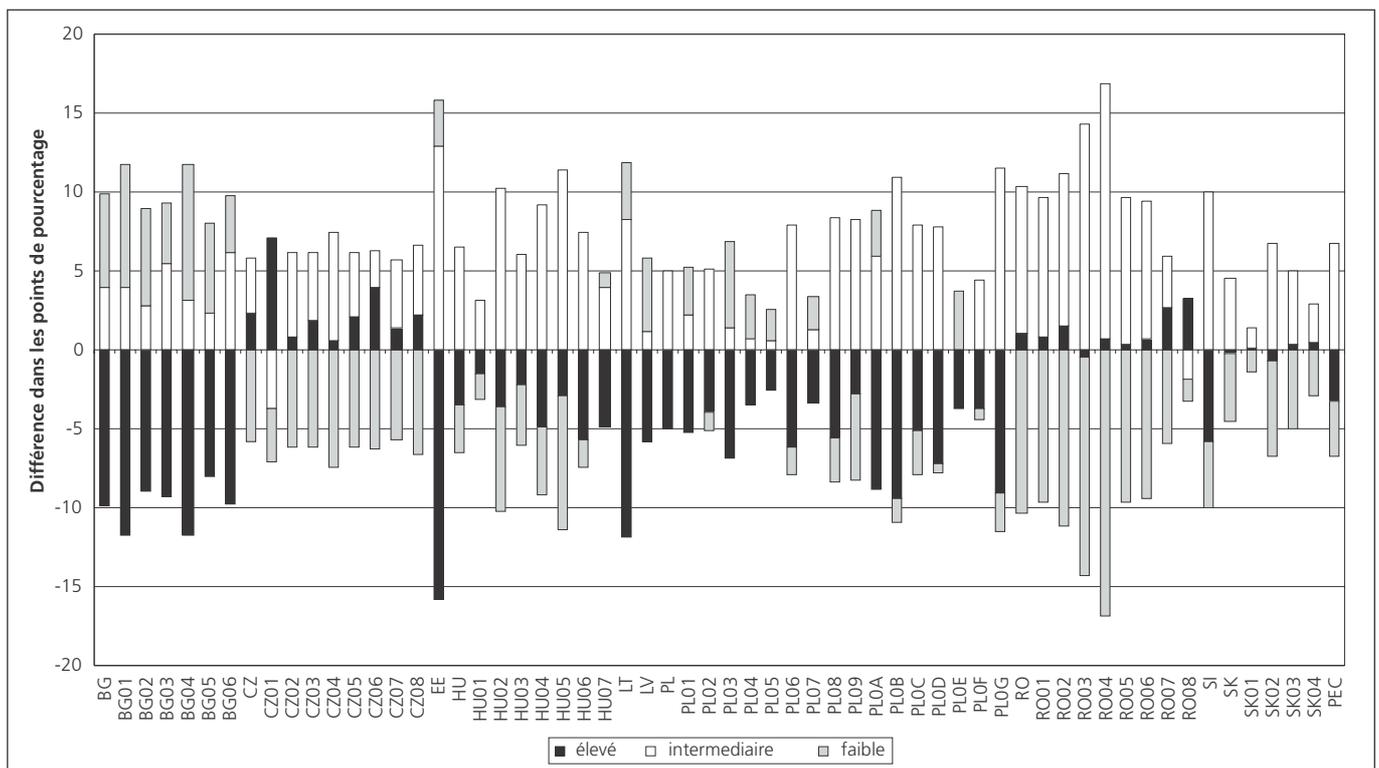
Dans toutes les régions à l'exception de Prague (CZ01) et de Bucarest (RO08) il y a relativement plus d'hommes que de femmes dans le segment de qualification intermédiaire.

Dans le segment de faible qualification, les hommes sont sur représentés en Bulgarie, en Lituanie et en Lettonie ainsi que dans quelques régions de Pologne. En République tchèque, en Hongrie, en Roumanie, en Slovénie et en Slovaquie, les femmes sont proportionnellement supérieures dans ce segment.

Plus les colonnes sont tassées plus les déviations dans la structure des qualification sont faibles. En termes de niveaux de qualification il n'y a par exemple aucune différence spécifique au sexe remarquable à Bratislava (SK01), à Budapest (HU01), ou à Lodzkie (PL05). Elles sont au contraire plutôt importantes en Estonie (EE) et dans le Sud-Ouest de la Roumanie (RO04).

Selon la direction vers laquelle pointent les colonnes des segments individuels, cela résulte en une déviation hiérarchique ou polarisée dans les structures de qualification. En

Graphique 3: *Différence dans la structure de qualification, hommes-femmes, 2000*



Secteurs économiques combinés		CITP codée à 1 chiffre	
Description	NACE 1	Code CITP	Description
Agriculture et pêche	A, B	1	Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise
Industries extractives, énergie	C, E	2	Professions intellectuelles et scientifiques
Industrie manufacturière	D	3	Professions intermédiaires
Construction	F	4	Employés de type administratif
Commerce & réparations, hôtels et restaurants	G, H	5	Personnels des services et vendeurs de magasin et de marché
Transports, entreposage et communications	I	6	Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche
Intermédiation financière, activités de service aux entreprises	J, K	7	Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	L	8	Conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage
Autres services	M-Q	9	Ouvriers et employés non qualifiés
		0	Forces armées

République tchèque et en Roumanie, les différences de qualification se révèlent hiérarchique en faveur des hommes car ils sont proportionnellement sur-représentés dans le segment supérieur et le segment intermédiaire. En Slovaquie, il n'y a presque aucune déviation dans les qualifications supérieures, mais plus d'hommes parviennent à des qualifications intermédiaires, tandis que les femmes ont plus fréquemment des qualifications inférieures, c'est-à-dire que la hiérarchie de l'éducation n'affecte que les deux derniers niveaux. En Bulgarie et dans les états baltes la structure de qualification est hiérarchique en faveur des femmes car elles sont proportionnellement sur-représentées dans le segment supérieur. En Hongrie, en Slovénie et dans quelques régions de Pologne, les structures de qualifications sont polarisées car les femmes dépassent les hommes à la fois dans le segment de qualification supérieure et dans le segment de qualification inférieure.

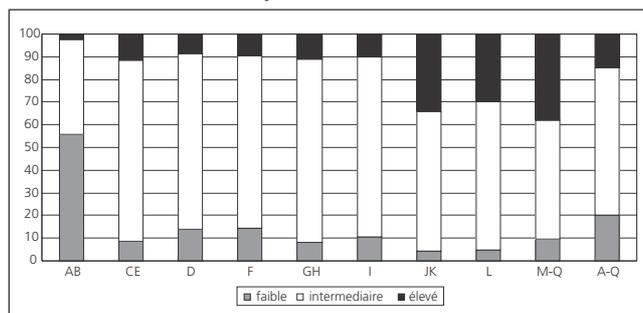
Niveau de qualification des personnes ayant un emploi selon les secteurs économiques

Dans le numéro 2/2001, la structure sectorielle de l'emploi était décrite en détail afin de mettre en évidence la concentration régionale des secteurs économiques individuels. Dans cet objectif, les 17 codes de la NACE à 1 chiffre ont été combinés en 9 secteurs économiques (voir Encadré).

Dans ce qui suit, la structure de qualification des personnes ayant un emploi sera analysée pour ces 9 secteurs économiques combinés. Il sera ainsi possible de comparer l'utilisation différente du «capital humain» dans les secteurs économiques à travers les régions. Bien que la classification des pays individuels soit influencée par des particularités nationales, cette analyse donnera néanmoins quelques indications sur les secteurs auxquels les systèmes d'éducation et de formation sont adaptés et où les qualifications sont utilisées.

En moyenne dans les 10-PEC, 14,5% des personnes ayant un emploi ont un niveau de qualification élevée. Les personnes qualifiées ayant un emploi sont concentrées dans le sec-

Graphique 4: **Structure de qualification selon les secteurs économiques, 10-PEC, 2000**

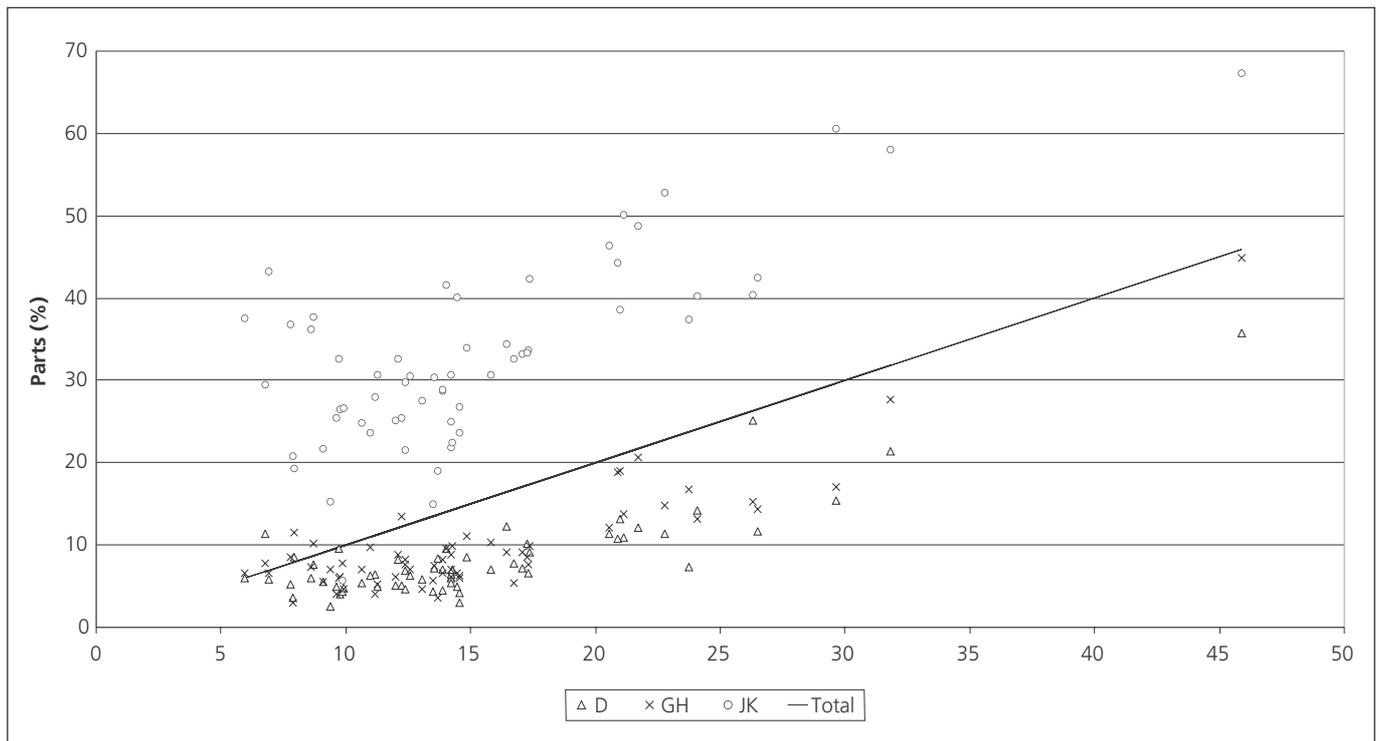


teur des services, particulièrement dans le secteur combiné «Autres services» avec une part moyenne de qualifications élevées de 38%, dans «Intermédiation financière, Activités de service aux entreprises» (33,9%) et dans «Administration publique» (29,6%). Dans les deux autres secteurs de services «Commerce et réparation, hôtels et restaurants», et «Transport, entreposage et communication» ainsi que dans les trois domaines du secteur industriel, la part des qualifications élevées a atteint entre 11,3 et 8,5% par rapport à la moyenne des 10-PEC. Dans «Agriculture et Pêche», la part était extrêmement faible avec 2,3% (cf. Graphique 4).

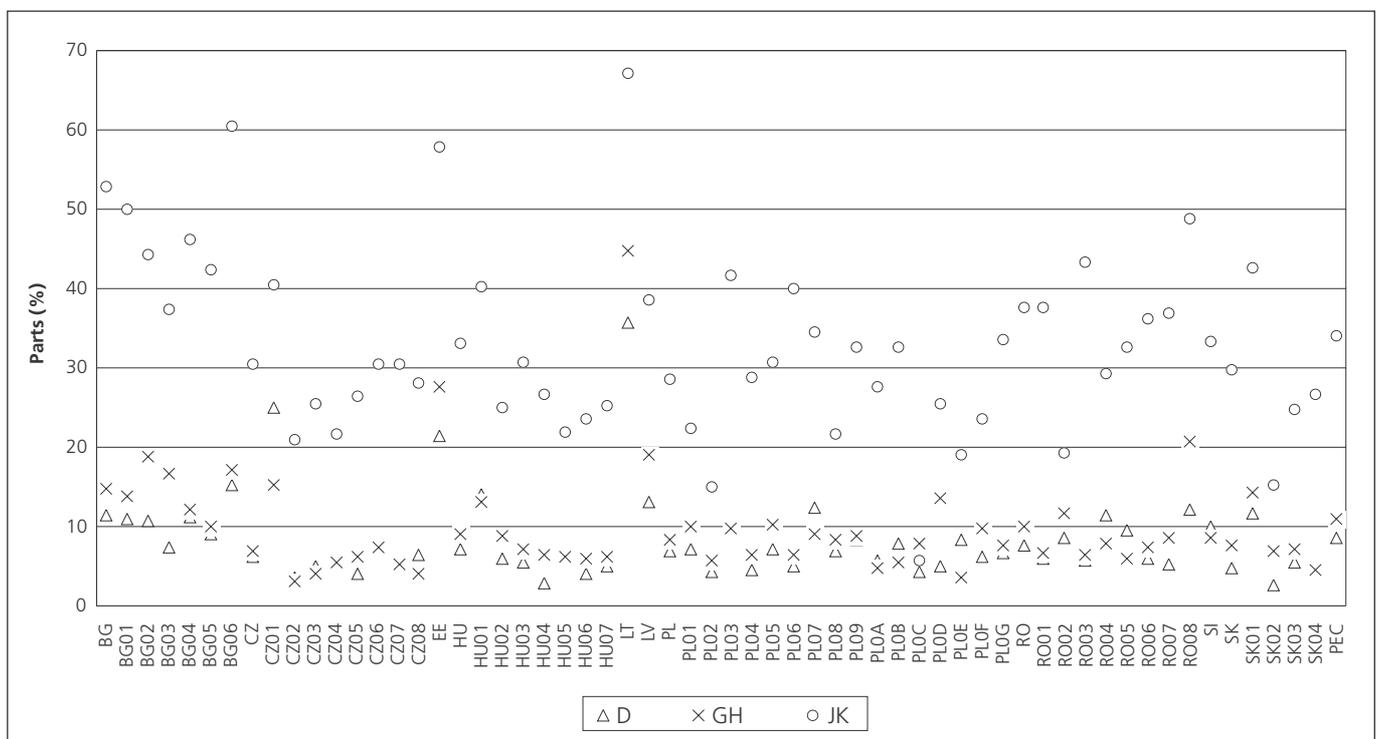
Etant donné que le niveau de qualification varie fortement entre les pays et dorénavant entre les régions, il se peut qu'il y ait également d'importantes déviations entre les régions à l'intérieur des secteurs économiques.

La tendance générale est que plus le niveau de qualification est élevé dans les régions, comme mesuré par la part des personnes ayant un emploi avec de hautes qualifications, plus le niveau de qualification est également élevé dans les secteurs économiques individuels (cf. Graphique 5 qui le montre avec l'exemple de trois secteurs combinés). Par conséquent, il semblerait que le niveau de qualification dans les régions reflète également la disponibilité des institutions de l'éducation. Cependant, les pays et les régions diffèrent dans la demande de qualifications selon le secteur.

Graphique 5a: **Part des qualifications élevées dans les secteurs économiques selon la part moyenne, 2000**



Graphique 5b: **Part des qualifications élevées dans les secteurs économiques selon les régions, 2000**



Dans presque toutes les régions, la part de qualifications élevées est plus importante dans les secteurs économiques «Autres services», «Intermédiation financière, activités de service aux entreprises», et «Administration publique», bien que pas toujours dans cet ordre. En Bulgarie, en Hongrie et en Pologne (sauf les régions autour de Varsovie, PL07), la

plupart des personnes hautement qualifiées ayant un emploi travaillent dans le domaine des «Autres services», c'est-à-dire en grande partie dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Dans la plupart des régions de la République tchèque, de la Roumanie et dans trois des quatre régions de Slovaquie ainsi qu'en Estonie et en

Lettonie le secteur «Intermédiation financière, activités de service aux entreprises» est le plus qualifié. En Lituanie, dans la région Mazowiecki (avec Varsovie, PL07), en Roumanie du Sud-Est (RO02) et en Slovénie seulement, la demande la plus importante pour des qualifications élevées vient du secteur «Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire» (cf. Graphique 5b).

La part des qualifications élevées est généralement nettement inférieure dans l'agriculture, l'industrie et les services orientés vers la consommation («Commerce et réparation, hôtels et restaurants» ou «Transport, emmagasinage et communication»). Dans presque toutes les régions, l'agriculture a la plus faible demande d'employés avec un niveau de qualification élevé. Les exceptions sont la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie où «Commerce et réparation, hôtels et restaurants» ou «Transport, emmagasinage et communication» se placent même derrière l'agriculture.

La demande de qualifications dans l'agriculture, l'industrie et les services orientés vers la consommation est en grande partie dirigée vers le niveau intermédiaire. En agriculture, la part de personnes ayant un emploi avec des qualifications moyennes se situe à 41,7% en moyenne dans 10-PEC, dans l'industrie et les services orientés vers la consommation autour de 80% (cf. Graphique 4).

Une discussion plus différenciée sur les régions individuelles ou les secteurs économiques n'est pas possible ici car les niveaux de qualifications spécifiques aux pays et leur répartition ne peuvent être comparés l'un à l'autre. De plus, les chiffres par les secteurs individuels deviennent si minimes qu'une classification selon les niveaux de qualification irait au-delà des limites de crédibilité des échantillons des EFT.

Structure des professions des personnes ayant un emploi

La structure des professions des personnes ayant un emploi reflète le capital humain des régions obtenu par la spécialisation professionnelle et l'activité spécifique aux secteurs. La Classification Internationale Type des Professions (CITP) prend en compte le niveau de qualification et l'affinité sectorielle des professions qui trouve aussi son expression dans le niveau de code à 1 chiffre utilisé pour l'analyse régionale. La structure des professions complète ainsi l'information sur la structure sectorielle et de qualification des régions. Cela rend possible la vérification des classifications par rapport au type régional et au potentiel de qualification qui ont été précédemment entreprises.

La classification des professions utilisée par la CITP au niveau du codage à 1 chiffre est décrite dans l'Encadré. Le groupe 1–3 doit être considéré comme des professions de services à qualifications supérieures. Les codes 4 et 5 font référence aux professions de services simples ou intermédiaires. Les professions codées sous le chiffre 6 appartiennent au secteur de l'agriculture. Les codes 7 et 8 font référence aux professions de l'artisanat et de la production industrielle. Le code 9 comprend les travailleurs élément-

aires de tous les secteurs, et le code 0 est attribué aux membres des forces armées. Le groupe 1–3 consiste en une grande part des personnes ayant un emploi avec un niveau d'éducation élevé selon la CITE. Les personnes ayant des niveaux de qualifications faibles sont concentrées dans les groupes 9, 0 et en partie le 6. Le Tableau 2 de la section annexe montre les parts des groupes de professions parmi les personnes ayant un emploi dans les régions.

Par rapport à la moyenne des 10-PEC, 5,5% des personnes ayant un emploi ont été classifiées comme directeurs, 9,9% comme professionnels, et 12,2% comme techniciens au second trimestre 2000. Dans les régions, ces parts ont varié par le facteur 10 pour les directeurs, le facteur 5 pour les professionnels et les techniciens (cf. les valeurs minimum et maximum dans le tableau). Ces professions de services qualifiés sont concentrées dans les centres de services. A Prague et à Bratislava, elles représentent plus de la moitié des personnes ayant un emploi, à Budapest et à Sofia (BG06), elles se situent autour de 40%. Dans les régions agricoles de Roumanie, au contraire, les parts atteignent seulement près de 15%.

Les groupes 1–5 peuvent être approximativement considérés comme des professions de services. Comme l'on peut s'y attendre, leur volume correspond à la structure sectorielle régionale, mais n'est pas identique au secteur de services. Pour un tel service, les fonctions sont également remplies dans l'industrie et l'agriculture. Plus de la moitié des personnes ayant un emploi travaillent dans ces professions dans tous les pays à l'exception de la Roumanie (26,6%) et Pologne (47,7%).

Les groupes 7 et 8 représentent les professions de l'artisanat et de la production industrielle dans lesquelles travaillent 17,5 et 10,5% des personnes ayant un emploi en moyenne dans 10-PEC. Les parts des régions s'étendent de 10,3 à 29,2% pour les professions de l'artisanat et de 5,1 à 20,4% pour les professions de la production industrielle. Leur part combinée était principalement élevée dans les régions industriellement prononcées et les régions mixtes.

Les professions agricoles du groupe 6 «les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche» ont été exercées par 18,7% des personnes ayant un emploi en moyenne dans 10-PEC avec un classement régional de presque 0 à 60% (RO04). Pour des aspects de définition, il est intéressant que la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Slovénie signalent une part de travailleurs agricoles qualifiés qui soit seulement à peine inférieure à la part de l'emploi sectoriel de l'agriculture. En République tchèque, en Estonie, en Hongrie et en Slovaquie, au contraire, la part de travailleurs qualifiés est seulement de moitié aussi importante que la part sectorielle. La question est de savoir si presque chaque personne ayant un emploi dans le premier groupe de pays a une qualification professionnelle et si plus de travailleurs élémentaires sont utilisés dans le second groupe, ou si les pratiques de classification et de codage différent dans les deux groupes de pays.

Annexe 1: Structure professionnelle des personnes ayant un emploi, 2000

Code plan	Pays/ Région	total (1000)	CITP-Code à 1 chiffre (%)										Sans réponse
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	0	
BG	Bulgarie	2872	6,2	11,9	12,3	6,2	13,9	8,7	14,9	13,6	10,9	1,1	(0,3)
BG01	Nord-Est	449	.	10,7	11,6	6,5	13,0	12,1	14,2	11,9	13,1	0,7	.
BG02	Nord-Centre	417	.	8,9	11,5	6,6	12,7	8,1	16,9	14,1	12,3	0,8	.
BG03	Nord-Ouest	154	.	11,2	14,3	9,0	13,8	(4,4)	16,7	12,5	9,3	0,4	.
BG04	Sud-Est	257	(5,5)	10,2	10,9	8,3	14,6	(8,0)	14,6	14,8	10,4	2,8	.
BG05	Sud-Centre	736	(4,3)	9,2	10,9	4,2	13,6	14,8	16,0	14,3	10,5	1,2	(1,0)
BG06	Sud-Ouest	859	(6,8)	17,0	14,5	6,6	15,0	2,9	13,2	13,4	9,7	0,9	.
CZ	République tchèque	4675	6,2	10,9	18,6	7,7	12,0	2,1	20,8	13,0	8,2	0,4	0,1
CZ01	Prague	607	8,7	22,6	23,4	9,1	11,7	0,2	13,0	5,1	5,8	0,1	0,2
CZ02	Stredni Cechy	515	7,1	7,6	15,6	9,1	12,6	1,9	22,6	13,8	9,3	0,4	.
CZ03	Jihozapad	560	7,0	6,6	19,6	6,0	12,5	3,1	21,1	14,9	8,6	0,5	.
CZ04	Severozapad	484	6,0	8,6	17,0	8,0	12,3	1,3	21,2	14,2	10,7	0,6	.
CZ05	Severovychod	689	5,6	8,9	17,4	7,4	12,2	2,5	21,9	14,4	9,1	0,4	0,2
CZ06	Jihovychod	757	4,6	11,3	18,9	8,3	10,9	3,4	21,1	13,3	7,7	0,5	.
CZ07	Stredni Morava	538	4,8	7,6	18,5	6,8	12,4	2,4	23,1	15,9	8,0	0,4	.
CZ08	Ostravsko	525	6,0	12,1	17,8	6,3	12,1	1,6	23,1	12,9	7,5	0,1	0,4
EE	Estonie	604	12,2	13,9	12,2	4,9	10,8	3,6	16,9	14,5	11,0	0,1	.
HU	Hongrie	3807	6,9	11,7	13,3	8,7	13,8	3,6	21,3	11,8	7,8	1,2	.
HU01	Közep-Magyarország	1180	8,7	16,3	16,5	10,0	14,2	0,9	18,4	7,4	6,2	1,3	.
HU02	Közep-Dunantul	449	6,8	10,1	11,5	7,7	13,0	2,8	22,6	17,4	6,9	1,3	.
HU03	Nyugat-Dunantul	423	6,7	9,5	11,5	9,0	13,4	2,7	24,1	14,6	7,7	0,9	.
HU04	Del-Dunantul	349	7,0	10,6	12,8	7,7	13,6	4,6	22,9	11,2	8,9	0,6	.
HU05	Eszak-Magyarország	417	6,9	9,9	11,3	8,0	13,8	3,0	22,5	13,2	10,2	1,2	.
HU06	Eszak-Alföld	491	5,1	9,9	12,3	7,6	14,0	4,5	22,2	13,9	9,1	1,3	.
HU07	Del-Alföld	497	4,8	7,9	11,7	8,7	13,8	10,1	21,4	11,8	8,2	1,6	.
LT	Lituanie	1525	8,7	14,0	7,7	5,6	11,8	14,6	16,9	8,9	11,6	.	.
LV	Lettonie	968	10,1	10,9	13,5	4,7	13,4	8,6	14,2	10,5	13,9	.	.
PL	Pologne	14518	6,1	10,7	12,7	7,3	10,9	17,4	17,5	8,9	8,1	.	0,4
PL01	Dolnoslaskie	972	5,6	11,6	15,1	7,2	13,2	8,3	17,9	12,4	8,4	.	(0,3)
PL02	Kujawsko-Pomorskie	785	5,8	9,5	11,7	7,4	12,3	15,4	19,9	8,4	9,1	.	(0,5)
PL03	Lubelskie	997	3,6	10,3	10,5	5,8	7,3	39,0	10,5	6,2	6,5	.	(0,3)
PL04	Lubuskie	359	9,4	9,7	12,4	10,7	12,1	7,8	16,9	10,6	8,7	.	(1,7)
PL05	Lodzkie	1202	7,3	12,6	15,2	6,2	11,7	14,1	17,0	7,0	8,6	.	.
PL06	Malopolskie	1350	6,8	11,7	12,1	7,1	10,2	20,6	16,5	8,4	6,4	.	.
PL07	Mazowieckie	2109	5,7	12,8	14,2	7,8	11,1	19,0	13,6	6,9	8,2	.	0,6
PL08	Opolskie	418	3,1	10,1	12,0	6,9	10,0	17,7	19,7	11,0	8,9	.	.
PL09	Podkarpackie	808	5,1	9,3	11,5	6,0	9,1	28,0	14,0	9,4	7,4	.	.
PL0A	Podlaskie	452	3,6	10,5	11,8	4,3	9,2	32,4	12,3	7,7	8,1	.	.
PL0B	Pomorskie	672	6,3	13,3	13,7	9,5	11,7	8,2	18,3	11,4	7,1	.	(0,4)
PL0C	Slaskie	1324	6,2	8,7	11,8	8,6	11,6	3,8	29,2	10,8	9,4	.	.
PL0D	Swietokrzyskie	527	7,3	7,0	8,8	6,9	10,0	29,7	15,1	7,2	7,9	.	.
PL0E	Warminsko-Mazurskie	529	7,3	10,7	12,4	7,6	13,6	10,1	18,4	9,5	9,2	.	(1,3)
PL0F	Wielkopolskie	1434	7,8	7,9	11,8	7,4	10,0	18,7	19,2	8,7	8,3	.	(0,2)
PL0G	Zachodniopomorskie	578	5,3	13,2	13,3	7,6	12,7	4,2	20,2	12,0	9,3	.	2,2
RO	Roumanie	10898	2,1	6,2	8,0	3,7	6,6	42,1	16,0	9,1	6,3	.	.
RO01	Nord-Est	1975	1,2	4,4	5,9	2,5	5,5	57,0	12,2	5,3	5,9	.	.
RO02	Sud-Est	1377	2,3	5,4	8,5	4,1	6,3	42,4	12,9	13,0	5,1	.	.
RO03	Sud	1781	1,7	4,8	6,5	2,6	5,0	44,9	15,4	10,4	8,6	.	.
RO04	Sud-Ouest	1324	1,4	5,1	4,9	1,9	4,4	60,0	12,2	5,5	4,6	.	.
RO05	Ouest	936	3,1	7,1	8,7	4,4	8,8	36,2	17,1	8,2	6,4	.	.
RO06	Nord-Ouest	1343	2,8	6,1	7,7	3,7	7,9	40,3	17,3	8,9	5,3	.	.
RO07	Centre	1188	2,1	5,4	10,7	4,1	8,3	28,7	22,8	10,5	7,3	.	.
RO08	Bucarest	973	3,7	15,0	14,4	8,7	9,5	5,9	22,8	13,2	6,8	.	.
SI	Slovénie	894	7,4	10,6	13,9	11,0	12,0	8,3	11,0	20,4	5,4	.	0,0
SK	Slovaquie	2083	6,2	10,5	17,5	7,4	12,9	1,4	20,3	13,6	10,0	.	.
SK01	Bratislavsky kraj	311	10,5	20,3	22,0	9,9	11,6	0,6	10,3	9,0	5,8	.	.
SK02	Zapadne Slovensko	731	6,2	8,7	15,1	7,0	12,6	1,7	22,7	14,8	11,1	.	.
SK03	Stredne Slovensko	505	5,6	8,2	18,4	6,7	12,8	1,8	23,0	14,1	9,2	0,3	.
SK04	Vychodne Slovensko	536	4,4	9,5	17,1	7,3	14,1	1,0	20,5	14,1	11,8	.	.
10-PEC		42844	5,5	9,9	12,2	6,4	10,6	18,7	17,5	10,5	8,1	0,2	0,2
	max		12,2	22,6	23,4	11,0	15,0	60,0	29,2	20,4	13,9	2,8	2,2
	min		1,2	4,4	4,9	1,9	4,4	0,2	10,3	5,1	4,6	0,0	0,0

Marchés régionaux du travail

Annexe 2: Niveaux de qualification dans les régions, 2000

Code plan	Pays/ Région	population active			personnes ayant un emploi				salariés		
		1000	niveau de qualification (%) élevé intermédiaire faible			1000	niveau de qualification (%) élevé intermédiaire faible			1000	niveau de élevé
BG	Bulgarie	3428	20,4	54,9	24,7	2872	22,8	55,2	22,1	2388	24,5
BG01	Nord-Est	575	17,7	48,3	34,0	449	21,1	48,9	30,0	355	24,5
BG02	Nord-Centre	501	18,9	58,0	23,1	417	20,9	58,2	20,9	341	22,0
BG03	Nord-Ouest	213	18,7	61,9	19,4	154	23,7	62,2	14,1	137	24,2
BG04	Sud-Est	327	18,2	55,0	26,9	257	20,6	56,5	22,9	218	21,6
BG05	Sud-Centre	846	15,9	54,0	30,1	736	17,4	53,7	29,0	581	19,6
BG06	Sud-Ouest	966	27,9	56,5	15,6	859	29,6	56,6	13,8	757	30,4
CZ	République tchèque	5124	11,8	77,8	10,3	4675	12,6	78,7	8,8	3973	11,7
CZ01	Prague	632	25,7	69,3	5,0	607	26,3	69,0	4,7	482	25,0
CZ02	Stredni Cechy	557	7,4	77,9	14,7	515	7,9	79,1	13,0	432	7,2
CZ03	Jihozapad	596	9,2	80,8	10,0	560	9,6	81,5	8,9	477	9,6
CZ04	Severozapad	569	8,0	76,8	15,2	484	9,1	79,1	11,8	421	8,2
CZ05	Severovýchod	739	9,6	80,6	9,8	689	9,8	81,4	8,8	582	9,1
CZ06	Jihovýchod	815	13,0	78,3	8,7	757	13,6	78,8	7,5	650	12,6
CZ07	Stredni Morava	604	10,4	78,9	10,8	538	11,2	79,6	9,2	465	10,7
CZ08	Ostravsko	611	10,1	79,8	10,1	525	11,2	81,2	7,6	466	10,7
EE	Estonie	696	29,1	58,4	12,5	604	31,8	57,4	10,7	551	31,5
HU	Hongrie	4074	16,2	65,4	18,4	3807	17,1	65,5	17,4	3226	16,9
HU01	Közep-Magyarország	1248	23,1	63,0	13,9	1180	24,1	62,8	13,1	996	23,4
HU02	Közep-Dunantul	473	13,7	66,8	19,5	449	14,2	66,8	18,9	389	14,4
HU03	Nyugat-Dunantul	443	13,8	66,3	19,9	423	14,2	66,6	19,2	367	14,0
HU04	Del-Dunantul	379	13,6	66,7	19,7	349	14,5	67,2	18,2	290	14,7
HU05	Észak-Magyarország	463	12,9	67,2	19,9	417	14,2	67,4	18,4	363	13,6
HU06	Észak-Alföld	544	13,3	66,0	20,7	491	14,5	66,1	19,4	427	14,8
HU07	Del-Alföld	523	11,6	66,2	22,2	497	12,0	66,4	21,6	393	12,4
LT	Lituanie	1806	42,6	44,9	12,5	1525	45,9	42,6	11,4	1237	50,2
LV	Lettonie	1136	19,4	66,7	13,8	976	21,0	66,3	12,7	826	21,8
PL	Pologne	17348	12,3	71,9	15,8	14518	13,9	71,3	14,8	10542	16,8
PL01	Dolnoslaskie	1257	11,4	73,8	14,8	972	14,3	74,0	11,7	761	14,8
PL02	Kujawsko-Pomorskie	960	11,9	72,3	15,8	785	13,5	72,4	14,1	590	16,4
PL03	Lubelskie	1154	12,9	64,2	23,0	997	14,0	61,9	24,0	534	22,4
PL04	Lubuskie	456	11,7	76,1	12,2	359	13,9	75,6	10,5	295	14,4
PL05	Lodzkie	1434	13,7	70,8	15,6	1202	15,8	69,8	14,4	886	18,3
PL06	Malopolskie	1528	13,3	72,0	14,7	1350	14,5	70,9	14,7	927	19,3
PL07	Mazowieckie	2433	15,3	69,8	14,9	2109	16,4	69,2	14,4	1487	21,1
PL08	Opolskie	489	11,0	73,5	15,5	418	12,4	73,0	14,7	310	14,3
PL09	Podkarpackie	946	11,2	71,7	17,1	808	12,1	70,8	17,2	534	16,5
PLOA	Podlaskie	536	11,7	65,0	23,3	452	13,1	63,4	23,5	268	18,4
PLOB	Pomorskie	811	14,7	72,3	13,1	672	16,7	71,9	11,3	547	18,7
PLOC	Slaskie	1632	8,8	80,2	10,9	1324	9,9	81,0	9,1	1133	10,3
PLOD	Swietokrzyskie	634	10,5	68,2	21,3	527	12,2	65,7	22,1	320	16,5
PLOE	Warminsko-Mazurskie	682	11,0	67,1	21,8	529	13,7	68,3	18,0	427	15,5
PLOF	Wielkopolskie	1669	9,8	76,4	13,8	1434	11,0	75,7	13,4	1039	12,9
PLOG	Zachodniopomorskie	727	14,6	69,8	15,7	578	17,3	70,0	12,6	484	18,1
RO	Roumanie	11714	8,4	55,9	35,7	10898	8,7	54,4	36,8	5873	15,0
RO01	Nord-Est	2120	6,0	50,8	43,2	1975	5,9	48,8	45,3	781	14,0
RO02	Sud-Est	1512	7,5	54,6	37,9	1377	8,0	52,4	39,6	752	13,5
RO03	Sud	1906	6,6	54,2	39,2	1781	6,9	52,6	40,5	879	13,0
RO04	Sud-Ouest	1393	6,5	51,3	42,2	1324	6,7	49,6	43,6	516	16,1
RO05	Ouest	1013	9,3	57,3	33,4	936	9,7	55,9	34,4	537	15,9
RO06	Nord-Ouest	1444	8,2	55,8	36,0	1343	8,6	54,8	36,7	747	14,2
RO07	Centre	1283	7,7	64,9	27,4	1188	7,8	64,5	27,8	777	10,2
RO08	Bucarest	1042	20,9	65,4	13,7	973	21,7	64,7	13,6	883	22,9
SI	Slovénie	960	16,4	62,8	20,7	894	17,3	62,8	19,9	750	19,0
SK	Slovaquie	2574	10,6	80,0	9,4	2083	12,4	80,7	6,9	1916	11,9
SK01	Bratislavsky kraj	336	25,1	68,2	6,7	311	26,5	68,0	5,5	278	25,7
SK02	Zapadne Slovensko	887	8,2	81,7	10,1	731	9,4	82,4	8,3	670	9,1
SK03	Stredne Slovensko	640	9,0	81,0	10,1	505	10,7	81,8	7,6	468	10,2
SK04	Vychodne Slovensko	711	8,1	82,7	9,2	536	9,9	84,7	5,3	500	9,7
10-PEC		48860	13,7	65,9	20,4	42851	14,8	65,2	20,0	31283	17,9
	max		42,6	82,7	43,2		45,9	84,7	45,3		50,2
	min		6,0	44,9	5,0		5,9	42,6	4,7		7,2

qualification (%) intermédi. faible		indépendants (hormis membres de la famille contribuants à l'exploitation familiale)				chômeurs				taux du chômage (15-64)			
		1000	niveau de qualification (%) élevé intermédiaire faible			1000	niveau de qualification (%) élevé intermédiaire faible			total	niveau de qualification élevé intermédiaire faible		
57,5	17,9	420	14,6	43,2	42,3	556	8,4	53,5	38,0	16,4	6,7	15,8	25,7
51,6	23,9	84	(9,0)	38,5	52,6	126	(5,7)	46,1	48,2	22,2	7,0	20,9	32,1
61,1	16,9	69	16,0	44,4	39,6	84	(9,0)	56,6	34,4	17,1	8,1	16,4	26,4
63,8	12,0	15	.	(47,1)	.	59	.	61,2	33,1	28,0	8,6	27,6	48,4
57,8	20,6	35	.	49,6	35,9	70	(9,4)	49,1	41,4	21,7	11,3	19,3	34,1
57,6	22,8	123	9,0	39,7	51,3	110	(6,0)	56,4	37,6	13,1	4,9	13,5	16,6
57,5	12,1	94	25,0	47,9	27,0	107	14,5	55,6	29,9	11,1	5,8	10,9	21,5
78,8	9,5	676	17,6	77,8	4,5	449	4,0	69,3	26,7	8,8	3,0	7,9	22,8
70,0	5,0	121	32,3	64,4	3,3	25	11,8	75,6	12,6	4,1	1,8	4,4	10,5
79,1	13,8	80	12,0	79,0	9,0	42	.	62,8	34,9	7,6	2,3	6,1	18,2
80,7	9,7	80	10,0	85,9	4,1	36	.	70,9	25,9	6,1	1,8	5,3	15,8
79,1	12,7	61	14,8	80,4	4,8	85	1,7	63,5	34,8	15,1	3,2	12,5	34,5
81,1	9,8	101	13,9	82,7	3,4	51	6,3	70,7	23,0	6,9	4,5	6,1	16,0
79,0	8,3	105	19,4	77,6	3,0	58	5,2	70,6	23,9	7,2	2,9	6,4	19,9
79,4	9,9	71	14,6	81,0	4,5	66	3,2	72,8	24,0	10,9	3,4	10,0	24,0
81,4	7,8	57	15,4	78,5	6,1	86	3,8	71,2	24,9	14,2	5,4	12,7	35,1
57,3	11,1	49	34,7	58,4	(6,9)	92	10,9	65,1	24,0	13,5	5,1	14,9	26,5
65,0	18,1	557	18,5	68,5	13,0	267	3,5	64,3	32,3	6,6	1,4	6,5	11,6
62,6	14,0	179	28,1	64,3	7,6	68	(6,3)	65,9	27,9	5,5	1,5	5,7	11,0
65,4	20,2	60	13,4	75,7	10,8	24	.	65,6	30,9	5,2	1,4	5,1	8,2
65,7	20,3	55	15,8	72,8	11,4	19	.	60,5	36,0	4,4	1,1	4,0	8,0
66,7	18,6	57	13,9	69,5	16,6	30	.	60,6	36,5	7,9	1,7	7,2	14,5
66,8	19,6	53	18,3	71,5	10,2	46	.	65,0	33,4	10,0	1,2	9,7	17,0
65,4	19,8	61	13,0	71,4	15,6	53	.	65,7	32,4	9,8	1,4	9,7	15,4
66,9	20,7	94	11,4	65,3	23,2	26	.	61,5	35,0	5,1	1,5	4,7	8,1
42,3	7,5	243	28,2	44,9	26,7	281	24,7	57,3	18,0	15,9	9,1	19,9	25,2
68,0	10,2	103	21,3	56,6	22,2	161	9,8	69,5	20,8	14,4	7,3	14,8	22,7
73,9	9,3	3271	7,1	67,5	25,3	2830	4,1	75,1	20,8	16,6	5,4	17,1	23,4
74,7	10,6	192	12,6	73,4	14,0	285	.	73,2	25,4	22,8	2,8	22,5	39,9
73,2	10,4	169	(5,3)	72,2	22,5	175	(4,8)	71,8	23,4	18,2	7,4	18,1	27,6
70,1	7,5	327	(5,7)	56,6	37,7	157	(5,7)	78,3	16,1	14,1	5,6	16,7	11,1
76,6	9,0	57	(13,2)	71,0	(15,8)	97	.	77,7	(18,5)	21,4	7,0	21,8	32,5
72,5	9,2	278	10,2	65,4	24,4	232	(2,6)	75,8	21,7	16,5	3,1	17,3	24,8
73,9	6,8	346	(4,5)	66,6	28,9	178	(4,1)	80,5	15,4	12,0	3,7	13,1	13,7
70,9	8,0	499	6,5	68,8	24,6	324	8,1	73,4	18,5	13,6	7,1	14,1	18,0
74,4	11,3	75	(9,3)	70,1	(20,7)	71	.	76,3	(20,5)	14,9	4,4	15,3	20,5
76,9	6,6	201	(4,8)	63,4	31,8	137	(6,2)	77,0	16,8	15,2	8,1	15,8	18,5
69,8	11,7	152	(5,8)	58,5	35,6	84	.	73,6	(21,9)	16,3	6,1	17,9	16,8
71,9	9,4	108	(9,0)	73,7	(17,4)	139	(4,6)	73,9	21,5	17,2	5,4	17,6	28,6
81,5	8,2	168	(7,2)	80,5	12,4	308	(4,4)	76,9	18,7	19,0	9,2	18,1	33,4
72,5	11,0	185	(5,5)	56,2	38,3	107	.	80,6	(17,3)	17,5	3,4	20,0	16,2
69,1	15,4	84	(7,0)	66,9	26,1	153	.	63,1	35,0	22,5	3,9	21,1	36,3
77,0	10,2	343	6,4	74,6	19,0	235	(2,9)	80,7	16,5	14,3	4,2	14,9	17,5
69,0	12,9	89	(13,6)	75,2	(11,1)	148	(3,8)	68,7	27,5	20,2	4,8	19,8	36,5
74,3	10,7	2767	2,1	30,7	67,1	816	4,4	75,7	20,0	7,7	3,6	9,5	5,3
74,3	11,6	651	0,8	32,6	66,5	145	6,9	77,5	15,5	7,9	8,0	10,6	3,5
73,0	13,5	359	2,1	26,4	71,4	135	2,7	77,0	20,3	9,8	3,2	12,7	6,1
74,9	12,1	519	1,4	26,6	72,1	125	.	77,6	21,4	7,5	1,1	9,5	5,0
77,1	6,8	404	1,3	27,1	71,6	70	.	83,2	14,7	5,8	1,7	8,2	2,5
73,1	11,0	196	2,4	37,2	60,4	77	4,1	74,5	21,4	8,2	3,4	9,9	6,2
75,2	10,6	329	2,6	32,6	64,8	101	3,2	69,5	27,3	7,6	2,7	8,8	6,7
80,4	9,4	240	4,7	37,0	58,3	95	6,7	70,5	22,9	7,9	6,5	8,1	7,8
67,8	9,3	68	12,1	39,2	48,8	69	9,2	75,2	15,6	6,8	2,9	7,6	8,7
64,7	16,3	100	11,4	60,4	28,2	66	(5,2)	63,1	31,7	7,1	2,2	7,0	11,5
80,9	7,2	162	18,1	78,3	3,5	491	2,9	77,2	19,9	19,1	5,2	18,4	40,5
68,6	5,8	32	35,4	63,5	.	25	.	71,5	21,3	7,4	2,0	7,7	24,4
82,3	8,6	60	12,5	82,9	4,7	156	2,8	78,4	18,9	17,6	5,8	16,9	32,8
82,0	7,8	36	16,7	78,9	.	134	2,7	77,8	19,4	21,0	6,2	20,2	40,7
84,8	5,5	34	13,6	83,4	.	175	2,6	76,4	21,0	24,6	7,9	22,8	56,4
70,9	11,2	8346	8,7	54,3	37,0	6009	5,6	71,1	23,2	12,7	5,1	13,3	16,2
84,8	23,9		35,4	85,9	72,1		24,7	83,2	48,2	28,0	11,3	27,6	56,4
42,3	5,0		0,8	26,4	1,1		1,0	46,1	12,6	4,1	1,1	4,0	2,5

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

La qualification et l'éducation de la population d'un pays est à juste titre considérée comme un facteur qui a non seulement une importance culturelle mais également une importance économique croissante. L'étiquette de la «société basée sur le savoir» s'applique également au futur développement économique des pays de l'Europe Centrale et de l'Est. En ce qui concerne la qualification, on fait généralement une distinction entre la qualification formelle ou la qualification éducative, qui transmet un savoir général et savoir par sujet spécifique, et la qualification professionnelle. En raison des différents systèmes possibles afin d'atteindre ces qualifications, les comparaisons entre les pays sont encore plus problématiques dans ce domaine que dans le cas d'autres facteurs économiques.

La Classification Internationale Type de l'Education (CITE) représente un outil qui tente de rendre les différents systèmes scolaires nationaux et d'éducation comparables par l'utilisation d'un écran commun. Cependant, l'expérience a montré que jusqu'ici, cela a été fait avec des résultats insuffisants pour beaucoup de pays. Par conséquent, les résultats pour les dix pays inclus dans cette vue d'ensemble (BG, CZ, EE, HU, LT, LV, PL, RO, SI, SK) doivent également être interprétés avec l'attention appropriée. Les informations sur la qualification de l'éducation disponible dans les Enquêtes sur les Forces de Travail européennes résument les principaux groupes CITE en trois classes: faible, intermédiaire et élevée (voir Encadré).

Niveau d'éducation et de formation		
Catégories	Description	Code CITE
faible	niveau inférieur au secondaire 2 ^{ème} cycle	1, 2
intermédiaire	niveau secondaire 2 ^{ème} cycle	3, 4
élevé	niveau 3 ^{ème} cycle	5, 6

La qualification des professions ne peut être directement déterminée par les données disponibles, mais il y a des informations sur la structure de l'emploi des pays selon la Classification Internationale Type des Professions (CITP), c'est-à-dire par les activités exercées par les personnes ayant un emploi. Ceci ne correspond pas à la structure sectorielle d'une économie nationale étant donné que la majorité des classes professionnelles consiste en des catégories qui sont représentées dans de nombreux secteurs économiques. L'analyse n'inclut pas les membres des forces armées car ce groupe professionnel n'a pas été codé dans tous les pays. Les informations sur les qualifications des professions utilisées ici sont basées sur le codage à 1 chiffre de la CITP (voir Encadré).

Qualification éducative de la population

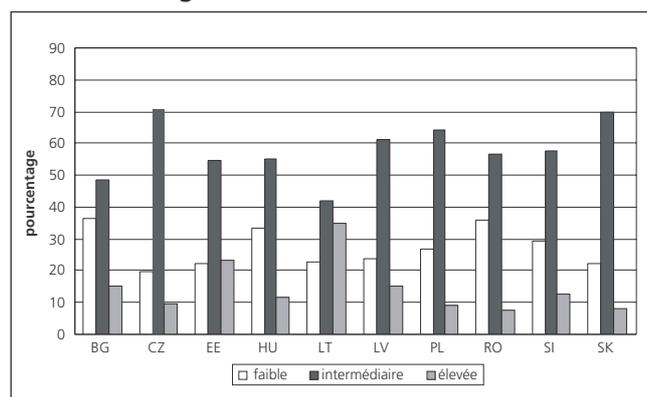
Le groupe d'intérêt principal en ce qui concerne l'économie est la population en âge de travailler entre 15 et 64 ans

Classification Internationale Type des Professions

Code à 1 chiffre	Description
1	Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise
2	Professions intellectuelles et scientifiques
3	Professions intermédiaires
4	Employés de type administratif
5	Personnels des services et vendeurs de magasin et de marché
6	Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche
7	Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal
8	Conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage
9	Ouvriers et employés non qualifiés
0	Forces armées

(Graphique 1). Comme attendu, la répartition de la population selon les trois niveaux d'éducation ne montre pas une structure uniforme dans les dix pays. Alors que la part de la population ayant un niveau d'éducation faible se situe nettement au-dessus d'un tiers en Bulgarie et en Roumanie, autour d'un tiers en Hongrie et un peu en dessous en Slovaquie, les autres pays atteignent seulement des parts d'un quart ou d'un cinquième, la République tchèque ayant la part de personnes avec de faibles qualifications la plus faible.

Graphique 1: Niveaux d'éducation de la population en âge de travailler, 2000



Pour le niveau d'éducation intermédiaire, au contraire, qui comprend en règle générale des qualifications en dessous du niveau académique, la République tchèque et la Slovaquie ont les parts les plus élevées avec un peu plus ou un peu moins de 70%. La Pologne et la Lettonie atteignent également plus de 60%. Seule la Lituanie occupe une position extrêmement faible avec des parts de qualifications intermédiaires de 42%.

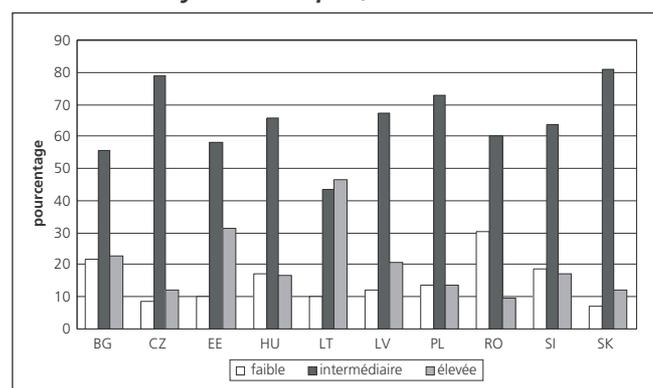
Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

Au contraire, pas moins d'un tiers des habitants de ce pays est classifié comme possédant des qualifications élevées selon les EFT nationales. Cela dépasse de loin les autres pays. Ainsi, l'Estonie est le pays ayant la seconde part la plus élevée de qualifications élevées dans la population avec 23%, tandis que le troisième État balte, la Lettonie, tout comme la Bulgarie, se situe nettement derrière avec une part de 15%. De plus, la Hongrie et la Slovénie atteignent également des parts de plus de 10%, alors que la part de qualifications élevées parmi la population en âge de travailler dans les autres pays tombent plus ou moins juste en dessous de 10%.

Qualification éducative des personnes ayant un emploi

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les parts des deux niveaux de qualifications supérieures augmentent dans tous les pays si l'on ne prend en compte que les personnes ayant un emploi (Graphique 2). Une fois encore, la Lituanie a la part la plus élevée de personnes avec une éducation élevée dans ce groupe de la population avec 46%, suivie de l'Estonie avec un peu plus de 30%.

Graphique 2: **Niveaux d'éducation des personnes ayant un emploi, 2000**



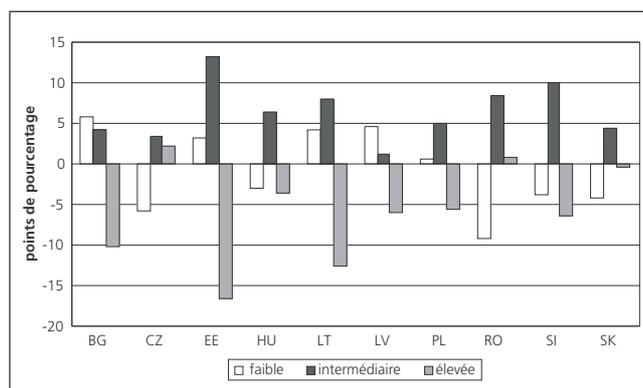
La comparaison avec la population en âge de travailler montre également une baisse des qualifications faibles dans tous les pays. Cette différence est moins prononcée en Roumanie ainsi qu'en Slovénie et en Bulgarie, alors que dans les autres pays la part des qualifications faibles est réduite environ de moitié ou moins. La part la plus faible des qualifications faibles parmi les personnes ayant un emploi se retrouve en Slovaquie avec 7%, et la République tchèque atteint également une valeur de moins de 10%. Les états baltes et la Pologne se situent autour ou juste au-dessus de 10%, alors que la Roumanie a de loin la part la plus élevée de qualifications faibles avec 30%.

En conséquence, la part des personnes ayant un emploi avec des qualifications intermédiaires diffère largement entre les pays, avec la République tchèque et la Slovaquie occupant une fois encore les premières positions avec des parts de près de 80%.

Différences de sexe

En ce qui concerne les différences de sexe dans la structure de qualification des personnes ayant un emploi, les

Graphique 3: **Différences des niveaux d'éducation, hommes-femmes, 2000**



différents pays ne présentent pas une image uniforme (Graphique 3).

Par conséquent, la part des femmes avec des qualifications élevées dépasse généralement celles des hommes hormis en République tchèque et en Roumanie. Cet avantage de qualification est particulièrement prononcé en Estonie, en Lituanie et en Bulgarie.

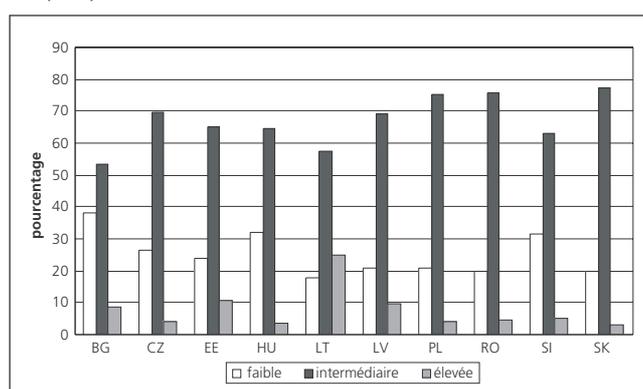
Au niveau de la qualification intermédiaire, au contraire, la part des hommes est plus importante que celle des femmes dans tous les pays.

En ce qui concerne les qualifications faibles, la situation dans les pays n'est encore une fois pas uniforme. Alors que les hommes ont des parts élevées dans cette catégorie en Bulgarie, en Estonie, en Lituanie, en Lettonie et en Pologne, les femmes dominent plus ou moins nettement dans les autres pays.

Qualification éducative des chômeurs et inactifs

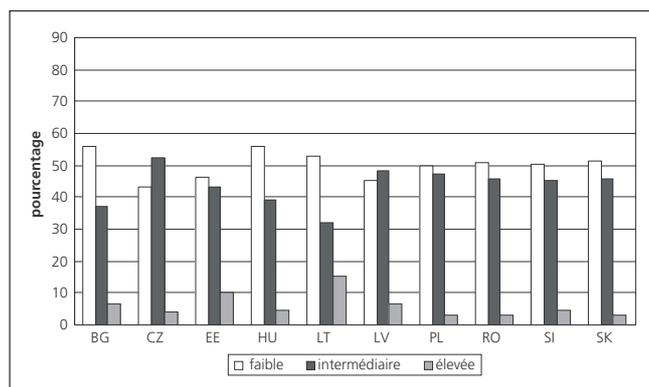
Comme supposé dans tous les pays les chômeurs ont des qualifications inférieures à celles des personnes ayant un emploi, indiquant que les processus d'allocation et de sélection du marché du travail sont au moins en partie déterminés par le facteur de qualification et les personnes avec moins d'éducation ont de plus grandes difficultés à conserver leur emploi ou à en trouver un nouveau. La seule déviation de ce modèle se trouve en Roumanie où la part de qualifications faibles parmi les chômeurs est inférieure à celle des personnes ayant un emploi (Graphique 4).

Graphique 4: **Niveaux d'éducation des chômeurs, 2000**



Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

Graphique 5: **Niveaux d'éducation des inactifs, 2000**



La qualification formelle ou éducative des inactifs en âge de travailler est encore plus faible. Dans tous les pays, la part des personnes ayant des qualifications faibles se situe autour de 50%. Pour les personnes plus jeunes, dans presque tous les pays, cela est dû au fait que nombre d'entre eux n'ont pas encore terminé leur éducation (Graphique 5).

Structure des professions des personnes ayant un emploi

Parmi la population active civile, dans la plupart des pays, les hommes sont d'une manière prédominante employés dans les professions de l'artisanat et dans le commerce lié à celle-ci avec des parts de 20 à 30% suivies par le groupe professionnel plus orienté vers l'industrie des conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage (Graphique 6).

Dans le cas des femmes, au contraire, l'emploi est principalement concentré dans les emplois dans les services et de la vente ainsi que des professions intermédiaires avec des

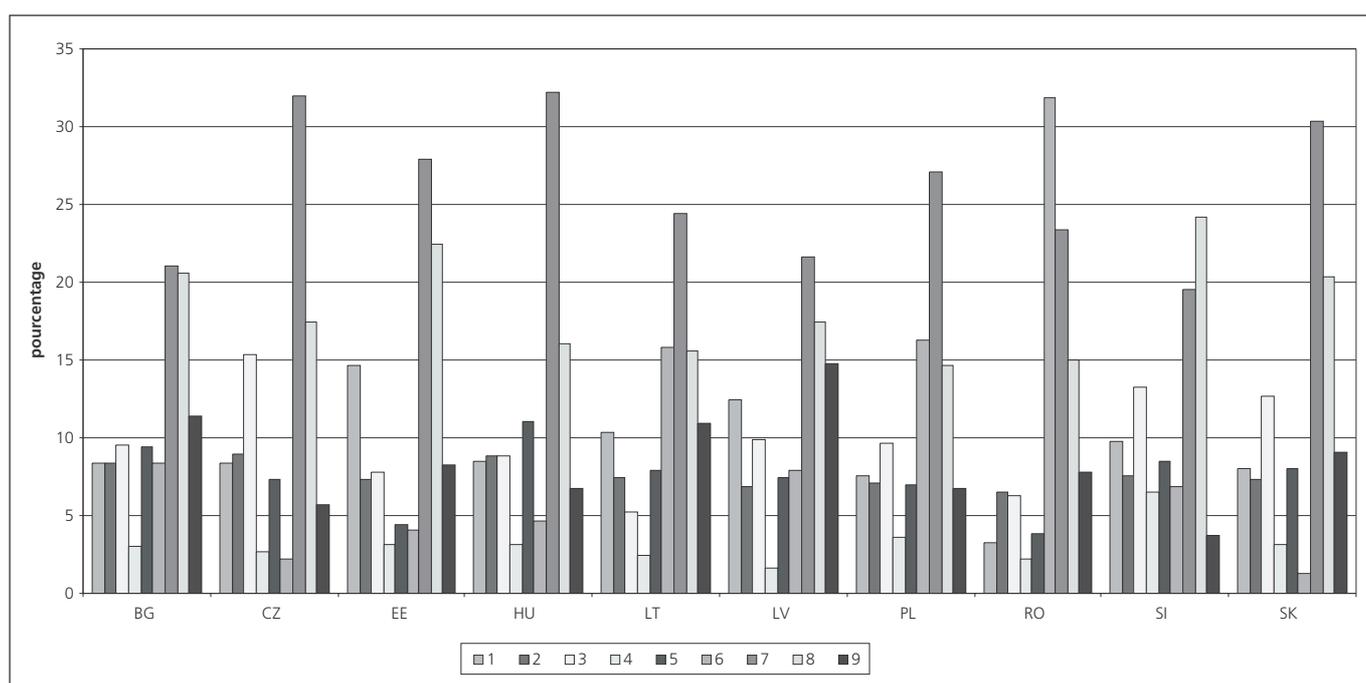
parts entre 10 et 20% (Graphique 7). En République tchèque et en Slovaquie seulement, les parts de ce dernier groupe professionnel se situe un peu au-dessus avec près d'un quart.

Il est également remarquable que dans tous les pays, les femmes aient des parts plus élevées pour les professions libérales, et parfois même nettement plus élevées, que les hommes, alors que le groupe des membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise dans l'administration publique et les activités de service aux entreprises est généralement dominé par les hommes. Parmi les employés de type administratif, les femmes sont une fois encore plus fortement représentées que les hommes. Au contraire, la répartition des ouvriers et employés non qualifiés est presque équilibrée. En République tchèque et en Slovaquie seulement, la part des femmes pour ce groupe est presque deux fois aussi élevée que celle des hommes. Il n'y a également aucune différence prononcée entre les parts de l'emploi des hommes et des femmes pour les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche.

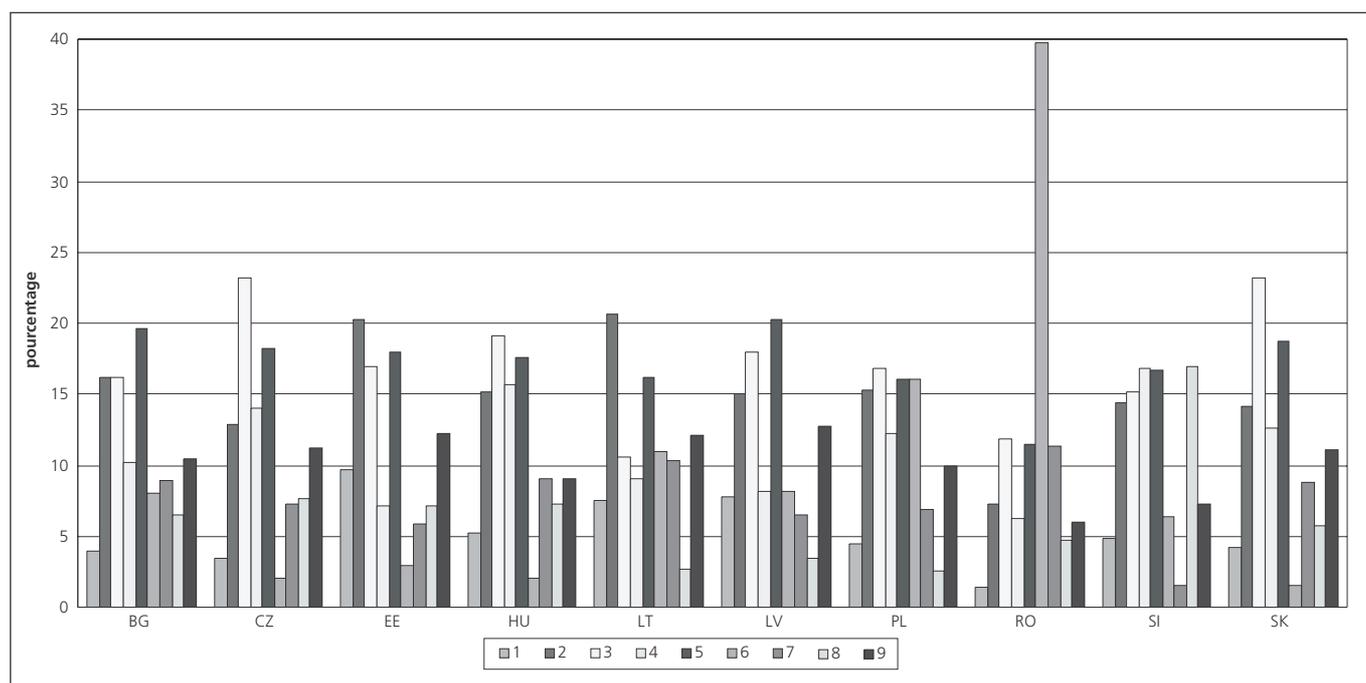
Qualification éducative des groupes de professions

Des informations plus détaillées sur la qualification réelle des groupes de professions individuels peuvent être obtenues en les différenciant de manière plus approfondie par leur niveau d'éducation. Pour des raisons méthodologiques il semble judicieux de renoncer à des comparaisons entre les pays et de plutôt se concentrer sur la structure des qualifications entre les groupes d'activités individuels à l'intérieur des pays. Une fois encore, cette analyse inclut les personnes ayant un emploi, hommes et femmes, âgés de 15

Graphique 6: **Hommes ayant un emploi selon les groupes de la CIP, 2000**



Graphique 7: Femmes ayant un emploi selon les groupes de la CIP, 2000

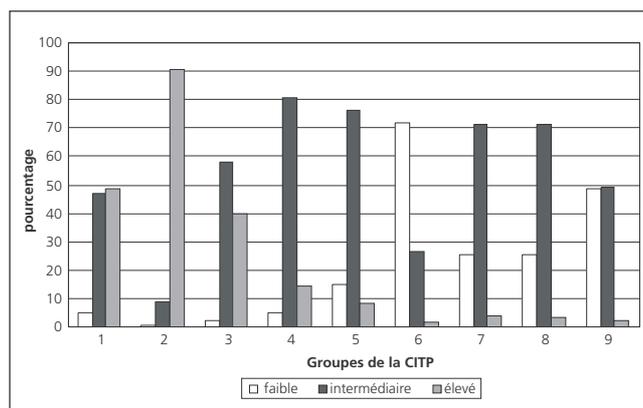


à 64 ans quoique excluant les membres des forces armées ainsi que ceux ne donnant aucune réponse concrète aux questions soit sur leur éducation, soit sur leur profession.

Les données sur les niveaux d'éducation des professions en Bulgarie correspondent en grande partie aux attentes. Cela s'applique en particulier à la part de 90% des qualifications élevées parmi les professions libérales ainsi que la concentration des qualifications intermédiaires parmi les employés de type administratif, le personnel des services et vendeurs de magasin et de marché le personnel des services et vendeurs de magasin et de marché, les travailleurs dans l'artisanat et le commerce, et conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Avec près de 40%, les professions intermédiaires ont également une part relativement élevée de qualifications élevées. Cela est dans la nature des choses que la part de qualifications faibles soit la plus élevée parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche et dans les ouvriers et employés non qualifiés. Cependant, ce dernier groupe a en même temps une part de qualifications intermédiaires pour ainsi dire égale en Bulgarie. Cela s'applique également aux parts de qualifications intermédiaires et élevées parmi les législateurs, les hauts fonctionnaires et les directeurs. Mais ce groupe de professions a également une part de 5% avec des qualifications formelles faibles seulement (Graphique 8).

La structure de qualification des personnes ayant un emploi dans les divers groupes de professions en République tchèque correspond également en grande partie aux attentes. Cependant, la part des qualifications élevées parmi les professions intellectuelles et scientifiques est étonnamment faible avec un peu plus de 60%. Au contraire, le système de formation professionnelle traditionnellement

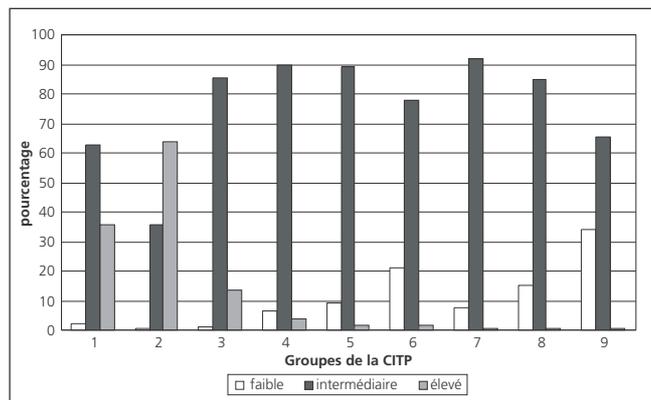
Graphique 8: Niveaux d'éducation des groupes de la CIP, BG, 2000



bien développé de ce pays le fait tomber dans des parts élevées de qualifications intermédiaires entre 85 jusqu'à bien plus de 90% parmi les travailleurs dans l'artisanat et le commerce, ainsi que les employés de type administratif, le personnel des services et vendeurs de magasin et de marché, les professions intermédiaires et les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Dans une moins grande mesure, cela s'applique également aux agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche. Même les législateurs, les hauts fonctionnaires et les directeurs des secteurs publics et privés montrent une part plutôt élevée des qualifications intermédiaires avec plus de 60%. Cela s'applique également aux ouvriers et employés non qualifiés, où près des deux tiers des personnes ayant un emploi sont enregistrées comme ayant des qualifications intermédiaires formelles, tandis qu'un tiers seulement est classifié dans la catégorie des qualifications faibles (Graphique 9).

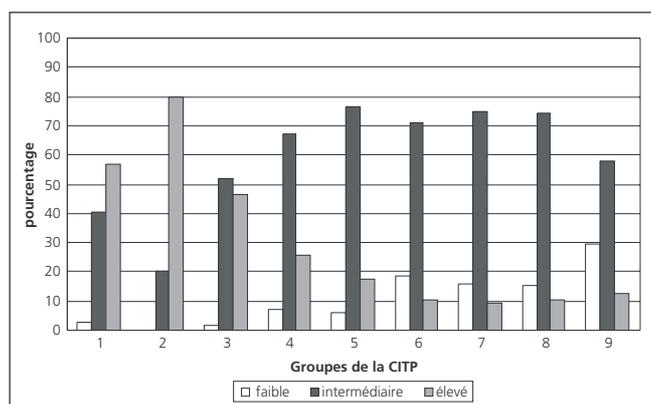
Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

Graphique 9: **Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, CZ, 2000**



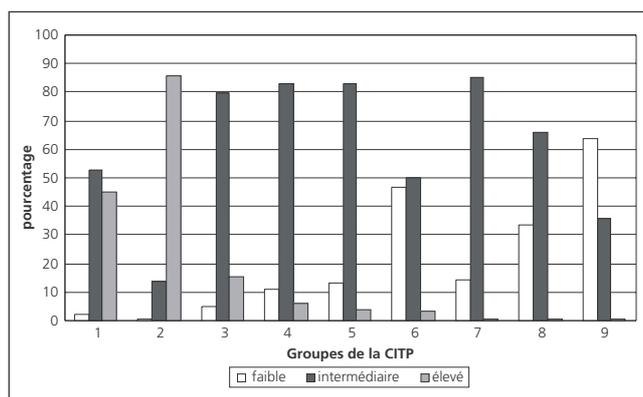
Les personnes ayant un emploi avec des qualifications éducatives intermédiaires formelles dominent également en Estonie. Ils représentent près d'un quart des services et de la vente ainsi que des travailleurs dans l'artisanat et le commerce et des conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Leur part atteint toujours autour de 70% parmi les employés de type administratif et les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche et de la pêche. Même pour les ouvriers et employés non qualifiés taires cela est comparativement élevé avec près de 60%. Cela n'est pas beaucoup plus élevé que les professions intermédiaires qui sont caractérisés en Estonie par une part presque égale de qualifications élevées. Les qualifications élevées sont plus prédominantes parmi les employés de type administratif, les hauts fonctionnaires et les directeurs et, bien sûr, parmi les professions libérale. Cependant, ces derniers ont également une part étonnamment élevée de personnes ayant un emploi avec juste des qualifications intermédiaires. Au contraire, les personnes ayant des qualifications élevées représentent une part considérable des employés de type administratif avec une part d'un quart. Dans une moins grande mesure, cela s'applique également au personnel des services et vendeurs de magasin et de marché et la vente qui atteignent une part de presque 20% avec des qualifications élevées en Estonie, tandis qu'elle se situe autour de 10% pour les autres groupes de professions (Graphique 10).

Graphique 10: **Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, EE, 2000**



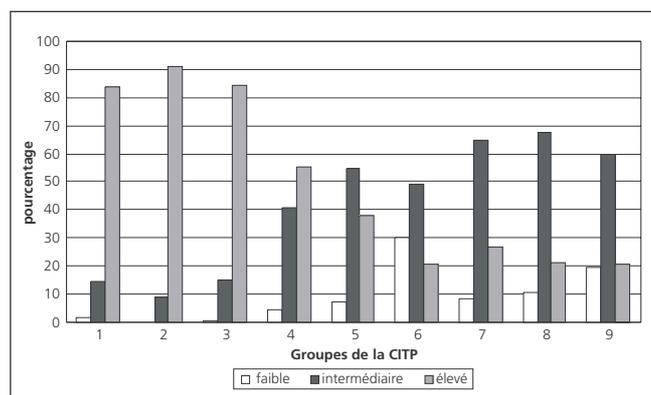
En Hongrie aussi, les qualifications intermédiaires formelles dominent dans presque tous les groupes de professions. Quatre cinquièmes ou plus des employés de type administratif, du personnel des services et vendeurs de magasin et de marché, des artisans et ouvriers des métiers de type artisanal ainsi que les professions intermédiaires sont enregistrés comme ayant ce niveau de qualification. Parmi les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage, qui appartiennent principalement au secteur industriel, ce niveau de qualification atteint toujours une part de deux tiers. Parmi les législateurs, les hauts fonctionnaires et les directeurs des secteurs publics et privés et parmi les travailleurs agricoles qualifiés, cela est toujours plus de la moitié ou juste en dessous de ce repère. Même les quatre dixièmes des ouvriers et employés non qualifiés ont un niveau intermédiaire d'éducation. Au contraire, les professionnels, comme attendu, montrent la part la plus élevée de qualifications élevées avec 85%. En plus des législateurs, haut fonctionnaires et directeurs, les professions intermédiaires sont le seul autre groupe de professions en Hongrie à avoir une part notable de qualifications élevées avec 15% (Graphique 11).

Graphique 11: **Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, HU, 2000**



Pour la Lituanie, la répartition des personnes ayant un emploi par groupes de professions correspond généralement aux attentes. Ainsi, les professionnels et les membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise ont une part de 90% et 80% respectivement de qualifications élevées. Cependant, cette dernière s'applique également aux professions intermédiaires. Les qualifications élevées représentent également la part la plus élevée parmi les employés de type administratif, alors que le niveau des qualifications intermédiaires formelles domine parmi les travailleurs dans les services et la vente, les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche et de la pêche, les travailleurs dans l'artisanat et le commerce et les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Au contraire, les qualifications faibles ne dominent dans aucun groupe de professions. Même parmi les ouvriers et employés non qualifiés, leur part est comparativement faible avec près de 20%, tandis que les qualifications élevées sont également fortement représentées ici avec un cinquième. Les qualifications faibles formelles

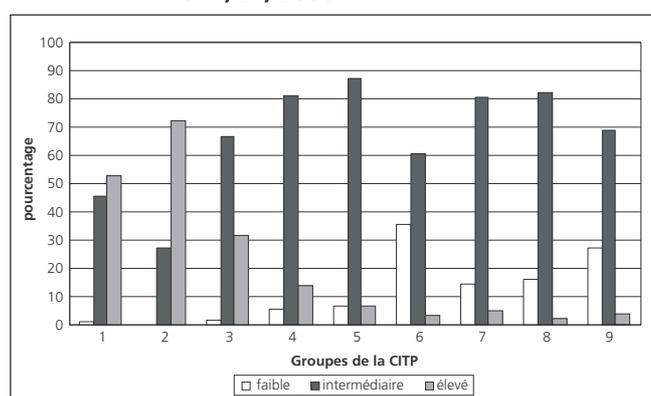
Graphique 12: **Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, LT, 2000**



atteignent leur part la plus élevée en Lituanie parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche et de la pêche (Graphique 12).

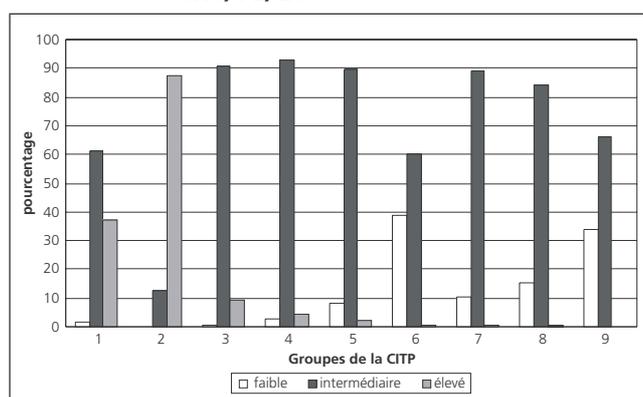
La Lettonie, au contraire, est surtout caractérisée par la prédominance du niveau des qualifications intermédiaires. Cela représente plus des quatre cinquièmes des employés de type administratif, des travailleurs dans le service et la vente, des travailleurs dans l'artisanat et le commerce et des conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Parmi les professions intermédiaires, la part des qualifications faibles s'élève à deux tiers et atteint toujours 60% parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche. Même parmi les ouvriers et employés non qualifiés toujours plus de la moitié des personnes ayant un emploi sont classifiées à ce niveau de qualification. Les qualifications élevées sont naturellement principalement concentrées parmi les professions intellectuelles et scientifiques, mais avec un peu plus de 70%, leur part n'est pas très élevée. En plus des législateurs, haut fonctionnaires et directeurs où ils détiennent une part de 53%, les qualifications élevées ne sont que représentées dans une certaine mesure parmi les professions intermédiaires avec un peu moins d'un tiers. Au contraire, en Lettonie, aussi, les qualifications faibles sont plus fortement représentées avec des parts d'environ un tiers parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche et, bien sûr, parmi les ouvriers et employés non qualifiés (Graphique 13).

Graphique 13: **Niveaux d'éducation des groupes de la CIP, LV, 2000**



Pour la Pologne aussi, les résultats des EFT montrent une prédominance du niveau de qualification intermédiaire formelle dans la plupart des groupes de professions. Sa part s'élève à environ neuf dixièmes parmi les professions intermédiaires, les employés de type administratif, les travailleurs dans le service et la vente et les travailleurs dans l'artisanat et le commerce, cette part étant seulement un peu plus faible pour les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Avec plus de 60%, les personnes possédant une éducation intermédiaire formelle sont également remarquablement bien représentées parmi les législateurs, haut fonctionnaires et directeurs, qui ont en même temps une part de qualifications élevées s'élevant à plus d'un tiers. Avec 87%, les professions libérales ont la part la plus élevée des qualifications élevées. Au contraire, les personnes ayant des qualifications faibles se retrouvent dans une certaine mesure soit parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche et dans les ouvriers et employés non qualifiés (Graphique 14).

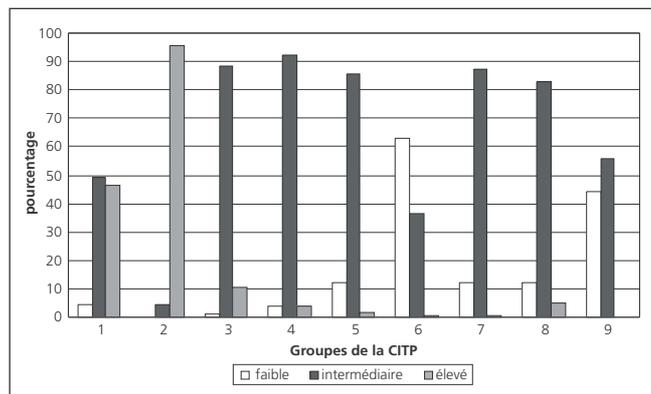
Graphique 14: **Niveaux d'éducation des groupes de la CIP, PL, 2000**



En Roumanie, la structure de qualification des groupes de professions individuels est plutôt différenciée. Comme attendu, les professions libérales se trouvent presque exclusivement dans le groupe des qualifications élevées, mais à peine la moitié des membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise ont un tel niveau. 10% des professions intermédiaires sont également classifiés dans la catégorie d'éducation supérieure, mais presque aucun n'est enregistré dans les autres groupes professionnels. Au contraire, les personnes ayant une éducation intermédiaire formelle atteignent des parts de plus de 80 jusqu'à 90% parmi les professions intermédiaires, les employés de type administratif, les travailleurs dans le service et la vente, les travailleurs dans l'artisanat et le commerce et les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage. Même parmi les ouvriers et employés non qualifiés les qualifications de ce niveau sont en majorité plus nombreuses que les qualifications faibles. Hormis ce groupe, les qualifications faibles sont principalement représentées parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche avec une part de plus de 60%, c'est-à-dire dans un

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

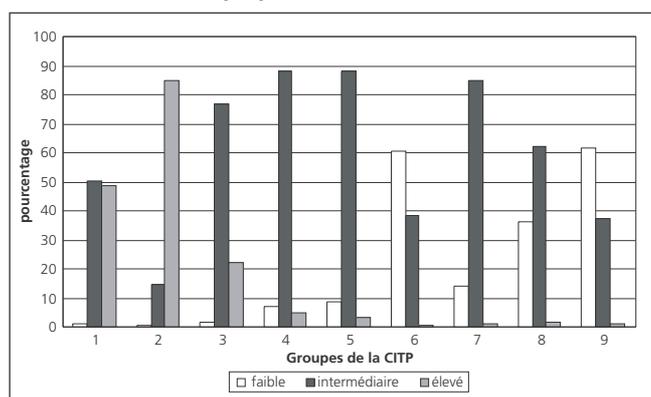
Graphique 15: **Niveaux d'éducation des groupes de la CITP, RO, 2000**



secteur qui est plus important pour le marché du travail en Roumanie que dans d'autres pays (Graphique 15).

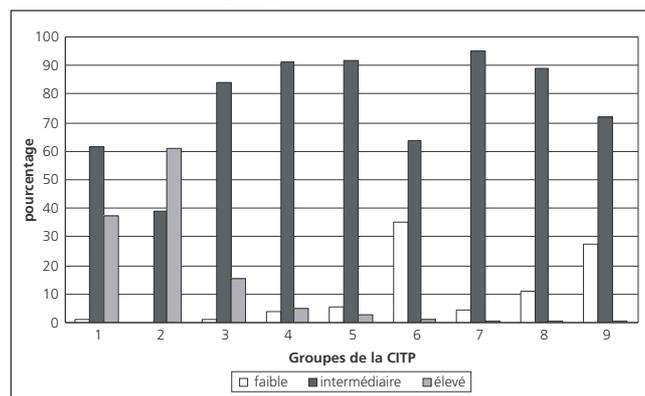
Comme attendu, la Slovénie enregistre la part la plus élevée de qualifications élevées pour les professions libérales, bien qu'elles montrent aussi une part qui n'est pas inférieure à 15% environ pour les qualifications intermédiaires. Parmi les membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise, au contraire, on retrouve des parts de qualifications intermédiaires et élevées presque égales. En Slovénie aussi, la part des qualifications élevées parmi les professions intermédiaires est plutôt élevée avec un cinquième environ. Cependant, dans l'ensemble, ce groupe est dominé par les qualifications intermédiaires avec une part d'un peu plus de trois quarts. La prédominance de ce niveau de qualification est encore plus prononcée parmi les artisans et ouvriers des métiers de type artisanal et surtout parmi les employés de type administratif et le personnel des services et vendeurs de magasin et de marché et la vente avec des parts de près de 90%. Au contraire, il doit être noté que près d'un tiers les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage n'ont pas atteint ce niveau intermédiaire et sont signalés comme ayant de faibles qualifications. De plus, les qualifications faibles se trouvent en nette majorité chez les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et dans de la pêche et les ouvriers et employés non qualifiés (Graphique 16).

Graphique 16: **Niveaux d'éducation des groupes de la CIP, SI, 2000**



Le résultat le plus remarquable pour la Slovaquie est la valeur étonnamment faible de 60% seulement des personnes ayant un emploi avec des qualifications élevées formelles parmi les professions libérales. Parmi les législateurs, hauts fonctionnaires et directeurs aussi, les qualifications élevées sont nettement en minorité par rapport aux qualifications intermédiaires. Les personnes ayant une éducation intermédiaire formelle domine encore plus nettement parmi les professions intermédiaires, les employés de type administratif, le personnel des services et vendeurs de magasin et de marché ainsi que les travailleurs dans l'artisanat et le commerce et les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage avec des parts de plus de 80 et en partie plus de 90%. Même parmi les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, elles sont en nette majorité au-dessus des qualifications faibles. Cela s'applique également aux ouvriers et employés non qualifiés qui signale une remarquable relation de 70% avec les qualifications moyennes contre 30% de qualifications faibles (Graphique 17).

Graphique 17: **Niveaux d'éducation des groupes de la CIP, SK, 2000**



Structure de qualification comparative

Dans ce qui précède, il a été observé au cours de cette analyse les aspects individuels du niveau d'éducation et du niveau professionnel. A divers stades de ce processus, il est devenu apparent que des comparaisons entre les pays ayant des systèmes éducatifs différents et éventuellement des pratiques de codages divergentes pouvaient être problématiques.

Néanmoins, il est possible de se demander s'il existe des similitudes fondamentales ou des différences entre les pays en question. Dans ce but, un simple schéma de coefficient a été utilisé pour déterminer le niveau d'éducation moyen de toutes les personnes ayant un emploi pour chaque pays et la mesure dans laquelle la structure de qualification des groupes individuels de professions en dévient (Graphique 18).

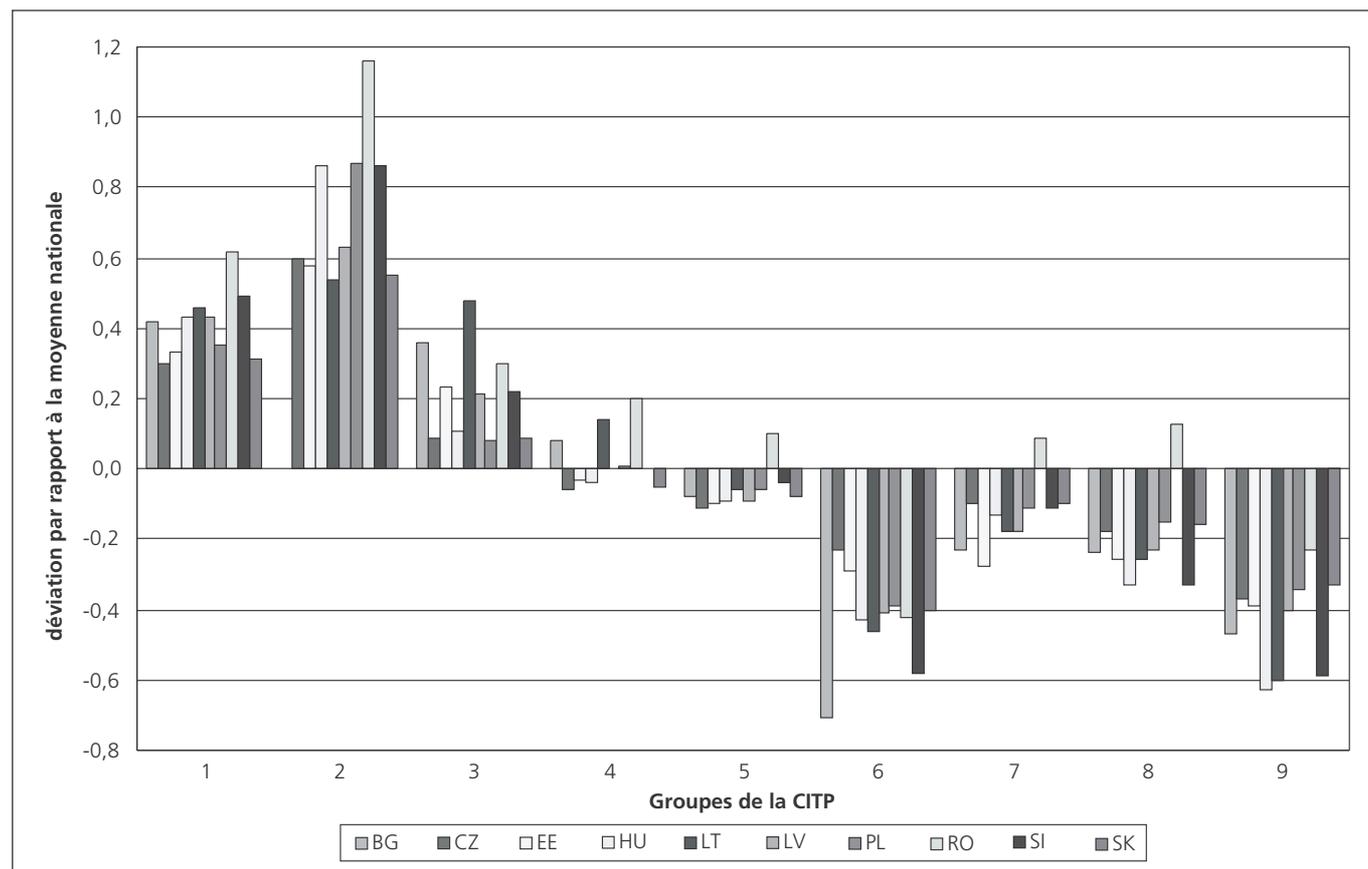
L'image résultante est plutôt uniforme. Dans tous les pays la qualification des personnes ayant un emploi dans les groupes de professions des membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise, des

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

professions intellectuelles et scientifiques et des professions intermédiaires est au-dessus de la moyenne. Les employés de type administratif sont plus ou moins juste à la moyenne avec seulement des petites déviations. Au contraire, tous les groupes de professions restants se situent généralement en dessous des moyennes nationales. La seule exception est la Roumanie, où le personnel des services et vendeurs de

magasin et de marché, les travailleurs dans l'artisanat et le commerce et les conducteurs d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage se classent toujours juste au-dessus de la moyenne nationale calculée. En somme, les structures de qualification des pays analysés ici, malgré toutes les différences en détails, sont ainsi caractérisées par un degré d'homogénéité étonnamment élevé.

Graphique 18: **Niveau d'éducation moyen des groupes de la CIP en tant que déviation par rapport à la moyenne nationale, 2000**



Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

Tableau 1: Niveau d'éducation de la population en âge de travailler, 2000 (en %)

Education	BG	CZ	EE	HU	LT
a) tous					
faible	36,4	19,6	22,1	33,3	23,0
intermédiaire	48,4	70,9	54,6	55,2	41,8
élevée	15,2	9,5	23,3	11,5	35,1
total (en 1000)	5501,9	7061,6	959,9	6759,8	2461,6
b) personnes ayant un emploi					
faible	21,5	8,7	10,2	17,3	10,1
intermédiaire	55,7	78,9	58,3	65,8	43,5
élevée	22,8	12,3	31,5	16,9	46,5
total (en 1000)	2834,2	4616,8	588,8	3781,5	1485,6
c) chômeurs					
faible	38,0	26,6	23,7	32,1	17,9
intermédiaire	53,6	69,5	65,3	64,4	57,4
élevée	8,4	3,9	10,9	3,5	24,7
total (en 1000)	554,9	447,2	91,7	266,9	280,5
d) inactifs					
faible	56,0	43,3	46,5	55,7	52,8
intermédiaire	37,3	52,6	43,3	39,4	32,0
élevée	6,7	4,1	10,2	4,8	15,2
total (en 1000)	2112,8	1997,5	279,3	2711,4	695,4

Tableau 2: Différences entre les sexes concernant le niveau d'éducation, hommes-femmes, 2000 (en points de pour-

Education	BG	CZ	EE	HU	LT
faible	5,8	-5,7	3,2	-2,9	4,3
intermédiaire	4,3	3,5	13,3	6,5	8,1
élevée	-10,1	2,2	-16,5	-3,6	-12,5

Tableau 3: Structure professionnelle des hommes et des femmes ayant un emploi, 2000 (en %)

Code CIP	BG	CZ	EE	HU	LT
a) hommes					
1	8,4	8,4	14,6	8,5	10,3
2	8,4	8,9	7,3	8,8	7,5
3	9,5	15,3	7,8	8,8	5,2
4	3,0	2,7	3,1	3,1	2,5
5	9,4	7,3	4,4	11,1	7,9
6	8,4	2,2	4,1	4,7	15,8
7	21,0	32,0	27,9	32,2	24,4
8	20,6	17,5	22,4	16,0	15,6
9	11,4	5,7	8,3	6,8	10,9
total (en 1000)	1472,8	2565,3	301,5	2037,3	739,5
b) femmes					
1	4,0	3,4	9,7	5,2	7,5
2	16,2	12,9	20,3	15,1	20,6
3	16,2	23,2	16,9	19,1	10,6
4	10,2	14,0	7,1	15,7	9,0
5	19,6	18,2	17,9	17,6	16,2
6	8,0	2,0	2,9	2,1	11,0
7	8,9	7,3	5,9	9,0	10,3
8	6,5	7,7	7,1	7,2	2,7
9	10,4	11,2	12,2	9,1	12,1
total (en 1000)	1322,1	2029,5	286,5	1697,2	745,2

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

LV	PL	RO	SI	SK	Education
23,7	26,6	35,9	29,4	22,1	faible
61,2	64,3	56,7	57,8	69,7	intermédiaire
15,0	9,1	7,4	12,8	8,2	élevée
1635,2	25652,3	15213,4	1389,4	3692,4	total (en 1000)
12,0	13,6	30,2	18,6	6,9	faible
67,2	72,6	60,2	63,9	80,8	intermédiaire
20,8	13,9	9,6	17,4	12,3	élevée
944,8	14145,4	9765,0	872,9	2078,3	total (en 1000)
20,8	20,8	20,0	31,7	19,9	faible
69,4	75,2	75,7	63,1	77,2	intermédiaire
9,8	4,0	4,4	(5,2)	2,8	élevée
160,3	2814,5	816,1	66,4	489,6	total (en 1000)
45,5	49,7	50,9	50,1	51,2	faible
48,1	47,2	46,0	45,1	46,0	intermédiaire
6,4	3,1	3,1	4,8	2,8	élevée
530,1	8692,4	4632,4	450,1	1124,5	total (en 1000)

centage)

LV	PL	RO	SI	SK	Education
4,7	0,6	-9,2	-3,7	-4,2	faible
1,2	5,0	8,4	10,0	4,5	intermédiaire
-6,0	-5,6	0,9	-6,3	-0,3	élevée

LV	PL	RO	SI	SK	Code CIP
12,4	7,6	3,2	9,8	8,0	1
6,9	7,1	6,5	7,6	7,3	2
9,9	9,7	6,3	13,3	12,7	3
1,6	3,6	2,2	6,5	3,1	4
7,5	7,0	3,8	8,5	8,0	5
7,9	16,3	31,9	6,9	1,3	6
21,6	27,1	23,4	19,5	30,3	7
17,4	14,6	15,0	24,2	20,4	8
14,8	6,8	7,8	3,7	9,1	9
489,7	7688,2	5211,6	469,7	1117,8	total (en 1000)
7,8	4,5	1,4	4,8	4,2	1
15,0	15,3	7,3	14,4	14,2	2
17,9	16,8	11,8	15,1	23,2	3
8,1	12,2	6,3	16,8	12,6	4
20,2	16,1	11,5	16,7	18,7	5
8,2	16,0	39,8	6,4	1,5	6
6,5	6,9	11,4	1,5	8,8	7
3,4	2,5	4,7	17,0	5,7	8
12,8	9,9	6,0	7,3	11,1	9
453,4	6395,4	4553,4	403,1	956,7	total (en 1000)

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

Tableau 4: Niveau d'éducation selon les professions, 2000 (en %)

Code CITP	Education	BG	CZ	EE	HU	LT
1	faible	(4,7)	2,0	(2,5)	2,4	.
	intermédiaire	46,9	62,5	40,5	52,6	14,8
	élevée	48,4	35,4	57,0	45,0	83,7
total (en 1000)		177,0	285,2	72,0	261,3	131,6
2	faible	.	0,7	.	.	.
	intermédiaire	9,1	35,7	20,0	13,9	8,7
	élevée	90,5	63,6	79,9	85,7	91,2
total (en 1000)		338,7	491,8	80,3	436,5	209,2
3	faible	(2,1)	1,2	.	5,2	.
	intermédiaire	58,2	85,4	52,0	79,5	14,9
	élevée	39,6	13,4	46,2	15,3	84,6
total (en 1000)		353,8	862,1	72,0	503,6	117,6
4	faible	(5,0)	6,5	(7,3)	10,8	.
	intermédiaire	80,6	89,7	67,2	83,2	40,5
	élevée	14,4	3,9	25,5	6,0	55,2
total (en 1000)		178,7	354,2	29,5	329,4	85,1
5	faible	15,2	9,2	6,1	13,0	7,3
	intermédiaire	76,3	89,2	76,4	83,2	55,0
	élevée	8,6	1,6	17,5	3,8	37,8
total (en 1000)		397,1	558,7	64,5	523,6	179,5
6	faible	71,8	21,0	18,7	46,7	30,2
	intermédiaire	26,3	77,6	70,9	49,9	49,2
	élevée	.	1,4	(10,5)	3,4	20,7
total (en 1000)		228,7	96,5	20,8	131,7	198,7
7	faible	25,2	7,3	15,9	14,3	8,5
	intermédiaire	71,2	92,1	75,0	84,9	64,6
	élevée	3,7	0,6	9,1	0,7	26,8
total (en 1000)		426,8	968,9	100,9	808,9	257,1
8	faible	25,6	15,0	15,2	33,6	10,8
	intermédiaire	71,2	84,6	74,4	65,9	67,7
	élevée	3,2	0,4	10,4	.	21,5
total (en 1000)		389,2	604,0	87,9	446,8	135,0
9	faible	48,6	34,1	29,7	63,8	19,7
	intermédiaire	49,0	65,6	57,9	35,8	59,5
	élevée	(2,4)	0,3	12,4	.	20,8
total (en 1000)		304,7	372,9	60,1	292,8	170,5

Tableau 5: Niveau d'éducation moyen des professions en tant que déviation par rapport à la moyenne nationale, 2000

Code CITP	BG	CZ	EE	HU	LT	LV	PL	RO	SI	SK
1	0,42	0,30	0,33	0,43	0,46	0,43	0,35	0,62	0,49	0,31
2	0,89	0,60	0,58	0,86	0,54	0,63	0,87	1,16	0,86	0,55
3	0,36	0,09	0,23	0,11	0,48	0,21	0,08	0,30	0,22	0,09
4	0,08	-0,06	-0,03	-0,04	0,14	0,00	0,01	0,20	0,00	-0,05
5	-0,08	-0,11	-0,10	-0,09	-0,06	-0,09	-0,06	0,10	-0,04	-0,08
6	-0,71	-0,23	-0,29	-0,43	-0,46	-0,41	-0,39	-0,42	-0,58	-0,40
7	-0,23	-0,10	-0,28	-0,13	-0,18	-0,18	-0,11	0,09	-0,11	-0,10
8	-0,24	-0,18	-0,26	-0,33	-0,26	-0,23	-0,15	0,13	-0,33	-0,16
9	-0,47	-0,37	-0,39	-0,63	-0,60	-0,40	-0,34	-0,23	-0,59	-0,33

Coefficient des niveaux d'éducation: faible = 1, intermédiaire = 2, élevé = 3

Niveaux d'éducation et structure des professions de la population active

LV	PL	RO	SI	SK	Education	Code CIP
.	(1,6)	4,4	.	.	faible	1
45,7	61,0	49,2	50,1	61,7	intermédiaire	
53,0	37,4	46,3	48,6	37,3	élevée	
96,3	873,0	229,3	65,4	129,4		total (en 1000)
.	.	.	.	.	faible	2
27,4	12,8	4,2	14,6	38,9	intermédiaire	
72,3	87,2	95,8	85,1	60,9	élevée	
101,7	1524,7	669,1	93,5	216,8		total (en 1000)
.	(0,5)	1,0	(1,5)	0,9	faible	3
66,8	90,4	88,6	76,5	83,9	intermédiaire	
31,5	9,0	10,4	22,0	15,2	élevée	
129,5	1820,3	865,2	123,5	363,7		total (en 1000)
.	2,7	3,9	6,8	4,1	faible	4
81,1	93,1	92,5	88,2	91,0	intermédiaire	
13,6	4,2	3,6	5,0	4,9	élevée	
44,7	1054,3	402,7	98,5	154,3		total (en 1000)
6,4	7,9	12,4	8,8	5,4	faible	5
87,0	89,7	85,8	88,0	91,8	intermédiaire	
6,6	2,4	1,8	(3,2)	2,7	élevée	
128,5	1571,4	720,3	107,3	268,2		total (en 1000)
35,8	39,0	63,2	60,6	35,2	faible	6
60,6	60,3	36,4	38,6	63,8	intermédiaire	
(3,6)	(0,7)	0,4	.	.	élevée	
76,1	2278,5	3472,5	58,1	28,6		total (en 1000)
14,5	10,5	11,9	13,8	4,6	faible	7
80,5	89,0	87,6	84,9	95,1	intermédiaire	
5,0	(0,5)	0,6	(1,3)	.	élevée	
135,2	2527,9	1736,7	97,4	423,5		total (en 1000)
15,9	15,4	12,2	36,1	10,8	faible	8
82,0	84,0	82,8	62,2	88,9	intermédiaire	
.	(0,6)	5,0	(1,7)	.	élevée	
100,8	1280,1	992,4	182,2	282,8		total (en 1000)
27,4	34,0	43,9	61,5	27,7	faible	9
68,9	65,9	55,9	37,4	71,9	intermédiaire	
3,7	.	.	.	.	élevée	
130,3	1153,4	676,8	46,9	207,1		total (en 1000)

Séries chronologiques par pays

Bulgarie	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+3,5	-5,7	+10,3	+2,4	-3,3	+14,9
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	8230	4014	4216	8133	3933	4200
de 15 à 64 ans	1000	5569	2748	2821	5502	2687	2815
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	43,8	42,8	44,8	43,9	43,1	44,7
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	42,6	45,1	40,3	42,3	44,6	40,2
3 ^{ème} cycle	%	13,6	12,1	15,0	13,7	12,3	15,1
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	24,1	25,0	23,1	23,6	24,8	22,5
dépendance des personnes âgées	taux	23,7	21,0	26,3	24,2	21,6	26,7
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	61,6	66,3	57,0	61,6	67,4	56,1
dépendance effective	taux	131,9	110,2	156,6	137,9	113,2	166,0
Emploi							
total (15+)	1000	2971	1582	1389	2872	1532	1341
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	21,1	22,7	19,4	20,5	23,0	18,0
25-54	taux	73,0	75,3	70,7	69,7	72,1	67,4
55-64	taux	21,3	34,5	10,0	22,1	34,9	11,2
65+	taux	1,7	2,8	(0,9)	2,9	4,4	1,7
15-64	taux	52,9	57,0	49,0	51,5	56,1	47,2
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	22,2	25,1	19,0	23,2	26,2	19,8
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	55,4	56,8	53,8	58,0	60,1	55,5
3 ^{ème} cycle	%	22,3	18,1	27,2	23,9	19,1	29,3
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	10,9	13,1	8,4	13,2	15,4	10,6
industries extractives	%	1,6	2,5	(0,7)	1,5	2,2	(0,6)
industrie manufacturière	%	24,9	24,2	25,7	23,5	23,3	23,8
électricité, gaz et eau	%	1,9	2,6	1,1	2,0	2,7	1,2
construction	%	6,1	10,1	1,6	5,9	9,5	1,8
commerce et réparations	%	14,5	13,4	15,7	14,1	13,2	15,2
hôtels et restaurants	%	4,7	3,8	5,8	5,0	3,9	6,2
transport et communication	%	7,1	9,9	4,0	7,5	10,2	4,4
intermédiation financière	%	1,1	0,7	1,5	1,1	0,7	1,6
immobilier et services aux entreprises	%	3,1	3,0	3,1	3,2	3,0	3,5
administration publique	%	7,1	8,3	5,7	6,8	8,1	5,4
éducation	%	7,6	3,1	12,8	7,4	2,7	12,7
santé et travail social	%	6,1	2,5	10,1	5,8	2,5	9,6
autres services	%	3,3	2,8	3,8	3,1	2,7	3,6
indépendants	% du total	11,9	15,1	8,3	14,6	18,2	10,5
temps partiel	% du total						
CDD, intérimaires	% des salariés						
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne	40,2	41,1	40,2	40,4	40,8	40,0
salariés à temps partiel	moyenne						
indépendants	moyenne	45,4	46,0	44,3	42,5	43,4	40,7
Chômage							
total (15-64)	1000	484	258	226	556	304	252
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	31,3	31,3	31,3	33,3	36,1	29,6
25-54	taux	12,2	12,3	12,1	14,6	14,6	14,7
55-64	taux	9,5	9,1	(10,4)	12,2	12,6	(10,8)
15-64	taux	14,1	14,1	14,0	16,4	16,8	15,9
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	23,1	21,9	24,9	25,0	23,6	27,0
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	13,1	12,7	13,5	15,8	16,0	15,6
3 ^{ème} cycle	taux	5,4	5,3	5,5	6,7	7,0	6,5
longue durée	% du total	58,3	57,6	59,1	58,7	58,8	58,7

Séries chronologiques par pays

République tchèque		unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques			PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel		%	-2,2	-2,3	+42,3	-0,8	-0,9	+3,1
		unité	1999			2000		
			tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population								
total		1000	10237	4956	5281	10222	4948	5274
de 15 à 64 ans		1000	7087	3523	3564	7111	3535	3576
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	23,0	16,2	29,3	23,8	16,9	30,2
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	68,3	73,2	63,8	67,0	72,0	62,5
3 ^{ème} cycle		%	8,7	10,6	6,9	9,1	11,1	7,3
<i>dépendance et activité</i>								
dépendance de la jeunesse		taux	24,5	25,2	23,7	23,8	24,5	23,0
dépendance des personnes âgées		taux	20,0	15,4	24,5	20,0	15,4	24,4
groupe actif de 15 à 64 ans		taux	71,8	79,7	63,9	71,2	79,0	63,5
dépendance effective		taux	80,3	53,8	114,2	82,5	55,6	116,8
Emploi								
total (15+)		1000	4716	2644	2071	4675	2623	2052
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	38,3	42,7	33,9	36,4	39,3	33,6
25-54		taux	82,0	89,5	74,3	81,5	89,2	73,7
55-64		taux	37,6	53,2	23,6	36,1	51,6	22,1
65+		taux	4,5	6,9	2,9	4,1	6,8	2,3
15-64		taux	65,6	74,0	57,4	64,9	73,1	56,8
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	8,7	6,5	11,6	8,8	6,2	12,0
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	79,2	80,5	77,6	78,7	80,2	76,7
3 ^{ème} cycle		%	11,9	12,9	10,7	12,6	13,6	11,2
<i>selon l'activité économique</i>								
agriculture et pêche		%	5,3	6,4	3,9	5,2	6,3	3,8
industries extractives		%	1,7	2,7	0,4	1,6	2,4	0,5
industrie manufacturière		%	27,7	29,8	25,0	27,4	29,9	24,2
électricité, gaz et eau		%	1,7	2,4	0,9	1,6	2,3	0,8
construction		%	9,4	15,5	1,8	9,4	15,3	1,7
commerce et réparations		%	13,7	11,4	16,6	12,9	10,7	15,8
hôtels et restaurants		%	3,4	2,6	4,4	3,4	2,6	4,5
transport et communication		%	7,8	9,6	5,6	7,9	9,6	5,8
intermédiation financière		%	2,1	1,3	3,1	2,0	1,2	3,1
immobilier et services aux entreprises		%	5,4	5,3	5,5	5,7	5,6	5,8
administration publique		%	6,3	5,8	6,9	6,6	6,3	7,0
éducation		%	6,0	2,5	10,5	6,4	2,6	11,2
santé et travail social		%	5,6	1,7	10,7	6,1	2,0	11,3
autres services		%	3,8	3,0	4,8	3,7	3,2	4,4
indépendants		% du total	13,9	18,0	8,7	14,5	18,7	9,0
temps partiel		% du total	5,7	2,5	9,7	5,3	2,2	9,2
CDD, intérimaires		% des salariés	7,4	6,1	8,9	8,1	7,0	9,4
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>								
salariés temps à plein temps		moyenne	43,3	44,1	42,4	43,3	44,0	42,4
salariés à temps partiel		moyenne	26,2	24,5	26,7	25,8	24,4	26,2
indépendants		moyenne	51,4	53,7	45,2	51,0	53,1	45,6
Chômage								
total (15-64)		1000	434	203	231	448	207	240
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	16,6	16,3	16,9	17,0	17,4	16,4
25-54		taux	7,4	5,8	9,3	7,8	6,0	10,0
55-64		taux	4,9	4,8	4,9	5,3	5,3	5,2
15-64		taux	8,5	7,2	10,2	8,8	7,4	10,6
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	20,7	22,6	19,4	22,6	26,1	20,1
secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	7,7	6,4	9,4	7,8	6,3	9,7
3 ^{ème} cycle		taux	3,0	2,6	3,7	3,0	2,3	4,0
longue durée		% du total	36,6	32,1	40,5	50,0	49,1	50,7

Séries chronologiques par pays

Estonie	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+4,7	-4,4	+18,1	-1,1	-1,7	+14,2
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	1436	667	770	1430	663	767
de 15 à 64 ans	1000	966	464	502	972	470	502
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	26,1	27,0	25,4	26,2	26,4	26,1
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	50,5	54,7	47,0	51,3	56,0	47,2
3 ^{ème} cycle	%	23,3	18,4	27,6	22,5	17,6	26,7
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	27,0	28,8	25,3	25,3	26,5	24,3
dépendance des personnes âgées	taux	21,7	14,8	28,0	21,8	14,8	28,4
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	70,3	76,2	64,8	70,0	75,6	64,8
dépendance effective	taux	91,2	69,1	114,5	95,9	74,3	118,6
Emploi							
total (15+)	1000	615	315	300	604	309	295
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	29,2	34,1	24,4	27,4	31,4	23,2
25-54	taux	77,3	79,4	75,2	76,8	79,5	74,2
55-64	taux	47,9	59,2	39,3	43,0	50,2	37,5
65+	taux	7,6	11,0	5,9	7,3	10,8	5,7
15-64	taux	62,0	66,3	58,0	60,6	64,3	57,1
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	11,6	13,9	9,2	10,7	12,2	9,2
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	56,9	61,0	52,5	57,4	63,7	50,8
3 ^{ème} cycle	%	31,5	25,0	38,3	31,8	24,1	39,9
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	8,8	10,9	6,7	7,0	8,7	5,2
industries extractives	%	1,4	2,4	.	1,7	2,4	(0,9)
industrie manufacturière	%	20,9	22,3	19,4	23,0	26,6	19,3
électricité, gaz et eau	%	3,0	4,1	1,8	2,1	2,9	1,3
construction	%	6,5	11,4	1,3	7,8	14,5	(0,8)
commerce et réparations	%	14,5	11,9	17,1	12,8	9,5	16,2
hôtels et restaurants	%	2,1	(0,6)	3,7	3,0	(0,9)	5,1
transport et communication	%	8,9	13,0	4,7	10,4	14,7	5,9
intermédiation financière	%	1,4	(1,1)	1,8	1,5	(1,1)	1,8
immobilier et services aux entreprises	%	6,6	7,2	6,1	6,8	6,7	6,8
administration publique	%	6,4	6,6	6,3	5,6	5,1	6,2
éducation	%	8,9	3,7	14,4	7,8	2,4	13,5
santé et travail social	%	5,7	1,6	10,0	4,8	1,2	8,6
autres services	%	4,8	3,4	6,3	5,7	3,2	8,4
indépendants	% du total	8,2	10,6	5,6	8,1	9,7	6,4
temps partiel	% du total	7,1	5,2	9,0	6,7	4,2	9,3
CDD, intérimaires	% des salariés	2,0	2,3	1,7	2,3	3,1	1,4
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne	41,3	42,2	40,4	41,2	41,9	40,5
salariés à temps partiel	moyenne	22,1	23,6	21,2	21,0	19,8	21,5
indépendants	moyenne	46,5	48,2	43,1	46,2	48,2	43,0
Chômage							
total (15-64)	1000	80	46	34	92	53	38
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	22,1	22,2	21,9	23,7	24,7	22,4
25-54	taux	11,2	12,4	10,0	12,8	13,9	11,5
55-64	taux	6,1	8,0	.	8,2	11,4	.
15-64	taux	11,8	13,1	10,5	13,5	15,0	11,8
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	20,4	21,6	18,3	25,3	26,9	23,1
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	12,6	13,7	11,3	14,7	14,8	14,6
3 ^{ème} cycle	taux	6,0	5,2	6,5	5,0	6,3	4,1
longue durée	% du total	42,2	43,2	41,0	47,3	48,2	46,0

Séries chronologiques par pays

Hongrie		unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques			PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel		%	+4,9	+3,3	-11,7	+4,5	+0,6	-5,3
		unité	1999			2000		
			tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population								
total		1000	9976	4753	5223	9927	4727	5200
de 15 à 64 ans		1000	6788	3314	3473	6760	3312	3448
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	34,2	27,7	40,1	38,5	34,0	42,7
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	54,4	61,0	48,4	50,3	54,7	46,2
3 ^{ème} cycle		%	11,4	11,3	11,5	11,2	11,3	11,1
<i>dépendance et activité</i>								
dépendance de la jeunesse		taux	25,5	26,7	24,3	25,2	26,4	24,1
dépendance des personnes âgées		taux	21,5	16,7	26,1	21,6	16,3	26,7
groupe actif de 15 à 64 ans		taux	59,6	67,5	52,0	59,9	67,6	52,5
dépendance effective		taux	117,9	85,8	157,2	116,0	84,2	154,7
Emploi								
total (15+)		1000	3785	2081	1703	3807	2092	1715
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	34,9	38,6	31,2	33,1	37,0	29,2
25-54		taux	72,2	78,8	65,8	72,8	79,0	66,7
55-64		taux	19,1	29,3	11,1	21,9	33,0	13,0
65+		taux	1,5	2,5	0,9	1,7	2,7	1,1
15-64		taux	55,4	62,4	48,8	55,9	62,7	49,4
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	14,9	12,8	17,6	17,4	16,1	19,1
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	67,3	71,3	62,4	65,5	68,4	61,9
3 ^{ème} cycle		%	17,5	15,6	19,8	17,1	15,5	19,0
<i>selon l'activité économique</i>								
agriculture et pêche		%	7,0	9,7	3,7	6,5	9,0	3,3
industries extractives		%	0,7	1,0	0,3	0,6	0,9	(0,2)
industrie manufacturière		%	24,6	26,7	22,2	24,2	25,8	22,3
électricité, gaz et eau		%	2,3	3,0	1,4	2,0	2,7	1,0
construction		%	6,7	11,3	1,1	7,0	11,7	1,2
commerce et réparations		%	13,9	11,9	16,4	14,5	12,9	16,4
hôtels et restaurants		%	3,7	3,1	4,3	3,5	2,9	4,3
transport et communication		%	8,1	10,7	4,9	8,1	10,7	4,9
intermédiation financière		%	2,1	1,3	3,2	2,2	1,4	3,2
immobilier et services aux entreprises		%	4,7	4,9	4,6	5,4	5,3	5,4
administration publique		%	6,8	6,4	7,3	7,0	6,6	7,4
éducation		%	8,3	3,5	14,1	8,2	3,3	14,2
santé et travail social		%	6,4	2,6	11,1	6,5	2,9	10,9
autres services		%	4,6	4,0	5,4	4,4	3,9	5,1
indépendants		% du total	14,9	18,8	10,2	14,6	18,7	9,6
temps partiel		% du total	3,5	2,1	5,3	3,2	1,8	5,0
CDD, intérimaires		% des salariés	6,2	6,5	5,8	6,9	7,3	6,4
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>								
salariés temps à plein		moyenne	41,3	42,1	40,5	41,3	42,2	40,4
salariés à temps partiel		moyenne	23,4	23,3	23,4	23,5	23,2	23,7
indépendants		moyenne	45,5	46,6	43,2	45,6	46,8	43,1
Chômage								
total (15-64)		1000	282	169	113	267	162	105
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	12,3	13,5	10,6	12,3	13,7	10,4
25-54		taux	6,2	6,7	5,7	5,9	6,3	5,3
55-64		taux	2,7	3,3	.	3,1	3,8	.
15-64		taux	7,0	7,5	6,2	6,6	7,2	5,8
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	13,7	16,2	11,4	11,5	13,3	9,6
secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	6,7	7,0	6,3	6,4	6,9	5,9
3 ^{ème} cycle		taux	1,2	1,5	(1,0)	1,4	1,6	(1,3)
longue durée		% du total	47,9	48,7	46,8	47,9	50,6	43,6

Séries chronologiques par pays

Lituanie		1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+5,1	+1,9	-28,5	-4,2	-5,5	+52,9
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	3669	1373	1585	3698	1744	1954
de 15 à 64 ans	1000	2435	1183	1251	2472	1198	1274
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	36,3	36,1	36,4	31,3	28,7	33,5
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	32,0	34,6	29,8	36,8	42,0	32,3
3 ^{ème} cycle	%	31,7	29,3	33,8	31,9	29,3	34,2
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	30,9	0,0	0,0	29,6	31,2	28,0
dépendance des personnes âgées	taux	19,8	14,1	25,2	20,0	14,3	25,4
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	72,6	77,7	67,7	71,5	75,5	67,6
dépendance effective	taux	80,8	65,2	102,6	94,6	80,8	108,2
Emploi							
total (15+)	1000	1613	831	782	1525	757	767
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	33,8	38,3	29,2	26,7	30,2	23,2
25-54	taux	81,5	82,4	80,7	76,0	75,1	76,8
55-64	taux	42,6	56,7	31,8	42,2	52,2	34,5
65+	taux	6,2	9,7	4,3	7,8	9,7	6,8
15-64	taux	65,0	68,9	61,4	60,1	61,8	58,5
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	17,8	21,7	13,7	11,4	13,3	9,6
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	37,4	39,7	34,9	42,6	46,8	38,5
3 ^{ème} cycle	%	44,8	38,6	51,4	45,9	39,9	51,8
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	21,4	25,3	17,3	18,4	22,3	14,6
industries extractives	%	.	.	.	0,3	.	.
industrie manufacturière	%	17,5	16,6	18,4	18,6	19,3	17,9
électricité, gaz et eau	%	2,3	3,2	1,3	2,6	3,3	1,9
construction	%	6,5	11,5	1,3	5,9	10,8	1,0
commerce et réparations	%	13,8	14,1	13,5	13,7	12,6	14,9
hôtels et restaurants	%	1,7	0,7	2,8	1,8	1,1	2,5
transport et communication	%	6,5	8,5	4,3	6,8	9,2	4,5
intermédiation financière	%	1,0	0,8	1,2	1,0	0,9	1,2
immobilier et services aux entreprises	%	3,1	3,2	2,9	2,8	3,1	2,5
administration publique	%	5,2	6,1	4,2	5,4	6,4	4,4
éducation	%	10,2	4,7	16,0	12,1	5,4	18,6
santé et travail social	%	6,5	2,0	11,2	6,6	1,7	11,5
autres services	%	4,2	3,1	5,3	3,9	3,7	4,0
indépendants	% du total	17,0	20,3	13,4	15,9	19,2	12,7
temps partiel	% du total	0,0	0,0	0,0	8,6	7,6	9,6
CDD, intérimaires	% des salariés	5,3	7,3	3,4	3,8	5,1	2,7
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne	39,2	40,2	38,2	39,7	40,4	39,2
salariés à temps partiel	moyenne				23,4	23,5	23,3
indépendants	moyenne	40,0	41,0	38,3	39,9	40,6	38,9
Chômage							
total (15-64)	1000	183	104	79	280	164	116
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	21,3	22,7	19,3	27,5	27,6	27,4
25-54	taux	9,4	10,0	8,9	15,1	17,5	12,8
55-64	taux	4,0	6,4	.	9,2	12,4	.
15-64	taux	10,4	11,4	9,3	15,9	18,2	13,5
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	15,3	16,9	12,5	22,5	25,5	18,0
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	11,8	12,6	10,9	19,9	21,2	18,1
3 ^{ème} cycle	taux	6,6	6,0	7,0	9,0	10,4	8,0
longue durée	% du total	38,8	40,9	35,9	52,4	55,9	47,3

Séries chronologiques par pays

Lettonie		unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques			PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel		%	+3,9	-0,6	-9,0	+1,1	-2,2	+2,4
		unité	1999			2000		
			tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population								
total		1000	2440	1128	1312	2424	1123	1301
de 15 à 64 ans		1000	1627	783	843	1636	788	848
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	29,7	28,8	30,4	30,6	29,7	31,4
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	56,2	58,1	54,6	55,3	56,6	54,1
3 ^{ème} cycle		%	14,2	13,1	15,1	14,1	13,6	14,5
<i>dépendance et activité</i>								
dépendance de la jeunesse		taux	27,7	29,1	26,4	26,4	28,1	24,8
dépendance des personnes âgées		taux	22,3	14,9	29,2	21,7	14,4	28,5
groupe actif de 15 à 64 ans		taux	69,1	76,2	62,6	68,0	73,6	62,8
dépendance effective		taux	99,3	71,0	130,9	104,1	79,3	130,5
Emploi								
total (15+)		1000	998	526	472	976	503	473
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	33,2	37,6	28,7	30,4	35,2	25,6
25-54		taux	74,8	78,7	71,2	74,2	75,4	73,0
55-64		taux	36,6	50,3	26,4	35,4	48,3	25,9
65+		taux	8,3	12,2	6,4	6,6	10,2	5,0
15-64		taux	59,5	65,4	54,1	58,2	62,3	54,3
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	13,4	16,0	10,6	12,7	14,9	10,3
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	66,2	67,3	65,0	66,3	66,9	65,7
3 ^{ème} cycle		%	20,3	16,7	24,3	21,0	18,2	24,0
<i>selon l'activité économique</i>								
agriculture et pêche		%	17,2	19,1	15,1	14,4	16,0	12,8
industries extractives		%	.	.	.	.	.	.
industrie manufacturière		%	17,4	19,8	14,7	18,5	20,5	16,4
électricité, gaz et eau		%	2,2	3,0	1,3	2,1	2,8	1,3
construction		%	6,1	10,1	1,6	6,0	10,8	(0,9)
commerce et réparations		%	14,4	12,4	16,5	15,3	12,7	18,1
hôtels et restaurants		%	2,1	0,9	3,4	2,3	1,2	3,5
transport et communication		%	8,5	11,4	5,4	8,5	11,5	5,3
intermédiation financière		%	1,3	(0,8)	1,9	1,2	1,0	1,5
immobilier et services aux entreprises		%	4,0	4,0	3,9	4,9	5,0	4,7
administration publique		%	7,5	8,0	6,9	7,8	8,7	6,7
éducation		%	8,8	3,6	14,5	9,0	4,0	14,4
santé et travail social		%	5,5	2,4	9,0	5,0	1,2	9,1
autres services		%	5,0	4,3	5,9	4,7	4,3	5,1
indépendants		% du total	11,1	12,9	9,2	10,5	12,5	8,4
temps partiel		% du total	11,9	10,9	12,9	10,7	9,5	12,1
CDD, intérimaires		% des salariés	7,5	10,1	4,6	6,7	8,8	4,6
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>								
salariés temps à plein		moyenne	43,0	44,1	41,8	43,0	43,8	42,3
salariés à temps partiel		moyenne	23,5	25,8	22,0	22,7	25,0	21,2
indépendants		moyenne	46,5	48,4	43,9	45,6	47,4	42,8
Chômage								
total (15-64)		1000	157	85	72	160	89	72
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	23,4	26,1	19,5	21,2	21,1	21,3
25-54		taux	13,1	13,0	13,3	14,0	15,0	13,0
55-64		taux	8,2	7,1	9,8	9,4	10,5	7,9
15-64		taux	13,9	14,2	13,6	14,4	15,3	13,5
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	17,5	18,9	15,1	21,2	23,7	17,1
secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	15,0	14,3	15,7	14,7	14,8	14,6
3 ^{ème} cycle		taux	6,3	7,6	5,3	7,1	7,0	7,2
longue durée		% du total	53,0	52,0	54,1	55,9	56,2	55,5

Séries chronologiques par pays

Pologne							
	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+4,8	-2,8	+18,9	+4,0	-2,8	+35,0
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	37997	18372	19625	38093	18426	19667
de 15 à 64 ans	1000	25252	12457	12795	25652	12670	12982
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	35,2	32,0	38,1	33,1	29,7	36,2
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	56,4	59,5	53,5	58,3	62,1	54,9
3 ^{ème} cycle	%	8,4	8,5	8,4	8,6	8,2	8,9
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	31,1	32,3	29,9	29,5	30,6	28,4
dépendance des personnes âgées	taux	19,3	15,1	23,4	19,0	14,8	23,1
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	65,8	72,1	59,6	66,1	71,8	60,5
dépendance effective	taux	101,7	75,7	133,1	110,3	82,5	144,3
Emploi							
total (15+)	1000	14940	8164	6776	14518	7975	6543
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	24,3	27,2	21,5	24,1	26,4	21,9
25-54	taux	73,7	79,8	67,6	71,0	77,5	64,5
55-64	taux	32,5	41,8	24,5	29,0	37,4	21,8
65+	taux	8,5	12,7	6,0	7,6	12,0	4,9
15-64	taux	57,5	63,6	51,6	55,1	61,2	49,3
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	16,5	16,7	16,2	14,8	14,9	14,8
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	70,1	71,4	68,7	71,3	73,5	68,6
3 ^{ème} cycle	%	13,4	11,9	15,1	13,9	11,6	16,6
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%				18,7	18,9	18,4
industries extractives	%				2,1	3,2	0,7
industrie manufacturière	%				19,8	22,9	15,9
électricité, gaz et eau	%				1,8	2,7	0,7
construction	%				7,4	12,3	1,5
commerce et réparations	%				14,0	12,0	16,5
hôtels et restaurants	%				1,7	0,9	2,6
transport et communication	%				6,2	8,4	3,5
intermédiation financière	%				2,5	1,4	3,9
immobilier et services aux entreprises	%				3,5	3,6	3,4
administration publique	%				5,3	5,3	5,4
éducation	%				6,9	3,0	11,6
santé et travail social	%				6,5	2,1	11,8
autres services	%				3,6	3,2	4,1
indépendants	% du total	22,8	26,1	19,0	22,5	25,9	18,4
temps partiel	% du total	9,6	7,4	12,2	10,6	8,4	13,2
CDD, intérimaires	% des salariés	4,8	5,1	4,5	5,8	6,6	4,8
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne						
salariés à temps partiel	moyenne						
indépendants	moyenne						
Chômage							
total (15-64)	1000	2085	1060	1025	2815	1351	1463
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	29,6	27,9	31,6	35,7	34,3	37,2
25-54	taux	10,6	9,9	11,6	14,2	12,3	16,3
55-64	taux	7,3	8,5	5,6	9,7	9,1	10,6
15-64	taux	12,6	11,8	13,4	16,6	14,8	18,6
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	17,0	17,6	16,4	21,5	20,9	22,1
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	12,7	11,4	14,3	17,0	14,6	20,0
3 ^{ème} cycle	taux	3,2	2,9	3,5	5,5	5,0	5,9
longue durée	% du total	41,6	36,5	46,8	44,6	40,2	48,6

Séries chronologiques par pays

Roumanie	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	-5,4	-1,8	+10,4	-3,2	-1,1	+11,3
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	22358	10870	11487	22338	10863	11475
de 15 à 64 ans	1000	15190	7477	7713	15213	7499	7714
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	43,6	37,8	49,0	43,2	37,2	48,8
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	49,8	54,4	45,5	49,9	54,8	45,4
3 ^{ème} cycle	%	6,6	7,8	5,5	6,9	8,0	5,8
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	28,1	29,1	27,0	27,3	28,4	26,3
dépendance des personnes âgées	taux	19,1	16,2	21,9	19,5	16,5	22,4
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	69,8	76,1	63,7	69,6	75,7	63,6
dépendance effective	taux	64,2	49,7	80,4	66,8	51,9	83,5
Emploi							
total (15+)	1000	11022	5808	5214	10898	5750	5148
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	35,3	38,8	31,9	34,0	36,9	31,1
25-54	taux	79,6	85,2	74,1	78,6	84,6	72,7
55-64	taux	52,9	59,4	47,3	52,0	57,4	47,3
65+	taux	39,7	45,0	35,8	38,2	43,5	34,4
15-64	taux	65,0	70,4	59,7	64,2	69,5	59,0
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	37,1	32,2	42,6	36,8	32,0	42,3
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	54,5	58,8	49,7	54,4	58,8	49,6
3 ^{ème} cycle	%	8,4	9,0	7,7	8,7	9,2	8,1
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	44,0	40,8	47,6	45,2	42,8	47,9
industries extractives	%	1,7	2,8	0,5	1,6	2,6	0,5
industrie manufacturière	%	19,6	20,6	18,5	18,6	19,2	18,0
électricité, gaz et eau	%	2,1	3,2	0,8	1,8	2,7	0,9
construction	%	3,6	6,1	0,9	3,7	6,1	1,0
commerce et réparations	%	8,3	6,9	9,8	8,3	6,9	9,9
hôtels et restaurants	%	1,1	0,7	1,5	1,1	0,8	1,4
transport et communication	%	4,4	6,2	2,4	4,5	6,5	2,2
intermédiation financière	%	0,8	0,4	1,2	0,9	0,5	1,3
immobilier et services aux entreprises	%	1,4	1,3	1,5	1,2	1,3	1,1
administration publique	%	3,7	5,0	2,4	3,9	5,1	2,7
éducation	%	4,0	2,3	5,9	4,0	2,1	6,1
santé et travail social	%	3,1	1,3	5,0	2,9	1,1	5,0
autres services	%	2,2	2,3	2,1	2,2	2,3	2,1
indépendants	% du total	23,8	30,1	16,8	25,4	32,6	17,4
temps partiel	% du total	16,5	14,0	19,2	16,4	14,3	18,6
CDD, intérimaires	% des salariés	3,1	3,0	3,2	2,9	3,0	2,9
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne	41,1	41,3	40,9	41,4	41,6	41,1
salariés à temps partiel	moyenne	34,0	37,9	29,6	32,4	33,5	31,7
indépendants	moyenne	41,3	43,1	37,2	40,4	41,8	37,3
Chômage							
total (15-64)	1000	733	428	305	816	466	351
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	17,3	18,8	15,5	17,8	19,3	15,9
25-54	taux	5,8	6,2	5,5	6,9	7,1	6,7
55-64	taux	0,9	1,5	0,3	1,1	1,7	0,4
15-64	taux	6,9	7,5	6,2	7,7	8,2	7,1
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	3,6	4,8	2,5	3,9	4,9	3,1
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	8,5	8,6	8,3	9,4	9,4	9,5
3 ^{ème} cycle	taux	2,7	2,5	3,0	3,6	4,0	3,1
longue durée	% du total	45,2	41,8	50,0	49,2	50,2	48,0

Séries chronologiques par pays

Slovénie		unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques			PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel		%	+3,8	-2,0	-6,4	+5,0	+0,6	-5,4
		unité	1999			2000		
			tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population								
total		1000	1980	964	1015	1988	971	1018
de 15 à 64 ans		1000	1379	698	681	1393	704	689
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	35,4	28,8	41,5	33,9	27,8	39,7
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	53,1	59,9	46,6	53,9	60,2	48,1
3 ^{ème} cycle		%	11,6	11,3	11,9	12,1	12,0	12,2
<i>dépendance et activité</i>								
dépendance de la jeunesse		taux	23,4	23,8	23,1	22,7	23,0	22,4
dépendance des personnes âgées		taux	20,1	14,3	26,0	20,0	14,9	25,3
groupe actif de 15 à 64 ans		taux	67,6	72,2	63,0	67,4	71,7	63,1
dépendance effective		taux	86,4	66,3	110,1	87,1	68,1	109,3
Emploi								
total (15+)		1000	889	480	409	894	481	413
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	32,9	34,7	31,2	31,2	34,7	27,4
25-54		taux	82,2	85,6	78,6	82,6	85,5	79,6
55-64		taux	23,4	32,2	14,9	22,3	31,0	14,3
65+		taux	9,4	13,3	7,3	7,4	10,8	5,4
15-64		taux	62,5	66,8	58,1	62,7	66,7	58,5
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		%	21,0	18,8	23,5	19,9	18,0	22,2
secondaire 2 ^{ème} cycle		%	62,5	67,0	57,1	62,8	67,4	57,4
3 ^{ème} cycle		%	16,6	14,2	19,3	17,3	14,6	20,4
<i>selon l'activité économique</i>								
agriculture et pêche		%	10,8	10,7	11,0	9,6	9,5	9,7
industries extractives		%	0,7	1,3	.	0,8	1,4	(0,3)
industrie manufacturière		%	31,1	35,2	26,4	30,3	33,5	26,5
électricité, gaz et eau		%	0,9	1,3	(0,4)	1,1	1,7	(0,5)
construction		%	5,1	8,6	1,0	5,4	9,0	1,2
commerce et réparations		%	12,3	11,2	13,6	13,4	11,9	15,1
hôtels et restaurants		%	3,8	3,0	4,7	3,8	3,0	4,8
transport et communication		%	6,0	8,8	2,8	6,7	9,7	3,3
intermédiation financière		%	2,3	1,1	3,7	2,4	1,5	3,6
immobilier et services aux entreprises		%	5,5	5,2	5,9	4,8	5,1	4,5
administration publique		%	5,5	5,3	5,8	6,0	5,5	6,4
éducation		%	6,7	2,9	11,2	6,4	2,6	10,9
santé et travail social		%	5,1	1,9	8,8	5,2	2,0	9,0
autres services		%	4,1	3,5	4,8	3,9	3,6	4,3
indépendants		% du total	12,6	16,6	8,0	11,2	15,3	6,5
temps partiel		% du total	6,6	5,6	7,8	6,1	4,7	7,7
CDD, intérimaires		% des salariés	10,8	10,0	11,7	12,9	12,4	13,5
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>								
salariés temps à plein		moyenne	41,5	42,0	40,9	41,4	41,8	41,0
salariés à temps partiel		moyenne	17,8	17,0	18,4	19,3	18,4	19,9
indépendants		moyenne	50,4	51,1	48,6	49,8	50,5	48,0
Chômage								
total (15-64)		1000	70	37	33	66	35	31
<i>selon les tranches d'âge</i>								
15-24		taux	18,5	17,2	19,8	16,4	14,8	18,5
25-54		taux	6,1	6,1	6,0	5,8	5,7	6,0
55-64		taux	(3,7)	(4,8)	.	(6,1)	(7,6)	.
15-64		taux	7,5	7,4	7,7	7,1	6,9	7,2
<i>selon l'éducation</i>								
< secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	9,9	10,5	9,3	10,6	11,4	9,8
secondaire 2 ^{ème} cycle		taux	7,5	7,1	8,2	6,9	6,6	7,4
3 ^{ème} cycle		taux	3,0	(3,2)	(2,9)	(2,2)	.	(2,9)
longue durée		% du total	41,8	45,2	38,0	62,7	64,9	60,3

Séries chronologiques par pays

Slovaquie	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+4,1	-3,3	+31,8	+1,9	-2,1	+21,4
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	5369	2599	2770	5377	2604	2773
de 15 à 64 ans	1000	3657	1802	1855	3692	1821	1871
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	30,1	23,6	36,1	28,8	22,6	34,5
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	62,5	67,9	57,6	63,5	68,8	58,7
3 ^{ème} cycle	%	7,3	8,5	6,3	7,6	8,5	6,8
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	30,1	31,3	29,0	29,0	30,0	27,9
dépendance des personnes âgées	taux	16,7	13,0	20,3	16,7	12,9	20,3
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	69,0	76,3	62,0	69,5	76,5	62,8
dépendance effective	taux	100,5	75,6	130,2	106,8	82,8	135,0
Emploi							
total (15+)	1000	2128	1159	969	2083	1125	958
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	31,1	33,1	29,1	28,3	28,7	27,9
25-54	taux	75,9	81,3	70,5	74,2	79,1	69,3
55-64	taux	22,2	36,4	10,6	21,5	35,2	10,2
65+	taux	1,2	2,2	.	0,8	1,6	.
15-64	taux	58,0	64,0	52,1	56,3	61,6	51,1
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	8,2	6,3	10,4	6,9	5,0	9,2
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	80,0	81,8	77,9	80,7	82,8	78,3
3 ^{ème} cycle	%	11,8	11,9	11,6	12,4	12,3	12,5
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	7,2	9,3	4,8	6,9	9,2	4,3
industries extractives	%	1,4	2,3	0,4	1,2	2,0	0,3
industrie manufacturière	%	25,7	28,0	22,9	25,8	28,3	22,9
électricité, gaz et eau	%	2,4	3,6	0,9	2,2	3,5	0,8
construction	%	9,0	14,9	1,9	8,0	13,5	1,5
commerce et réparations	%	12,4	8,8	16,6	12,5	9,5	15,9
hôtels et restaurants	%	3,1	2,1	4,3	3,0	2,1	4,1
transport et communication	%	7,8	10,1	4,9	8,2	10,5	5,6
intermédiation financière	%	1,7	0,9	2,8	1,8	1,1	2,5
immobilier et services aux entreprises	%	3,7	4,1	3,1	4,1	4,6	3,6
administration publique	%	7,1	7,1	7,0	7,7	7,0	8,5
éducation	%	7,8	3,1	13,5	7,8	3,2	13,2
santé et travail social	%	7,3	2,5	13,0	7,0	2,4	12,5
autres services	%	3,5	3,2	3,9	3,7	3,2	4,3
indépendants	% du total	7,4	10,1	4,2	7,8	10,9	4,1
temps partiel	% du total	1,9	1,0	3,0	1,7	0,9	2,8
CDD, intérimaires	% des salariés	3,7	3,8	3,7	4,0	3,8	4,3
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne	42,2	42,7	41,7	42,2	42,7	41,7
salariés à temps partiel	moyenne	24,8	25,8	24,4	24,1	24,2	24,0
indépendants	moyenne	50,9	52,0	48,0	50,7	51,3	48,8
Chômage							
total (15-64)	1000	403	220	183	490	271	219
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	32,0	33,1	30,8	36,9	40,0	33,3
25-54	taux	13,0	12,8	13,1	15,9	15,8	16,0
55-64	taux	10,3	11,7	.	12,7	14,2	.
15-64	taux	16,0	16,0	15,9	19,1	19,5	18,6
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	34,1	39,4	29,7	40,4	48,7	33,6
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	15,1	15,0	15,2	18,4	18,4	18,4
3 ^{ème} cycle	taux	4,1	4,0	4,3	5,3	6,1	4,3
longue durée	% du total	47,6	44,3	51,5	54,7	54,5	54,8

Séries chronologiques par pays

Albanie	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+8,0	-1,8	+2,1	+8,0	+0,3	-10,4
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	3373	1662	1711	3401	1677	1724
de 15 à 64 ans	1000	2083	1013	1070	2116	1029	1087
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%						
secondaire 2 ^{ème} cycle	%						
3 ^{ème} cycle	%						
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	52,5	55,7	49,4	51,7	54,9	48,7
dépendance des personnes âgées	taux	9,5	8,4	10,5	9,0	8,0	9,9
groupe actif de 15 à 64 ans	taux						
dépendance effective	taux						
Emploi							
total (15+)	1000	1065	661	404	1068	641	427
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux						
25-54	taux						
55-64	taux						
65+	taux						
15-64	taux						
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	20,8			20,8		
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	51,0			51,0		
3 ^{ème} cycle	%	28,2			28,2		
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	72,2			71,9		
industries extractives	%	1,5			0,9		
industrie manufacturière	%	5,0			3,2		
électricité, gaz et eau	%	1,2			1,4		
construction	%	1,1			1,2		
commerce et réparations	%	2,7			4,5		
hôtels et restaurants	%	1,3			1,8		
transport et communication	%	3,0			2,4		
intermédiation financière	%						
immobilier et services aux entreprises	%						
administration publique	%						
éducation	%	4,5			4,4		
santé et travail social	%	2,4			2,1		
autres services	%	5,2			6,2		
indépendants	% du total						
temps partiel	% du total						
CDD, intérimaires	% des salariés						
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne						
salariés à temps partiel	moyenne						
indépendants	moyenne						
Chômage							
total (15-64)	1000	240	130	110	215	113	102
<i>selon les tranches d'âge</i>							
moins de 35 ans	taux	58,5	54,6	63,1	57,8	57,9	57,8
35 ans et plus	taux	41,5	45,4	36,9	42,1	42,1	42,1
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	47,9			48,7		
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	49,2			48,7		
3 ^{ème} cycle	taux	2,9			2,7		
longue durée	% du total	90,2	89,4	91,3	89,7	88,8	90,8

Séries chronologiques par pays

ARYM	unité	1999			2000		
Indicateurs macroéconomiques		PIB (1998)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs	PIB (1999)	Pers. ayant un emploi	Chômeurs
Changement annuel	%	+2,9			+2,7	+0,8	+0,1
	unité	1999			2000		
		tous	hommes	femmes	tous	hommes	femmes
Population							
total	1000	2022	1011	1010	2026	1014	1012
de 15 à 64 ans	1000	1337	674	663	1347	674	673
<i>de 15 ans et + selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	52,1	46,2	57,9	52,4	45,6	59,1
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	37,3	42,7	32,0	38,0	43,7	32,4
3 ^{ème} cycle	%	9,6	10,9	8,2	9,6	10,7	8,5
<i>dépendance et activité</i>							
dépendance de la jeunesse	taux	33,3	34,2	32,4			
dépendance des personnes âgées	taux	14,6	13,0	16,2			
groupe actif de 15 à 64 ans	taux	59,7	72,8	46,5	59,7	71,7	47,7
dépendance effective	taux	178,5	124,2	267,0	179,0	123,5	268,7
Emploi							
total (15+)	1000	545	338	207	550	340	210
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	14,4	16,8	11,9	15,1	18,3	11,8
25-54	taux	53,6	64,3	42,6	53,2	64,2	42,1
55-64	taux	26,3	40,3	12,6	26,2	39,4	14,0
65+	taux	4,1	6,5	2,1	3,7	5,4	2,3
15-64	taux	40,2	49,4	30,9	40,3	49,7	30,9
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	%	33,1	34,8	30,2	33,0	33,8	31,8
secondaire 2 ^{ème} cycle	%	48,4	48,7	48,0	49,7	50,8	47,9
3 ^{ème} cycle	%	17,7	16,0	20,3	17,2	15,4	20,2
<i>selon l'activité économique</i>							
agriculture et pêche	%	21,0	22,2	19,0	21,8	21,9	21,7
industries extractives	%		fabrication incl.			fabrication incl.	
industrie manufacturière	%	27,5	26,1	29,6	27,0	25,7	29,1
électricité, gaz et eau	%	0,5	0,8	0,1	0,5	0,8	0,1
construction	%	5,7	8,3	1,5	6,5	9,4	1,7
commerce et réparations	%	12,9	12,8	13,1	12,2	12,2	12,2
hôtels et restaurants	%	2,6	2,7	2,5	2,9	2,9	2,8
transport et communication	%	5,0	6,6	2,5	5,0	6,6	2,4
intermédiation financière	%	3,1	2,6	3,9	2,9	2,6	3,3
immobilier et services aux entreprises	%	1,7	2,5	0,5	1,9	2,4	1,1
administration publique	%	5,9	5,9	5,7	5,9	6,6	4,8
éducation	%	7,4	6,2	9,2	7,3	5,6	10,1
santé et travail social	%	5,7	2,6	10,6	5,8	2,8	10,6
autres services	%	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2
indépendants	% du total	15,2	20,9	6,1	14,8	19,1	7,8
temps partiel	% du total	4,4	3,6	5,7	7,2	6,5	8,3
CDD, intérimaires	% du total	9,1	9,2	9,0	10,3	11,1	9,0
<i>heures hebdomadaires habituelles</i>							
salariés temps à plein	moyenne						
salariés à temps partiel	moyenne						
indépendants	moyenne						
Chômage							
total (15-64)	1000	261	158	103	262	149	113
<i>selon les tranches d'âge</i>							
15-24	taux	62,9	63,6	61,8	59,9	58,1	62,4
25-54	taux	28,3	27,9	29,0	28,6	26,9	31,2
55-64	taux	13,5	14,3	11,0	16,3	17,9	11,9
15-64	taux	32,7	32,2	33,5	32,5	30,7	35,1
<i>selon l'éducation</i>							
< secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	37,5	38,2	36,3	37,6	37,7	37,3
secondaire 2 ^{ème} cycle	taux	33,3	31,5	36,1	32,6	28,8	38,1
3 ^{ème} cycle	taux	16,4	14,1	19,1	17,8	15,7	20,2
longue durée	% du total	83,8	82,9	85,2	83,3	83,2	83,6

Séries chronologiques par région

Pays Région	Année	Population		Emploi						
		total (1000)	15-64 (1000)	total (1000)	tous 15-64 (taux)	hommes 15-64 (taux)	femmes 15-64 (taux)	dans l'agricul- ture (%)	dans l'industrie (%)	dans les services (%)
Bulgarie	2000	8136	5502	2872	51,5	56,1	47,2	13,2	32,8	54,0
Nord-Est	2000	1336	916	449	48,1	53,7	42,8	19,3	27,7	53,1
Nord-Centre	2000	1219	813	417	50,0	54,8	45,4	15,0	37,6	47,4
Nord-Ouest	2000	581	367	154	41,6	43,2	40,1	8,7	33,9	57,4
Sud-Est	2000	820	554	257	45,6	50,7	40,6	12,6	29,3	58,0
Sud-Centre	2000	2051	1385	736	52,7	57,6	48,0	19,0	36,4	44,6
Sud-Ouest	2000	2129	1468	859	58,1	62,2	54,3	5,2	31,0	63,7
République tchèque	2000	10222	7111	4675	64,9	73,1	56,8	5,2	39,9	54,8
Prague	2000	1180	823	607	71,4	77,3	65,9	0,7	21,7	77,7
Stredni Cechy	2000	1107	767	515	66,5	76,0	57,0	5,6	41,2	53,2
Jihozapad	2000	1172	815	560	68,1	77,0	59,1	7,5	42,3	50,2
Severozapad	2000	1124	793	484	60,4	68,9	52,0	3,6	41,2	55,2
Severovýchod	2000	1481	1022	689	66,4	74,4	58,5	6,2	43,5	50,3
Jihovýchod	2000	1652	1141	757	65,7	74,1	57,4	7,8	41,0	51,2
Stredni Morava	2000	1233	856	538	62,5	72,1	53,1	5,8	45,6	48,6
Ostravsko	2000	1275	894	525	58,4	65,5	51,3	3,5	44,2	52,3
Estonie	2000	1430	972	604	60,6	64,3	57,1	7,0	34,7	58,3
Hongrie	2000	9927	6760	3807	55,9	62,7	49,4	6,5	33,8	59,8
Közep-Magyarország	2000	2807	1941	1180	60,2	66,8	54,2	1,5	27,0	71,4
Közep-Dunantul	2000	1097	761	449	58,8	65,8	51,9	6,4	42,7	50,9
Nyugat-Dunantul	2000	972	667	423	63,1	70,4	56,0	6,1	41,5	52,4
Del-Dunantul	2000	964	655	349	53,1	59,6	46,9	10,0	32,4	57,6
Eszak-Magyarország	2000	1256	841	417	49,2	55,3	43,3	5,3	38,3	56,4
Eszak-Alföld	2000	1506	1009	491	48,4	55,1	41,8	8,6	34,9	56,5
Del-Alföld	2000	1326	886	497	55,7	63,6	48,1	14,9	31,2	53,9
Lituanie	2000	3698	2472	1525	60,1	61,8	58,5	18,4	27,4	54,2
Lettonie	2000	2424	1636	976	58,2	62,3	54,3	14,4	26,8	58,7
Pologne	2000	37955	25652	14518	55,1	61,2	49,3	18,7	31,1	50,3
Dolnoslaskie	2000	2792	1903	972	50,7	56,0	45,4	10,1	33,0	56,9
Kujawsko-Pomorskie	2000	2140	1481	785	52,5	59,2	46,1	17,6	31,8	50,6
Lubelskie	2000	2387	1570	997	60,2	64,0	56,5	40,2	20,0	39,8
Lubuskie	2000	1035	716	359	49,6	55,4	43,8	9,9	35,8	54,3
Lodzkie	2000	2957	2092	1202	56,0	61,1	51,4	14,7	30,6	54,6
Malopolskie	2000	3320	2221	1350	59,0	64,4	53,7	21,2	30,4	48,4
Mazowieckie	2000	5011	3315	2109	61,2	67,0	55,5	19,4	25,2	55,5
Opolskie	2000	1069	729	418	55,9	65,1	46,9	21,8	35,2	43,0
Podkarpackie	2000	2082	1356	808	56,3	59,9	52,7	29,1	28,2	42,7
Podlaskie	2000	1155	743	452	58,4	65,4	51,3	33,4	23,2	43,4
Pomorskie	2000	1918	1262	672	53,0	61,6	44,9	10,3	30,7	59,0
Slaskie	2000	3999	2682	1324	48,7	55,6	41,8	4,3	47,7	48,0
Swietokrzyskie	2000	1381	941	527	53,4	58,8	47,9	30,3	26,8	42,9
Warminsko-Mazurskie	2000	1517	1041	529	50,5	56,3	44,8	12,5	30,7	56,8
Wielkopolskie	2000	3561	2493	1434	56,7	63,8	49,8	20,6	34,6	44,8
Zachodniopomorskie	2000	1632	1107	578	51,7	58,6	45,0	7,0	31,8	61,2
Roumanie	2000	22338	15213	10898	64,2	69,5	59,0	45,2	25,8	29,0
Nord-Est	2000	3817	2524	1975	67,2	70,5	63,8	58,5	19,2	22,2
Sud-Est	2000	2929	2005	1377	61,9	68,0	56,0	48,2	21,3	30,5
Sud	2000	3462	2319	1781	66,9	73,8	60,1	51,0	25,1	23,9
Sud-Ouest	2000	2403	1610	1324	70,0	73,2	66,9	61,3	20,0	18,7
Ouest	2000	2022	1398	936	61,6	67,1	56,4	40,1	26,8	33,1
Nord-Ouest	2000	2834	1939	1343	63,2	68,2	58,3	42,1	27,4	30,5
Centre	2000	2633	1821	1188	61,1	66,3	55,9	32,5	37,4	30,1
Bucarest	2000	2238	1599	973	59,5	67,1	52,8	6,1	37,3	56,5
Slovénie	2000	1988	1393	894	62,7	66,7	58,5	9,6	37,7	52,7
Slovaquie	2000	5377	3692	2083	56,3	61,6	51,1	6,9	37,3	55,8
Bratislavsky kraj	2000	615	439	311	70,2	75,3	65,5	2,5	22,4	75,1
Zapadne Slovensko	2000	1869	1297	731	56,3	62,1	50,7	8,9	40,4	50,6
Stredne Slovensko	2000	1350	921	505	54,7	61,8	47,8	6,5	41,1	52,4
Vychodne Slovensko	2000	1544	1035	536	51,7	55,1	48,4	7,2	37,8	55,0

Séries chronologiques par région

Emploi			Chômage						Année	Pays Région
indé- pendants (% du total)	CDD, intérimaires (% des salariés)	temps partiel (% du total)	total (1000)	tous 15-64 (taux)	hommes 15-64 (taux)	femmes 15-64 (taux)	chômage de la jeunesse 15-24 (taux)	chômage longue durée (% du total)		
14,6			556,0	16,4	16,8	15,9	33,3	58,7	2000	Bulgarie
18,6			125,7	22,2	22,1	22,3	42,2	56,0	2000	Nord-Est
16,6			83,6	17,1	17,5	16,5	32,3	62,0	2000	Nord-Centre
9,6			59,4	28,0	29,9	25,8	51,7	77,4	2000	Nord-Ouest
13,6			70,1	21,7	21,2	22,3	43,3	60,3	2000	Sud-Est
16,7			109,7	13,1	13,3	12,8	28,2	54,9	2000	Sud-Centre
10,9			107,5	11,1	11,7	10,5	23,3	51,8	2000	Sud-Ouest
14,5	8,1	5,3	447,5	8,8	7,4	10,6	17,0	49,1	2000	République tchèque
20,0	6,5	6,1	25,0	4,1	3,7	4,5	11,3	29,4	2000	Prague
15,5	6,0	5,1	42,0	7,6	5,5	10,3	11,6	51,3	2000	Stredni Cechy
14,3	7,5	5,6	35,8	6,1	4,8	7,7	10,8	41,4	2000	Jihozapad
12,5	9,1	3,8	84,9	15,1	13,8	16,6	25,6	56,8	2000	Severozapad
14,7	10,3	6,1	50,3	6,9	5,5	8,6	14,3	41,6	2000	Severovýchod
13,8	7,9	5,2	58,0	7,2	5,8	8,9	12,7	46,9	2000	Jihovýchod
13,2	8,7	5,6	65,2	10,9	8,7	13,6	20,0	47,6	2000	Stredni Morava
10,8	8,8	4,4	86,4	14,2	12,4	16,4	30,5	56,5	2000	Ostravsko
8,1	2,3	6,7	91,7	13,5	15,0	11,8	23,7	47,4	2000	Estonie
14,6	6,9	3,2	266,9	6,6	7,2	5,8	12,3	47,8	2000	Hongrie
15,1	4,9	3,4	67,9	5,5	5,9	5,1	11,6	49,4	2000	Közep-Magyarország
13,3	5,7	2,9	24,5	5,2	5,3	5,1	8,0	42,0	2000	Közep-Dunantul
12,9	5,7	2,5	19,3	4,4	4,1	4,8	8,4	44,8	2000	Nyugat-Dunantul
16,4	9,5	3,9	29,8	7,9	9,2	6,2	12,4	46,1	2000	Del-Dunantul
12,6	10,1	3,6	46,1	10,0	11,8	7,8	20,2	53,3	2000	Eszak-Magyarország
12,3	8,1	3,4	52,9	9,8	10,6	8,6	16,7	48,7	2000	Eszak-Alföld
18,8	8,2	3,0	26,4	5,1	5,6	4,4	8,0	41,9	2000	Del-Alföld
15,9	3,7	8,6	280,5	15,9	18,2	13,5	27,5	52,4	2000	Lituanie
10,5	6,7	10,7	160,2	14,4	15,3	13,5	21,2	55,8	2000	Lettonie
22,5	5,8	10,6	2814,5	16,6	14,8	18,6	35,7	44,7	2000	Pologne
19,7	5,8	9,6	284,6	22,8	21,1	24,7	42,1	45,7	2000	Dolnoslaskie
21,5	4,8	7,9	173,5	18,2	16,3	20,5	38,1	54,4	2000	Kujawsko-Pomorskie
32,8	7,4	18,2	155,4	14,1	13,5	14,8	34,9	41,5	2000	Lubelskie
15,8	6,0	9,4	96,7	21,4	18,7	24,5	35,4	30,6	2000	Lubuskie
23,1	4,4	10,9	231,0	16,5	15,9	17,1	41,2	50,1	2000	Lodzkie
25,6	5,3	13,7	177,8	12,0	11,0	13,1	27,6	42,1	2000	Malopolskie
23,6	4,6	9,3	318,3	13,6	13,1	14,1	32,0	41,9	2000	Mazowieckie
17,9	8,9	10,0	71,3	14,9	10,0	20,7	31,4	25,3	2000	Opolskie
24,9	5,6	13,6	137,2	15,2	15,7	14,7	41,6	51,9	2000	Podkarpackie
33,6	7,5	12,6	84,3	16,3	14,1	18,9	30,9	53,5	2000	Podlaskie
16,1	4,5	7,9	139,1	17,2	14,0	21,0	33,6	43,7	2000	Pomorskie
12,7	5,7	9,1	305,9	19,0	15,5	23,1	34,1	38,1	2000	Slaskie
35,1	6,6	10,3	106,6	17,5	16,3	19,0	40,3	46,9	2000	Swietokrzyskie
16,0	9,8	6,8	152,8	22,5	20,7	24,6	41,2	49,1	2000	Warminsko-Mazurskie
23,9	6,0	10,0	234,9	14,3	10,8	18,1	32,9	43,7	2000	Wielkopolskie
15,4	6,0	6,5	145,0	20,2	17,5	23,4	46,2	52,8	2000	Zachodniopomorskie
25,4	2,9	16,4	816,1	7,7	8,2	7,1	17,8	49,2	2000	Roumanie
32,9	3,4	25,4	145,2	7,9	8,1	7,7	15,3	53,0	2000	Nord-Est
26,1	3,8	18,2	134,7	9,8	10,1	9,4	20,1	40,0	2000	Sud-Est
29,2	2,7	17,4	125,1	7,5	8,0	6,8	21,4	45,5	2000	Sud
30,5	2,1	6,2	69,5	5,8	6,0	5,6	14,0	49,0	2000	Sud-Ouest
21,0	2,8	16,3	76,9	8,2	9,2	7,0	20,9	45,0	2000	Ouest
24,5	2,6	12,6	100,8	7,6	8,0	7,1	15,4	48,0	2000	Nord-Ouest
20,2	3,1	20,4	94,8	7,9	8,6	7,0	16,6	63,3	2000	Centre
7,0	2,7	7,4	69,0	6,8	7,5	6,0	22,4	53,5	2000	Bucarest
11,2	12,9	6,1	66,4	7,1	6,9	7,2	16,4	62,7	2000	Slovénie
7,8	4,0	1,7	489,6	19,1	19,5	18,6	36,9	53,8	2000	Slovaquie
10,2	3,4	2,0	24,6	7,4	7,2	7,6	18,9	29,7	2000	Bratislavsky kraj
8,2	2,7	1,6	155,7	17,6	17,7	17,5	32,8	53,3	2000	Zapadne Slovensko
7,1	3,6	2,2	134,3	21,0	19,9	22,4	37,5	54,4	2000	Stredne Slovensko
6,4	6,7	1,4	175,1	24,6	26,8	22,1	47,4	57,3	2000	Vychodne Slovensko

Abréviations et notes méthodologiques

Abréviations

Pays

PC	Pays candidats, BG, CZ, EE, HU, LT, LV, PL, RO, SI, SK
PEC	Pays de l'Europe centrale, PC plus AL, BA, ARYM
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
EE	Estonie
HU	Hongrie
LT	Lituanie
LV	Lettonie
PL	Pologne
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
AL	Albanie
BA	Bosnie Herzégovine
ARYM	Ancienne République yougoslave de Macédoine (texte)
MK	Ancienne République de Macédoine (tableaux et graphiques)

Institutions et Programmes

CE	Communauté Européenne
CIST	Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
Eurostat	Bureau de statistiques des communautés européennes
IAB	Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung, Nuremberg
ICON	Icon-Institute, Cologne
INS	Institut National des Statistiques
NU	Nations Unies
OIT	Organisation Internationale du Travail
PHARE	Pologne et Hongrie, Actions pour la restructuration de l'Économie
RWI	Institut pour la Recherche Economique de la Rhénanie-Westfalie
TACIS	Assistance Technique à la communauté d'Etats Indépendants (CEI)
UE	Union Européenne
UNESCO	Nations Unies d'Organisation Éducative, Scientifique et Culturelle

Concepts et Classifications

CISE	Classification Internationale du Statut de l'Emploi
CITI	Classification Internationale Type de l'Industrie
CITE	Classification Internationale Type de l'Éducation
CITP	Classification Internationale Type des Professions
EFT	Enquête sur les Forces du Travail
NACE	Nomenclature générale des Activités économiques dans les Communautés Européennes
NUTS	Nomenclature des Unités Territoriales pour les Statistiques
PIB	Produit intérieur brut

Notes méthodologiques

Les concepts et les mesures principaux sont décrits dans «Sources de données et méthodes» ou dans le texte des sections respectives. Les notes suivantes sont consacrées aux conditions et circonstances spécifiques qui doivent être prises en compte lors de l'interprétation des informations présentées ici ou lors de la comparaison avec d'autres sources.

Période de référence

Les données des EFT incluses ici font généralement référence au deuxième trimestre 1999 ou 2000. Par conséquent, elles ne doivent pas être directement comparées à des moyennes annuelles ou à des données se référant à d'autres périodes (par exemple des données de milieu ou de fin d'année).

Basées sur des résultats provisoires de son Recensement de Population 2000, la Lettonie a révisé ses chiffres de population, affectant également les taux de dépendance de la jeunesse et des personnes âgées. Cependant, dans l'intérêt de la cohérence, les chiffres présentés dans cette publication font toujours référence aux données d'origine des EFT du second trimestre 2000.

Les données des EFT de la Pologne pour 1999 font référence au premier trimestre.

Les données des EFT de la Bulgarie pour 2000, qui dans le numéro 1/2001 faisaient référence au premier trimestre, ont maintenant été remplacées par celles du deuxième trimestre.

Les données administratives de l'Albanie pour 1999 et 2000 font référence à la fin de l'année.

Les changements du nombre de personnes ayant un emploi et des chômeurs entre 1998 et 1999 sont calculés sur la base des chiffres de 1998 du second trimestre du numéro 2/2000 de la «Revue».

Répondants

Les EFT incluent généralement la population fixe habitant dans des ménages privés. Les personnes habitant dans des ménages collectifs et les conscrits au service militaire ou de communauté soit ne sont pas couverts par l'étude, soit s'ils sont couverts, le sont par leur ménage privé d'origine et par conséquent exclus du traitement des données. Cependant, dans certains pays, certaines de ces personnes peuvent rester dans l'étude en raison du manque d'information sur leur identification rétroactive.

En Bulgarie, en Lituanie et en Pologne, l'EFT ne couvre pas la population en dessous de 15 ans. Les chiffres requis pour cette tranche d'âge ont été fournis par les INS respectifs ou par d'autres sources.

En Estonie, la limite d'âge de 15 ans est fixée à partir du 1^{er} janvier au lieu du dernier jour de la semaine de référence.

Disponibilité des informations, incohérences et fiabilité

Les EFT nationales des PEC ne mettent pas encore en application toutes les normes européennes des EFT. Par conséquent, certains faits peuvent être complètement omis, dans d'autres, des catégories de réponses individuelles peuvent avoir été combinées ou omises. Dans le cas d'une information manquante, les tableaux et les graphiques montrent des blancs ou omettent le pays dans son ensemble.

L'EFT de la Lettonie, par exemple, inclue les personnes inactives pour raisons familiales dans la catégorie restante, l'EFT de la Bulgarie ne fournit aucune information sur l'emploi à temps partiel ou en CDD/intérimaire, ni sur l'enregistrement du chômage et les allocations.

En dehors des différentes périodes de référence et de l'étendue des enquêtes observées ci-dessus, des incohérences de données sur le même sujet peuvent résulter d'erreurs d'arrondis ou, en particulier dans le cas des parts, elles peuvent être dues au fait que les personnes qui ne donnent pas de réponses sont parfois prises en compte. Dans d'autres cas, les incohérences apparentes sont dues à l'application de limites d'âge différentes pour les personnes incluses (généralement 15–64).

Les chiffres sans fiabilité en raison de la petite taille de l'échantillon sont inscrits entre parenthèses (). Dans le cas d'une information absolument peu fiable, les chiffres sont remplacés par un «.».

Divers

Les chiffres des 10-PEC font référence aux PC (BG, CZ, EE, HU, LT, LV, PL, RO, SI, SK) et sont calculés sur une moyenne de coefficients. Il doit être noté que cette moyenne sera dominée par les résultats des pays les plus importants (PL et RO). Ainsi, les 10-PEC est seulement un calcul statistique et ne représente aucune unité politique.

L'ordre des pays dans les tableaux et les graphiques suit l'ordre alphabétique des codes anglais des pays, en commençant par les PC et ensuite les trois pays supplémentaires participants au programme PHARE.

L'ordre des régions des pays suit la numérotation d'Eurostat.

Errata dans le numéro 1/2001

- P. 14, 20, 51: Suite à une erreur dans le placement de la virgule décimale, la croissance de l'emploi de la Hongrie en 2000 était de 5,8 au lieu de 0,58%, donc le chiffre correct devrait être 0,6%.
- P. 16: Dans le premier paragraphe, dernière ligne, le premier mot devrait être «chômage» au lieu d'«emploi».
- P. 53: Les taux de chômage selon l'âge de la Lettonie ont accidentellement reproduit les chiffres de la Lituanie.
- P. 59: Bien que l'EFT national de l'ARYM rassemble des informations de base sur toutes les personnes dans un ménage, les résultats publiés font seulement référence à la tranche d'âge 15–80. Ainsi, la population totale ainsi que les taux d'activité masculins et féminins donnés pour 2000 faisaient seulement référence à cette tranche d'âge et les taux de dépendance de la jeunesse et des personnes âgées ont été calculés sur une base incorrecte.

Errata dans le numéro 1 & 2/2001

- P. 48–59: La répartition de l'éducation donnée pour la population s'applique à la tranche d'âge des plus de 15 ans au lieu des 15–64 ans.
- P. 53: Les taux de chômage totaux de la Lettonie ont accidentellement reproduit les chiffres de la Lituanie.